

n° 482
OCTOBRE
2019
4,80 €

Silence

LA PLANÈTE VICTIME DE LA MODE

POUR DES ALTERNATIVES MILITANTES

JAI JAGAT VA SEMER DES GRAINES DE PAIX

écologie • alternatives • non-violence

Notre ligne éditoriale

Silence porte un projet de transformation de la société dans le sens de la décroissance et de l'écologie sociale. La revue explore les alternatives concrètes et cherche à aborder tout sujet non seulement sous l'angle écologique mais aussi au regard du féminisme, du post-colonialisme, de la non-violence, etc.



La décroissance affirme la radicalité des changements à opérer. Elle s'enracine dans le constat que nous vivons sur une planète aux ressources limitées, sur laquelle une croissance illimitée est illusoire.

Le verdissement du capitalisme ne résoudra pas les problèmes actuels liés au changement climatique, à l'aggravation des inégalités sociales.

À l'échelle de la planète, le désastre écologique est causé avant tout par les plus riches et accable d'abord et surtout les plus pauvres.

Les alternatives au cœur

Les alternatives sont le cœur battant de *Silence*. Chaque numéro en propose une moisson : alternatives à la ville ou aux champs, de toutes tailles et tous types d'activités : transports doux, écoles pas comme les autres, agricultures paysannes, habitats partagés, énergies villageoises, épiceries autogérées, ZAD, lieux de solidarité avec les personnes migrantes, ressourceries, ateliers associatifs... et quantité d'autres. Nous misons d'abord sur le changement par le bas, par la faire, par la reconquête de zones d'autonomie, de partage et de convivialité. *Silence* a également à cœur de cultiver les débats d'idées, les réflexions théoriques, les élaborations d'utopies qui contribuent à la construction de l'écologie politique.

Un média participatif et ouvert aux débats contradictoires

Média militant et engagé, *Silence* n'a aucune prétention à être "neutre" ou "objectif". C'est un média indépendant, sans pub, mais aussi participatif et collectif, dont la plupart des textes sont écrits par des bénévoles. *Silence* ouvre ses pages à des opinions diverses, parfois contradictoires. Sur fond d'une vision partagée du monde, des options divergentes peuvent être défendues et nous n'avons pas vocation à trancher sur tout.

Mettre en pratique les alternatives que nous promouvons

L'association et l'équipe de *Silence* s'essaient à mettre en œuvre les alternatives qu'elles promeuvent et la lutte contre les dominations en leur sein, dans un souci de cohérence entre le dire et le faire. *Silence* a fait le choix de l'écriture inclusive car nous croyons que le masculin universel est l'une des formes de la domination patriarcale dans la langue française.

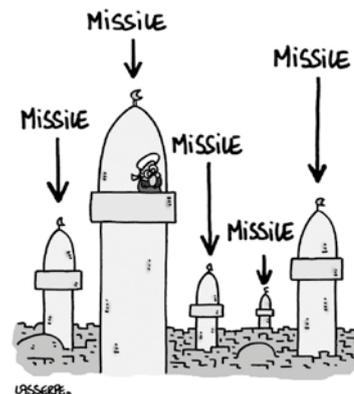
Vous êtes invité-es à prendre une part active dans cette aventure collective en participant à la rédaction ou à la diffusion de *Silence* !

Retrouvez la revue sur internet :

www.revuesilence.net

LE MOIS DE LASSERPE

TRUMP A DES PREUVES POUR BOMBARDER L'IRAN



FOOTBALL FÉMININ : L'EFFET COUPE DU MONDE PERDUE



"TSUNAMI" D'ALGUES VERTES EN BRETAGNE



LE G7 POUR UN IMPÔT MONDIAL





■ DOSSIER LA PLANÈTE VICTIME DE LA MODE

05 Les ravages de l'industrie mondialisée du textile

Avec 1,2 milliard de tonnes de gaz à effet de serre émis chaque année, soit plus que les vols internationaux et le trafic maritime réunis, l'industrie textile est la deuxième plus polluante au monde après celle du pétrole. Derrière débardeurs et culottes se cache une industrie mondialisée destructrice de l'environnement, qui exploite femmes et hommes.

09 Prendre le temps de s'habiller

On ne va pas déstabiliser l'industrie du textile en refusant d'acheter une paire de chaussettes. Mais il y a quand même d'autres options que de renouveler trois fois par an ses robes en grande surface. Entre les adeptes du coton bio et les inconditionnel-les des friperies, quelles sont les alternatives les plus écolos ?

12 Lancer le "programme laine"

Contre-pieds de la fast fashion, de l'industrialisation et de la normalisation de la mode, des initiatives collectives sont de plus en plus nombreuses à se réapproprier des savoir-faire artisanaux pour revaloriser la filière laine, de l'élevage à l'artisanat.

16 Des matières naturellement écolo

Les matières naturelles, c'est bien ; encore faut-il que les plantes aient été cultivées le plus sainement possible en respectant l'environnement et les travailleu-ses, et que le processus de transformation soit sain, lui aussi. Cela passe autant par le travail des fibres que par l'utilisation des teintures. Focus sur trois matières naturelles.

■ CHRONIQUES

17 Bonnes nouvelles de la terre :

L'Île-de-France va s'effondrer... et la vie y sera belle

20 Chroniques terriennes :

À ta santé...

26 Solidarités sans frontières :

Contre l'impunité des multinationales, un projet de traité

■ BRÈVES

- 17 Alternatives • 19 Agriculture • 19 Société
20 Environnement • 22 Nucléaire • 23 Climat • 23 Énergies
24 Paix et Non-violence • 25 Femmes, hommes, etc.
26 Nord/Sud • 27 Transports • 27 Annonces
28 Agenda • 41 Courrier • 42 Livres

■ ARTICLES

30 La ferme Pedronia : y vivre et s'y ressourcer

Pedronia, c'est d'abord une ferme où vivent une chevrrière et ses bêtes, mais c'est aussi le cœur d'un bouillonnement d'activités et de rencontres grâce à l'association Orhantza (le levain, en basque).

32 Les alternatives : une pratique de classe sociale privilégiée ?

Dans la lignée de son livre *Egologie* : Ecologie, individualisme et course au bonheur, Aude Vidal présente ici des réflexions interpellantes et une critique virulente de certaines initiatives alternatives, qui ont trop tendance à se consacrer à leur propre gestion, dans un milieu intellectuel et bourgeois. Un article qui fait suite au dossier de Silence de septembre 2019 qui interrogeait la portée des alternatives.

34 Pour des alternatives militantes

Suite au dossier de Silence de septembre 2019, Les alternatives : oasis ou leviers ?, nous prolongeons la réflexion en développant le potentiel politique des alternatives.

38 Jai Jagat va semer des graines de paix sur son parcours

C'est le 2 octobre 2019 que démarre Jai Jagat, mobilisation mondiale pour la justice et la paix. L'occasion d'organiser de nombreuses rencontres dans les pays traversés.

40 Notre-Dame-de-Paris : chape de plomb sur la santé des riverains

Dès l'incendie du 15 avril 2019, les spécialistes savaient que la flèche de la cathédrale contenait d'importantes quantités de plomb et que le nuage qui se dégageait était extrêmement toxique. Au total, ce sont 400 tonnes de plomb qui sont parties en fumée.

Prochain dossier

Notre-Dame-des-Landes :
quel avenir ?



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 28 août 2019.

Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 4^e trimestre 2019 - Tirage : 4350 ex. - Impression : Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot - Administrateurs : Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur - Directrice de publication : Gaëlle Ronsin - Comité de rédaction : Martha Gilson, Guillaume Gambin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anais Zuccari - Pilotes de rubriques : Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwenaél Delanoé, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Seleik, Xavier Sérédine - Maquette : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins : Lasserpe, Gilles Rebecchi - Correctrices : Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - Photographes : Antoine 49, Aopsan, Anne-Sophie Cleménçon, Caroline Delmotte, Romane Dubrulle, Mathias Fingermaier, Freepik, Allard van der Hoek, Jos de Krieger, Laines à l'ouest, Clara Poulard, pxhere.com, rawpixel.com, Thé à Coudre, Topntp26, Christophe V., Adrian Wyld, Giovanni Zanchini - Et pour ce n° : Michel Bernard, Catherine Bibard, Béatrice Blondeau, Marie Fleury, Justine Guitton-Bousson, Stéphen Kerckhove, Pascal Martin, Adeline Parenty, Pascale, Jocelyn Perret, Aude Vidal, François Veillerette - Couverture : Michèle Constantini - Internet : Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot - Développement supports informatiques : Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs autrices.

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · Dépositaires, stands et gestion : Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · Rédaction : Guillaume Gambin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC : CCOFPRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur – Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

ÉDITORIAL

Et si on arrêtait de produire des vêtements ?



La Fashion Revolution se mobilise pour plus de transparence et un changement des pratiques dans l'industrie textile.



L'industrie textile rejette beaucoup de pollution dans les eaux.



Usine textile au Bangladesh.



Un humain se cache sur cette photo, saurez-vous le trouver ?



Une robe maison qui va faire sensation.

Il n'a jamais été aussi facile de se vêtir dans les sociétés occidentales. Mode à prix cassés, multiplication des points de ventes en grande distribution, vêtements de seconde main, etc. On choisit son style, entre chemise ou polo, signalant ainsi une appartenance à un groupe ou une classe sociale.

Mais pour se sentir bien dans nos baskets, doit-on forcément exploiter les humains et détruire l'environnement ? Évidemment que non. Face aux ravages de l'industrie textile, les alternatives existent, et entre la seconde main, la fabrication ou le renouveau de certaines filières textiles locales, il y a de quoi trouver chaussure à son pied.

Certaines marques prônent la mode éthique, mais attention à ne pas poser la question à l'envers ! Rendre l'industrie du vêtement plus éthique est une chose, sortir les vêtements de l'industrialisation et en produire moins en est une autre. Au vu de la quantité de vêtements sur terre, on pourrait même arrêter d'en produire pendant quelques temps, sans en manquer. Accepter de moins posséder, récupérer, raccommoder, relocaliser... et s'y on essayait ?

Enfin... en attendant que le réchauffement climatique rende la nudité socialement plus acceptable !

Martha Gilson

Couverture : « Notre quotidien déplacé » - Rejane Lhôte – Artiste. Installation sur la base d'une collecte de vêtements dans le quartier, avec une couleur thématique. Les gens devaient donner un vêtement un peu fétiche et raconter l'histoire de ce vêtement. Des casques étaient placés en bas de l'installation et on pouvait écouter les histoires des gens.

Installation réalisée en été 2012 dans le cadre du festival « Le Coin des Rêves », satellite de « La Fabrique à Rêves » du 6B (lieu de création à Saint-Denis, 6-10, quai de Seine, 93200 Saint-Denis). Ce petit coin chargé d'histoire a muté ; il s'est ouvert à toutes, accueillant des événements artistiques et associatifs.

© Michèle Constantini, m.constantini@free.fr



▲ Suite à l'effondrement d'une usine à Dacca au Bangladesh, chaque 24 avril des milliers de personnes se mobilisent et interrogent : "Qui fabrique mes vêtements ?". Sur les pancartes : "C'est moi qui ai fabriqué tes vêtements".

Les ravages de l'industrie mondialisée du textile

Avec 1,2 milliard de tonnes de gaz à effet de serre émis chaque année, soit plus que les vols internationaux et le trafic maritime réunis, l'industrie textile est la deuxième plus polluante au monde après celle du pétrole. Derrière débardeurs et culottes se cache une industrie mondialisée destructrice de l'environnement, et qui exploite femmes et hommes. Depuis que la mode jetable (la *fast fashion*) est devenue dominante, difficile de sortir de ce modèle d'exploitation mondial...

CHAQUE ANNÉE, 140 MILLIARDS DE vêtements sont produits dans le monde, soit quatre fois plus qu'en 1980, alors que la population mondiale a seulement doublé. Les conséquences de cette production font froid dans le dos...

MODE AU NORD, MORT AU SUD

Produits encore localement il n'y a pas si longtemps, les vêtements sont aujourd'hui largement fabriqués par des géants industriels qui sous-traitent une partie de la production, particulièrement dans des usines d'Asie. Pionnière dans la délocalisation, l'entreprise américaine Nike confie dès les années 1980 "à des entreprises en Corée et à Taiwan 83 % de la fabrication de ses produits. Recherchant les coûts les plus bas, elle se tourne ensuite vers l'Indonésie, la Chine ou la Thaïlande. Les marques françaises suivent, en espérant augmenter leurs profits tout en maintenant une partie de leurs activités en France (siège social, stylisme, achats, logistique), une stratégie facilitée par la révolution numérique et les technologies de l'information" (1).

Les conséquences de cette mondialisation sont dramatiques pour les travailleuses et les travailleurs. Cynthia Enloe, dans son ouvrage *Armées, bananes, confection... une analyse féministe de la politique internationale*, revient sur les conditions d'exploitation des ouvrières asiatiques. "Le 24 avril 2013, l'effondrement du Rana Plaza [bâtiment qui abritait plusieurs ateliers de confection travaillant pour diverses marques internationales de vêtements] a tué 1 134 Bangladaïses [...]. Cet effondrement a été la catastrophe la plus meurtrière dans l'histoire de l'industrie du vêtement — une industrie mondialisée émaillée de désastres. [...] Dans l'industrie contemporaine du vêtement, soumise à une concurrence mondialisée, les hommes qui possèdent les usines fabriquant des jeans, des maillots de bain, de la lingerie et des tenues de baskets comme sous-traitants pour des marques européennes et nord-américaines ne peuvent risquer de prendre du retard sur les échéances de production. Ces échéances sont fixées par leurs clients, des multinationales qui veulent inonder les rayonnages des magasins de nouvelles tendances, à une cadence de plus en plus frénétique, pour satisfaire les attentes

(1) "Au cours de la même période, les effectifs dans la fabrication de textile et l'habillement baissent. En France, ils diminuent de plus de 60% entre 1986 et 2004. Dans le Nord-Pas-de-Calais, le nombre d'emplois passe de 171 000 à 11 000 entre 1954 et 2010. [...] Mais la concurrence des pays à bas coût de main-d'œuvre n'est pas la seule cause de la suppression des emplois en France : la mécanisation a elle aussi entraîné une profonde restructuration de la filière." Majdouline Sbati, *Une mode éthique est-elle possible ?*, éd. Rue de l'échiquier, 2018.



▲ Le 24 avril 2013, l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh a provoqué au moins 1 127 morts. La veille, des consignes d'évacuation données après l'apparition de fissures avaient été ignorées par les responsables des ateliers.

L'obsolescence esthétique

L'industrie du vêtement s'appuie sur le côté éphémère de la mode. S'habiller n'est pas uniquement une nécessité : nos vêtements ont un rôle social et nous identifient souvent à un groupe. "Être à la mode", "suivre la tendance" devient alors un enjeu important. La production en série et le développement de la société de consommation ont permis à la mode de n'être plus l'apanage de la haute couture mais d'investir aussi dans le prêt-à-porter. Aujourd'hui, parler de mode éthique est un oxymore, tant les effets de mode reposent sur la possibilité d'un renouvellement rapide de sa garde-robe à un prix accessible. L'obsolescence n'a plus besoin d'être programmée au niveau de la fabrication : elle est induite culturellement par les industriels.

Selon Cynthia Enloe, "la relation entre l'industrie du prêt-à-porter et celle de la haute couture ou de la mode évolue en permanence. Les vêtements que porte l'élite aujourd'hui sont ceux du prêt-à-porter populaire de demain."

de consommatrices impatientes. La fébrilité du propriétaire d'usine bangladais, pressé de respecter les délais serrés imposés par ses clients internationaux, s'était transmise aux contremaîtres sur les chaînes de confection. Alors que la fumée s'infiltrait dans tout l'immeuble, ces derniers avaient poussé les ouvrières à continuer à coudre."

Aujourd'hui, des collectifs comme *Éthique sur l'étiquette*, fondé en 1995 par des ONG, des syndicats et d'autres acteurs de la société civile, se mobilisent pour que de tels accidents causés par l'irresponsabilité des multinationales et des États ne puissent plus survenir.

DE TIMIDES AVANCÉES POUR LES DROITS DES TRAVAILLEU-SSES

"Nous avons eu une grosse victoire en mars 2017 avec la loi sur le devoir de vigilance. Après cinq ans de mobilisation, nous avons obtenu la reconnaissance de la responsabilité des multinationales. Il existe dorénavant une obligation pour les entreprises de mettre en place un plan de vigilance", se félicite Nayla Ajaltouni, coordinatrice du collectif *Éthique sur l'étiquette*. La loi du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance tient désormais les maisons mères et entreprises donneuses d'ordre pour juridiquement responsables des impacts de leurs activités tout le long de la chaîne de production (2). Une avancée réelle mais bien maigre au regard du niveau d'exploitation de milliers de personnes, qui ne touchent pas un salaire décent et travaillent dans des conditions dangereuses pour leur santé, malgré les engagements oraux de certaines grandes marques de prêt-à-porter. Les ouvrières des usines qui alimentent des chaînes comme *H&M*, *Guess* ou *Calvin Klein* sont payées 26 dollars par mois en Éthiopie, par exemple (3).

LA FAST-FASHION : DES PRIX BAS POUR DES VÊTEMENTS JETABLES

S'il est si difficile de s'attaquer à l'industrie textile, c'est que celle-ci s'inscrit dans une logique du toujours plus, toujours moins cher. Selon *Greenpeace*, la production de vêtements dans le monde a doublé entre 2000 et 2014. En parallèle, selon une étude de l'*Insee* sur les dépenses des ménages en France, la part des vêtements dans les dépenses pour l'apparence physique a diminué progressivement depuis 1960, tout comme celle des chaussures : elle atteignait 65 % en 1960 et 41 % en 2015, soit 1 230 euros en moyenne par ménage. "Pourtant, le nombre de vêtements achetés, lui, a constamment augmenté, jusqu'à

(2) Elle oblige les groupes de plus de 5 000 salarié-es en France (10 000 si le siège social se trouve à l'étranger) à publier un plan de vigilance et prévoit la possibilité de saisir un juge pour les victimes ou toute personne ayant intérêt à agir.

(3) Centre Stern pour les affaires et les droits de l'Homme de l'Université de New York dans son rapport intitulé *Made in Ethiopia: Challenges in the Garment Industry's New Frontier*, mai 2019.



▲ Extrait de la bande annonce du film *The True Cost*, film documentaire d'Andrew Morgan sur la fast fashion, et notamment les dangers des pesticides.

atteindre 600 000 tonnes par an aujourd'hui, précise Majdouline Sbai dans son livre *Une mode éthique est-elle possible ? Cette surabondance de l'offre se traduit aussi par la course à la fast-fashion, la 'mode rapide'.* Au lieu de proposer deux saisons par an — printemps-été et automne-hiver — certaines marques de prêt-à-porter valorisent 24 collections par an et renouvellent constamment leur stock pour inciter à la consommation.

Si l'on veut produire toujours plus de vêtements à des prix toujours plus abordables, il faut bien rogner quelque part : ce sera du côté de la qualité. L'exemple du collant est emblématique. Selon l'association *Halte à l'obsolescence programmée (Hop)*, dans 72 % des cas, un collant ne dépasse pas six utilisations. Les personnes interrogées par l'association dépensent donc plus d'une centaine d'euros par an pour pouvoir porter des collants ! Et cela n'est pas dû à une quelconque maladresse ou à des ongles mal coupés... Selon *Hop*, des intrants chimiques déterminent le niveau de résistance et la tenue de la coloration d'un collant. Les fabricants peuvent donc jouer sur les additifs chimiques pour rendre un produit plus ou moins robuste, et ainsi programmer sa fin de vie. L'obsolescence programmée se cache parfois dans les détails...

ÉTIQUETTES ET LABELS : PEU D'INFOS POUR SE REPÉRER

Face au marketing agressif de l'industrie du vêtement, comment se repérer ? L'étiquette est en général la seule source d'information au moment de l'achat, si on ne connaît pas la marque qui produit le vêtement. On découvre alors la composition du textile, sans connaître forcément son traitement chimique. On sait aussi où il a été fabriqué, le fameux "made in". Mais cette information est parcellaire puisque c'est le pays de l'étape

principale ou de la dernière étape de fabrication qui est indiqué là.

Si l'étiquette ne suffit pas pour mesurer le poids environnemental et social d'un vêtement, certains labels informent un peu plus le consommateur ou la consommatrice. Pour Majdouline Sbai, le label le plus complet est le *Global Organic Textile Standard (GOTS)*, lancé en 2008 par quatre organisations qui avaient développé des référentiels textiles dans leurs pays respectifs (Allemagne, Royaume-Uni, Japon et États-Unis). "*Le GOTS veut s'imposer comme le référentiel mondial de l'évaluation de la qualité environnementale, sanitaire et sociale de la production. Il garantit le caractère vraiment biologique des fibres et la responsabilité du point de vue social et environnemental de la transformation et de la fabrication textiles*". Il y a aussi *Oeko-Tex*, créé en 1992 par l'*Association internationale pour la recherche et l'essai des textiles écologiques*, qui est une sorte de label santé des textiles, ou encore *Max Havelaar Fair Trade*, qui garantit la transparence de la chaîne de production et la juste rétribution des producteurs (4).

Il ne faut pas oublier que les grandes entreprises de vêtements, même si elles limitent leur impact environnemental ou s'engagent pour un meilleur management de leurs salarié-es, restent les moteurs d'une économie de marché mondialisée qui exploite des travailleu-ses du Sud pour fabriquer des vêtements portés dans des pays du Nord.

Si le bilan de cette industrie qui a envahi aujourd'hui les rues marchandes et la grande distribution est peu optimiste, il paraît pourtant nécessaire pour saisir l'urgence d'alternatives à la surconsommation de vêtements de mauvaise qualité et polluants. Ce sont ces pistes de pas de côté que nous allons explorer dans la suite du dossier.

Martha Gilson ■

Pour aller plus loin

- ADEME, *Revers de mon look. Quels impacts ont mes vêtements et mes chaussures sur la planète ?*, mars 2018, www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/le-revers-de-mon-look.pdf
- Cynthia Enloe, *Armées, bananes, confection... une analyse féministe de la politique internationale*, Blajan, Solanhets, 2019
- Majdouline Sbai, *Une mode éthique est-elle possible ?*, Rue de l'échiquier, 2018
- Greenpeace, *Les Dessous toxiques de la mode*, 2012
- Ellen MacArthur Foundation, *A New Textiles Economy. Redesigning Fashion's Future Outlines*, 2016 et *Circular Fibres Initiatives Analysis*, 2016
- *France nature environnement*, "Gaz à effet de serre : l'industrie de la mode, pire que le trafic aérien et maritime mondial réunis", 12 novembre 2018

(4) *Silence* a publié un dossier critique autour du commerce équitable en novembre 2003 (n° 303).

Un coût environnemental calamiteux

La mode émet 1,2 milliard de tonnes de gaz à effet de serre chaque année. Son impact serait plus important que les vols internationaux et le trafic maritime réunis. Chaque étape est très polluante, comme le souligne le rapport de la Fondation *Ellen McArthur* sorti fin 2017 : de l'extraction de ressources non renouvelables à l'enfouissement ou l'incinération sans recyclage, en passant par un nombre important de lavages des vêtements.

Les bottes de 13 463 lieues

Une chaussure, rarement fabriquée là où sont produites les matières premières, peut aussi être commercialisée à un autre endroit. Un jean et ses composants parcourent en moyenne 65 000 km (l'équivalent de 13 463 lieues), soit 1,5 fois le tour de la Terre.

L'eau : une ressource indispensable pour l'humain... et le jean

Quatre pour cent de l'eau potable disponible dans le monde est utilisée pour produire nos vêtements. Il en faut en moyenne 2 700 litres pour fabriquer un tee-shirt, soit ce que consomme un individu en trois ans; pour un jean, entre 7 000 et 11 000 litres sont nécessaires. C'est la culture des matières premières, en particulier du coton, qui exige ces quantités importantes. Pour teindre un kilo de textile, il faut en moyenne 100 à 150 litres d'eau, selon le type de tissu.

Transformation et teinture : une industrie toxique

Soixante-trois pour cent des matières employées pour faire des vêtements sont issus de produits chimiques, et 70 % des fibres synthétiques produites dans le monde proviennent du pétrole. La production de bois, qui permet de créer des fibres artificielles, réduit la biodiversité. Mais les matières premières naturelles ne sont pas forcément moins polluantes : à lui seul, le coton, qui représente 26 % des matières employées pour le textile, absorbe 25 % des insecticides et 10 % des herbicides sur le marché !

L'utilisation de produits toxiques ne s'arrête pas à la culture des matières premières. L'Agence pour le développement et la maîtrise de l'énergie (Ademe) souligne que "les fabricants enduisent les fils de graisse ou de cire pour qu'ils soient plus résistants. Ainsi, ils se cassent moins dans les machines industrielles. Après le tissage, le tissu est lavé pour être débarrassé de ces produits. Cette étape est très polluante car elle rejette dans les eaux usées des substances toxiques". Des résines synthétiques toxiques sont aussi employées pour éviter que les vêtements rétrécissent. Lors de la phase de la teinture des fils et des tissus, les eaux usées sont souvent déversées directement dans la nature.

La pollution continue à la maison

En 2011, Greenpeace a lancé sa campagne *Detox*, dénonçant "les substances toxiques qu'utilisent les grandes marques" et "la pollution des cours d'eau causée par le rejet de produits toxiques dans les pays de fabrication de vêtements". En 2012, un rapport de l'ONG analysant les vêtements de vingt grandes marques (dont *Giorgio Armani*, *Benetton*, *C&A*, *Calvin Klein*, *Diesel*, *Esprit*, *Gap*, *H&M*, *Mango*, *Zara*, *Levi's*, etc.), notait, entre autres, que les deux tiers des échantillons contenaient des éthoxylates de nonylphénol, un perturbateur endocrinien.

Le coût de l'entretien

Les impacts environnementaux ne sont attribués que pour moitié à la production des vêtements. La vie des textiles (lavage, pressing, repassage, recyclage, etc.) est responsable de l'autre moitié. Selon *France nature environnement*, "une fois que les vêtements sont dans nos placards, leur entretien, spécifiquement celui des fibres synthétiques, est à l'origine de 500 000 tonnes de plastiques largués dans l'océan par an, soit l'équivalent de 50 milliards de bouteilles en plastique...". En moyenne, un ménage européen réalise 230 cycles de lavage dans l'année : au total, ce sont plus de 100 000 tonnes de produits qui sont utilisés, 13 000 litres d'eau et 200 kWh d'électricité. Il y a par ailleurs un véritable enjeu à se débarrasser d'habitudes d'ultrapropreté : une tache sur un vêtement ne devrait pas être un objet de honte.



▲ Le Thé à Coudre à Grenoble, salon de thé et atelier de couture, un espace libre pour apprendre à créer et à réparer des vêtements.
6 rue Servan, 38000 Grenoble

Prendre le temps de s'habiller

On ne va pas déstabiliser l'industrie du textile en refusant d'acheter une paire de chaussettes. Mais il y a quand même d'autres options que de renouveler trois fois par an ses robes en grande surface. Entre les adeptes du coton bio et les incondiennel·les des friperies, quelles sont les alternatives les plus écolos ?

Des habits écologiques, durables, réparables, abordables, locaux... et beaux : le rêve ! Difficile de cumuler tous ces critères dans un pull, mais vous avez le choix des pas de côté.

LES MARQUES ÉTHIQUES POUR QUI PEUT SE LES OFFRIR

Face aux différents scandales qui ont entaché l'industrie textile, les marques éthiques ont le vent en poupe. Des marques comme *Patagonia* ou *Veja* ont choisi de s'appuyer sur des filières intégrées et d'opter pour des matières biologiques. Les chaussures *Veja*, par exemple, sont fabriquées au Brésil, pays qui produit du coton et du caoutchouc sauvage et où il existe une culture syndicale. Le résultat : des vêtements et chaussures de qualité, en partie en matière naturelle, avec la garantie d'un revenu minimum pour les salarié·es.

Plus locale, *Modetic* est une boutique de vêtements issus du commerce équitable et/ou fabriqués à base de textiles bio, créée à Romans-sur-Isère (Drôme) en 2007. Parallèlement, Thomas, le fondateur, lance en 2013 la marque *1083*. Sachant que 1083 km seulement séparent les deux villes les plus éloignées de l'hexagone, son idée était de relocaliser à moins de 1083 km du lieu de vente la fabrication de jeans et de chaussures. Le jean "made in France" est vendu une centaine d'euros.

Plus ou moins internationales, ces entreprises ont le mérite de rendre publiques leurs pratiques en matière de protection de l'environnement et leurs conditions salariales, ainsi que de revaloriser les filières biologiques ou de recyclage. Elles restent peu accessibles à un grand nombre de porte-monnaie, bien qu'elles insistent sur la qualité et la durabilité de leurs produits. D'autre part, elles évoluent dans une logique d'accumulation de capital, *Veja* étant présente à l'international et affichant une croissance annuelle de plus de 30%.

L'ARTISANAT LOCAL TOUJOURS VIVANT

À côté de ces "success story" écolos, des petits artisans, travaillant notamment le cuir, vendent localement des chaussures et des vêtements. Impossible d'en faire la liste, mais à Nantes comme à Paris ou à Limoges, vous trouverez des chaussures fabriquées sur place, des artisan·es qui revendiquent la réappropriation d'un savoir-faire et des produits uniques. Autre marché de niche, cet artisanat s'adresse à une clientèle qui est prête à payer pour des produits durables, mais aussi pour la sauvegarde d'un artisanat textile traditionnel. Chaque année, beaucoup de toutes petites marques apparaissent. Toutefois, le marché des vêtements cousus main est très concurrentiel et il est difficile de vivre de la fabrication d'habits, car les prix



« L'entreprise Super Marché transforme des vêtements de seconde main pour créer des collections pour femmes et hommes avec des modèles pensés pour "avoir du style", être confortables, pratiques et de qualité. C'est ce qu'on appelle de l'upcycling. À Saint-Denis et à Paris, Super Marché travaille avec des personnes en insertion professionnelle en collaboration avec Mode = Estime, une association qui utilise la création textile et la couture à des fins de valorisation des personnes et d'insertion professionnelle.



▲ Le magasin Ding Fring de Cenon en Gironde, friperie solidaire.

L'habit ne fait pas l'écolo

Il y a toute une signification sociale et des imaginaires liés à la façon dont nous nous habillons. L'habit est aussi culturel et marque une appartenance sociale. On aura tendance à considérer comme plus écolo une personne habillée en lin coloré, avec des habits un peu amples, que celle qui a choisi un survêtement ou des paillettes. Ce sont des préjugés, et les paillettes ont peut-être été récupérées lors d'un troc, lorsque le tee-shirt à l'effigie de Che Guevara a pu être produit au Bangladesh. Attention, donc : n'est pas toujours écolo qui l'affiche, et vice versa !

Au-delà de l'écologie, la façon de s'habiller est aussi un terrain de lutte multiple. Pendant la Révolution française, lorsque certaines femmes commencent à le porter, le pantalon est un symbole du féminisme. En 1800, le gouvernement, choqué, met en place un règlement qui oblige les femmes voulant porter un pantalon à se rendre à la préfecture pour demander "l'autorisation de s'habiller en homme". Le travestissement est alors sanctionné. Le choix de porter un pantalon est donc le résultat d'un combat de plus de 200 ans et, même si elle n'avait pas été appliquée depuis des années, cette ordonnance n'a été abrogée qu'en 2013 !

élevés pour se procurer des matières premières de qualité et s'assurer un salaire décent sont, la plupart du temps, décourageants.

LES FRIP' : C'EST PAS BIO, MAIS C'EST ÉCOLO !

À l'opposé d'une mode éthique créatrice de vêtements bio, les friperies offrent la possibilité de donner une seconde vie aux vêtements, souvent de marques de la grande distribution. Acheter d'occasion en friperie est même devenu à la mode quelles que soient ses ressources, alors qu'il n'y a pas si longtemps c'était une pratique qui rendait surtout service aux petits revenus. Le *vintage* est tendance, et les préoccupations écologiques plus présentes... (1)

Mais d'où viennent ces vêtements ?

LES FRIPERIES : LA PARTIE VISIBLE DU RECYCLAGE

La surabondance de production de vêtements et les prix toujours plus bas ont modifié l'économie du don. Il est aujourd'hui plus facile de se procurer des habits peu chers, et les vêtements collectés sont de plus en plus nombreux... mais de moins en moins bonne qualité. Sur les 600 000 tonnes de textiles, linge et chaussures mises sur le marché chaque année en France (soit 9,2 kilos par habitant-e), un tiers sont collectées pour être revalorisées. Selon l'organisme *Eco TLC*, ce sont ainsi 195 000 tonnes qui sont récupérées : 62 % sont revendues dans des friperies, en France ou à l'étranger, 22 % sont effilochées (pour fabriquer des isolants ou des fibres de moindre qualité), 9,5 % deviennent des chiffons et 6 % sont incinérées.

Il existe une véritable filière de la collecte et du tri des vêtements usagés, entre associations caritatives et boutiques privées. En France, 80 % de l'activité de tri et revalorisation des textiles est assumée par l'économie sociale et solidaire, et on trouve facilement en ville des bennes ou des structures où déposer ses textiles usagés.

Dès 1984, la communauté *Emmaüs* a cherché un moyen de favoriser l'insertion professionnelle et s'est tournée vers la collecte et la valorisation textile en créant *le Relais*. À travers leurs friperies solidaires *Ding Fring*, vous pouvez trouver des vêtements de seconde main à bas prix, tout en finançant l'insertion de personnes en situation d'exclusion. D'autres friperies solidaires sont portées par le *Secours populaire* ou des initiatives plus locales. Enfin, des friperies "classiques" surfent sur la vague *vintage* sans réinvestir dans l'insertion, mais en proposant des vêtements rétro.

En s'habillant avec des vêtements de seconde main, on abandonne le soutien à la fabrication

(1) Il faut tout de même distinguer la mode du *vintage*, qui mène à vendre des vêtements de marque de seconde main assez chers, et les friperies populaires, véritablement intéressantes économiquement, mais qui offre souvent des vêtements de moins bonne qualité.



▲ Clara fabrique aujourd'hui ses vêtements et en confectionne aussi certains pour ses ami-es.

de vêtements éthiques pour privilégier le réemploi, quitte à arborer des marques de la grande distribution.

ON TROUVE DES VÊTEMENTS PARTOUT

Le marché du vêtement, d'hier ou de demain, est donc bien vaste. Il existe aussi une économie de la fringue en dehors de ces circuits. Brocantes, vide-greniers ou autre troc-fringues entre ami-es sont autant de manières de redonner un second emploi à des vêtements que l'on ne met plus.

N'oublions pas qu'avant de les donner, s'ils sont abîmés, on peut aussi réparer ses vêtements, et qu'un ourlet n'est pas si difficile à réaliser. C'est même l'occasion de personnaliser ses vêtements, en les teignant dans une couleur plus foncée s'ils sont tachés par exemple, ou en ajoutant des formes de couleur sur un trou.

L'ACHAT EN LIGNE : LA FAUSSE BONNE IDÉE ?

Le marché des vêtements usagés s'est aussi fortement développé sur internet. *Vinted*, *le Bon Coin*, *Videdressing* ou *Vestiaire Collective* proposent, à l'instar d'un site comme *BlablaCar* pour les trajets automobiles, de mettre en lien des particuliers qui vendent leurs vêtements avec d'autres qui souhaiteraient les acheter. Prix cassés, échanges entre particuliers, l'idée semble bonne. Mais, bien que l'on puisse choisir la remise en main propre, l'échange se fait souvent par voie postale, et ces plateformes poussent à un renouvellement des placards toujours plus rapide, sans réflexion sur nos modes de consommation jetable, quand elles ne prennent pas une commission sur nos achats. On préférera l'annonce dans le commerce du coin, ou l'échange avec le voisinage !

LE FAIT MAISON : POUR LES PASSIONNÉ·ES !

Pour les plus aguerri-es, les vêtements seront cousus main. Se pose alors la question de la provenance des textiles et des fils et, là encore, le choix entre tissu bio ou de récup, qui peut s'avérer cornélien. Selon les matières achetées, il n'est pas forcément rentable de coudre ses habits. Clara, 23 ans, s'est mise à la couture dès 10 ans. *"Aujourd'hui, je couds quasiment tous mes vêtements. Jen fabrique pour moi mais aussi pour les autres, et je me suis aussi lancée dans les costumes sur mesure."* Clara laisse son inspiration la guider et réexploite d'anciens draps ou des vieux vêtements pour donner vie à des robes aux mouvements endiablés. *"Lorsque je fais des vêtements sur mesure pour d'autres personnes, les réactions sont impressionnantes. On n'a pas l'habitude de porter un vêtement qui est fait à notre corps, comme une seconde peau."* Coudre donc, pour soi-même et pour les autres. *"On ne peut pas tous savoir tout faire, proclame Clara, je suis heureuse de partager mes créations !"*

TOUT EST DANS LE NOMBRE

Il est certain qu'acheter des vêtements en matières naturelles et produits localement assure une plus grande qualité qui permet à ces derniers de "durer" plus longtemps. Acheter moins, même si c'est plus cher, peut s'avérer rentable à terme, et oblige à questionner notre rapport à la nouveauté et au changement. Pourquoi suivre le diktat des modes éphémères ? La clé est dans une certaine sobriété dans le nombre d'habits accumulés.

Martha Gilson ■

Il existe énormément de marques éthiques, plus ou moins locales, et nous ne pouvons pas toutes les citer ici. Nous vous encourageons à faire attention aux labels et autres étiquettes, mais surtout à vous renseigner sur les vêtements que vous achetez : certaines enseignes mettent à disposition leur charte éthique ou peuvent vous renseigner en magasin !



▲ Sitôt le mouton tondu, on se met au tri de la toison !

Lancer le "programme laine"

Contre-pieds de la *fast fashion*, de l'industrialisation et de la normalisation de la mode, des initiatives collectives sont de plus en plus nombreuses à se réapproprier des savoir-faire artisanaux pour revaloriser la filière laine, de l'élevage à l'artisanat.

LA LAINE DE MOUTON EST LA FIBRE D'ORIGINE animale la plus employée, mais elle représente aujourd'hui moins de 2 % des fibres textiles utilisées dans le monde. Depuis une cinquantaine d'années, avec la découverte des fibres synthétiques et l'évolution des modes de vie, la laine a peu à peu été négligée.

RÉAGIR À LA DÉCONSIDÉRATION DU SECTEUR LAINIER

Après la Seconde Guerre mondiale, le développement des textiles synthétiques, couplé à l'essor de la grande distribution qui renforce les délocalisations, a provoqué l'effondrement du prix de la laine, et les faillites se sont enchaînées.

C'est en 1989 qu'a été créée l'association *ATELIER-Laines Europe* pour pallier cette menace. "À l'époque, le secteur de la laine est très marginal et déconsidéré, se souvient Marie-Thérèse Chaupin, l'une des fondatrices, surtout du côté de l'élevage. Il y a eu une structuration, des coopératives lainières dans les années 1950-1960, beaucoup

d'initiatives. Mais le marché libéral, couplé à la crise de la laine avec l'arrivée du synthétique, a amené peu à peu à la fermeture de toutes les structures." Christian des Touches, expert lainier, est le moteur de ce groupe d'une petite dizaine d'éleveu-ses et artisan-es français-es qui produisaient à petite échelle dans le sud-est de la France. "Nous sommes une petite association, qui a pour but de développer, promouvoir et valoriser la production et la transformation de fibres naturelles d'Europe, complète Marie-Thérèse, à un moment où plus grand monde ne possède ces compétences. L'association *ATELIER* a pris des contacts avec différents pays européens, des associations d'éleveurs, a participé à la création du Groupe laine européenne, pour connaître différents acteurs du secteur de la laine."

RÉAPPRENDRE À AIMER LA LAINE DU MOUTON

C'est la chute du prix de la laine qui a plongé ce secteur dans la marginalité (1). En 2018, "en Provence, le kilo de laine mérinos d'Arles en suint est acheté entre 2 et 2,50 euros par les négociants tandis qu'en Limousin ou dans

(1) Le prix de la laine, déterminé par le marché mondial, est sujet à variation selon le moment et le type de laine.



▲ Et voilà, au bout du processus, on arrive à la fabrication de pelotes de laine !

les Pyrénées, les laines plus grossières partent à 0,30 ou 0,50 euros le kilo, ou restent dans les hangars..." (2). Pour les éleveu-ses, la laine représente environ 1 % du revenu du mouton. "L'économie du mouton, c'est la viande. La laine, à part le mérinos, ne présente pas de valeur marchande, se désolé Stéphanie, fondatrice de l'association Laines à l'Ouest. Elle n'est plus valorisable en France, donc elle représente un coût pour les éleveurs: il faut payer le tondeur, ça coûte plus cher que la vente. Il y a de la sélection pour avoir de moins en moins de laine, on reproche à la laine de 'limiter la croissance bouchère'. Les éleveurs sont devenus les ennemis de la laine de leurs propres moutons."

C'est tout ce processus de désamour qu'il faut maintenant inverser. Surtout que la laine est un bio-indicateur important pour les éleveu-ses : son état est un bon révélateur de la santé des bêtes. Entretenir et valoriser la laine n'a donc rien de contradictoire avec les activités d'élevage, au contraire !

Valoriser la filière laine répond à des préoccupations environnementales (fabriquer du textile localement, en matières naturelles) et permet la défense et le développement de races ovines menacées. "Je suis devenue éleveuse il y a une dizaine d'années, raconte Stéphanie, et je me suis intéressée à l'historique du métier mais aussi des races d'ovins, ici les Avranchins." La Normandie abrite en effet le mouton avranchin, mais aussi le roussin de la Hague et le mouton cotentin, trois races locales que Laines à l'Ouest compte bien valoriser. "C'est important de mettre en valeur cette dimension territoriale alors qu'on est davantage un territoire à vaches. On peut réaffirmer la légitimité de la filière ovine par le prisme de la laine."

Et c'est en redonnant sens à la filière et en valorisant un territoire et ses animaux que la laine retrouve aujourd'hui toute sa place dans les fiertés locales. "Il y a eu un regain d'intérêt pour la filière laine quand des néo-ruraux s'y sont intéressés. C'est une sorte de quête pour une harmonie territoriale."

CAP À L'OUEST POUR SE RÉAPPROPRIER LA FILIÈRE LAINE

Laines à l'Ouest ne s'est pas montée en un jour et vouloir relancer toute une filière n'est pas sans embuche, mais le parcours de Stéphanie et de ses acolytes est emblématique d'une nouvelle dynamique. L'ancienne graphiste souhaitait monter un collectif "du mouton à la valorisation". La première équipe de Laines à l'Ouest se lance en 2017 dans la collecte de la laine. Son but ? Décloisonner les métiers et se réapproprier toutes les étapes de la filière laine. Elle fait le tour des élevages avant de se lancer dans le tri et la mutualisation de la laine récoltée par qualité, puis par destination : feutre, rembourrage, fil. "La collecte s'est effectuée uniquement sur les races locales. On était dans une logique de soutien indirect, notamment en proposant une grille de prix très valorisé. On s'est adressé à des éleveurs qui s'engagent dans des pratiques respectueuses, qui mettent leurs moutons au pré..."

Pour la laverie et la filature, impossible de s'autonomiser : la laine est donc envoyée à la filature de Saugues (Haute-Loire). Les délais pour la récupérer sont très longs et Laines à l'Ouest a récupéré son premier lot au bout d'un an. "On en avait gardé une partie pour le rembourrage et nous l'avons lavée nous-même (ce qui est illégal (3)). Mais nous avons pu lancer notre première ligne de coussins sérigraphiés ! Ça nous a permis, dès la première année, d'avoir des articles à vendre et de tester la clientèle normande, de nous insérer dans le marché."

Premier essai transformé donc, mais, faute de pouvoir se salarier assez rapidement ou face à la réalité des tâches quotidiennes, les individus se découragent. "Ce qui joue, c'est la précarité économique. Les personnes qui s'investissent dans l'économie sociale et solidaire sont souvent pauvres et alors même qu'elles portent des revendications éthiques et politiques, si elles ne peuvent pas payer le carburant pour rejoindre le projet, elles ne peuvent pas venir."

La fabrication de la laine

La tonte d'un mouton, qui a lieu une fois par an, ne dure que quelques minutes. Une toison pèse entre 1 et 5 kg mais, au lavage, elle perd de 35 à 65 % de son poids. Ensuite, la laine est humidifiée avec un mélange d'huile et d'eau pour permettre le cardage, qui consiste à démêler les fibres. On récupère un voile fin qui est découpé en "préfiles", eux-mêmes étirés et tordus pour réaliser le fil. On peut ensuite tisser la laine !

(2) ATELIER-Laines d'Europe n° 27, juillet 2018.

(3) L'éleveur est tenu d'apporter sa laine à un lieu de stockage ou lavage agréé par les services sanitaires. Toutefois, il peut aussi, pour de petites quantités et à des buts pédagogiques, laver et transformer ses toisons, à condition de respecter quelques prescriptions.



▲ La tonte du mouton ne prend pas plus de quelques minutes.

"Comme le projet était déjà lancé, cette première vague a été remplacée par d'autres personnes qui voyaient mieux où elles mettaient les pieds." Aujourd'hui, l'association fonctionne grâce à un noyau dur de quatre personnes et de 5 ou 6 personnes satellites. L'équipe peut se payer un minimum, notamment en diversifiant ses activités : "On a monté pas mal de collaborations avec les lycées agricoles et une maison familiale rurale. Chaque année, un groupe d'élèves s'investit dans notre association et monte un projet."

LAVAGE, CARDAGE... SAUVEGARDER LES ENTREPRISES DE LA FILIÈRE

Si le modèle pluriprofessionnel de *Laines à l'Ouest* est un idéal tentant, il repose sur l'externalisation du lavage, étape complexe. Et le problème, dans une filière de production, c'est que lorsqu'un maillon de la chaîne disparaît, toute la

filière s'effondre. La filière lainière n'échappe pas à cette règle.

La fabrication de la laine nécessite la tonte de la toison mais surtout, ensuite, le lavage de la laine imprégnée de suint (matière grasse sécrétée par la peau du mouton), procédé technique complexe qui nécessite beaucoup d'eau. Cette étape charnière, entre le produit agricole et la filature puis l'artisanat, incarne selon Marie-Thérèse Chaupin "un lien entre deux mondes qui s'ignorent, celui des éleveurs et celui des transformateurs". En France, il ne reste aujourd'hui qu'un petit lavage semi-industriel, *Laurent laine* à Saugues (Haute-Loire).

Ensuite vient le temps du cardage et du filage, étapes qu'il est plus facile de se réapproprier à petite échelle, avec un rouet par exemple. On trouve encore des coopératives alternatives en Europe, mais il ne reste que cinq petites filatures de laine en France (4).

Les précurseurs

Ardelaine est la pionnière en France du renouveau de la filière laine. Partis à sept en 1975, les salarié-es sont plus de soixante aujourd'hui, organisé-es en coopératives. Et la diversification est au rendez-vous : toutes les étapes, de la récolte de la laine à la transformation en pull ou matelas, sont assurées au sein de la coopérative. Cette filature ardéchoise a été réhabilitée par une bande d'utopistes qui tenait à sauver ce patrimoine et à relancer le travail de la laine. Un pari réussi qui en a inspiré plus d'un-e !

- SCOP Ardelaine, 07190 St Pierreville, tél. : 04 75 66 63 08, info@ardelaine.fr, www.ardelaine.fr

Au même moment, en 1976, dans les Hautes-Alpes, la coopérative de *Longo Maï* achète la filature de Chantemerle, inactive depuis 1969. L'ancien propriétaire transmet son savoir-faire, puis les machines sont peu à peu remplacées. L'équipe, organisée sous forme de coopérative autogérée, travaille les matières premières de la région afin de transformer la laine des moutons de races locales en couvertures, pulls, chemises aux couleurs naturelles, et autres créations proposées en vente directe et par correspondance.

- La Filature Longo Maï, Chantemerle, 05330 Saint-Chaffrey, tél. : 04 92 24 04 43, sica.longo.mai@wanadoo.fr, www.filature-longomai.com

(4) À Valgrisenche, village de la région d'Aoste en Italie, zone frontalière avec la France et lieu de rencontre et de passages pour les migrants et les commerçants, la coopérative *Les Tisserands* continue de prospérer. Sur ce territoire, la population locale sauvegarde le métier. Héritière d'une ancienne tradition, la coopérative créée en 1969 s'est spécialisée dans la création du drap typique de Valgrisenche, et d'une large gamme de produits en laine écru et laine écologique confectionnée à l'aide de métiers à tisser manuels.



▲ Et hop ! C'est parti pour la prochaine étape, le cardage.

L'avenir de la laine en France ne tient qu'à un fil, mais qui semble se consolider au fil des années.

À CHACUN·E SON RYTHME, MAIS ENSEMBLE

Partout où il y a des moutons, on produisait de la laine. Ces savoir-faire se sont plus ou moins bien transmis selon les endroits. *"Dans certaines des régions, la transmission autour de la laine s'est faite : en Bretagne par exemple, on rencontre encore des tisserands, nous explique Stéphanie. Mais ce n'est pas le cas en Normandie. Il y a même un souvenir négatif de la laine, des personnes âgées se remémorent le lavage de la laine dans l'eau glacée... Il faut faire revivre ce patrimoine."* Et c'est bien là l'enjeu : *"Relancer la filière laine, c'est être en lien avec le culinaire, l'éducatif, la thérapie, etc. En Normandie (contrairement à la Bretagne), personne ne s'y collait, il fallait une première locomotive."*

Loin d'être dans une logique concurrentielle, les différent·es actrices de la laine ont plutôt tendance à s'entraider et à partager leurs pratiques. Cette logique est accompagnée notamment par l'association *ATELIER-Laine d'Europe*, qui compte aujourd'hui plus de 250 adhésions et permet de faire le lien et d'accompagner vers la professionnalisation de ces différentes activités.

Le renouveau de la filière laine, si on ne souhaite pas tomber dans les impasses de la mondialisation, doit s'appuyer sur la coordination des différents acteurs. *"Pour nous, cela n'a pas de sens de relocaliser toute une filière, précise Marie-Thérèse Chaupin. Par exemple, le groupe Mérilainos, une vingtaine d'éleveurs de mérinos d'Arles, dans le sud-est de la France, va en Italie pour faire faire transformer les toisons en fils. C'est le plus proche et le plus logique. C'est le niveau européen qui compte. Quand on parle de laine locale, on ne parle pas de la qualité, du transport... Il vaut mieux expliquer ce qu'on fait."*

Les fils de la pelote de laine

Les regroupements d'éleveuse·s et autres collectifs de tricoteuses se multiplient dans toute la France. En 2013, des éleveurs de mérinos d'Arles du groupe se rencontrent pour lancer *Mérilainos* dans le but de faire redécouvrir une laine mérinos douce et de très grande qualité. Dans le même esprit, le projet *Raïolaine* est porté par le *Syndicat des éleveurs de brebis Raïole*, race locale des Cévennes. *Raïolaine* organise depuis 2015 des chantiers de tonte et de tri collectif et sollicite des artisan·es français·es de Haute-Loire et du Tarn pour fabriquer des couettes, plaids, articles en feutre, chaussettes, fil à tricoter, etc., qui sont disponibles dans leurs fermes.

Dans son numéro 477 d'avril 2019, *Silence* présentait *Laines paysannes*. Créée en 2016, cette coopérative ariégeoise tisse à la main des fils de laine. Elle fait fabriquer chaussettes et couette, trouvant sa force dans l'alliance entre Olivia, tisserande, et Paul, éleveur. Autant de projets qui s'entremêlent, entre élevage et tricot, filage et vente.

Ressource naturelle textile, renouvelable et à forte valeur écologique, la laine a toutes les qualités. *"Aujourd'hui encore, la laine est un petit secteur, lié à l'air du temps"* rappelle Marie-Thérèse. Comme le dit Stéphanie, *"à chaque fois qu'on ouvre une porte dans la laine, on ouvre un nouvel univers"*.

Martha Gilson ■

Contacts :

- **ATELIER-Laines d'Europe**, Filature de Chantemerle, 05330 Saint-Chaffrey, tél. : 04 92 25 71 88, atelier5@orange.fr
- **Cooperativa Les Tisserands**, Loc. Capoluogo 3, 11010 Valgrisenche, AO, Italie, tél. : (+39) 0165. 97163, info@lestisserands.it, www.lestisserands.it
- **Laines à l'Ouest**, 6 rue de la Sainte-Croix, 50430 Lessay, lainesalouest@gmail.com, http://lainesalouest.fr
- **Laurent Laine**, MoulinNeuf, 43170 Saugues, tél. : 04 71 77 81 29, info@laurentlaine.fr, www.filaturelaurent.fr
- **École de la laine**, 7 rue de la Butée, 79340 Vasles, tél. : 05 49 64 37 91, www.lecoledelalaine.fr
- **Association Laines d'ici**, Route de l'Aurore 6, 2053 Cernier, Neuchâtel, Suisse, tél. : +41 (0)3 24 26 48 31

Des matières naturellement écolo

Les matières naturelles, c'est bien ; encore faut-il que les plantes aient été cultivées le plus sainement possible en respectant l'environnement et les travailleu-ses, et que le processus de transformation soit lui aussi sain. Cela passe autant par le travail des fibres que par l'utilisation des teintures. Focus sur trois matières naturelles.

Le coton

Le coton est la première des fibres naturelles produites dans le monde : elle représente plus de la moitié de la consommation mondiale de fibres textiles. C'est aussi la plus simple à travailler. La culture conventionnelle du coton est la plus polluante de la planète. Elle utilise environ un quart des pesticides vendus dans le monde alors qu'elle ne représente que 2,4 % de la surface agricole. Le coton est de fait nocif pour celles qui le travaillent



et, dans une moindre mesure, pour celles qui le portent. Il est principalement cultivé en Chine, en Inde et au sud des États-Unis. Le coton biologique est sans OGM et la consommation d'eau nécessaire pour sa culture est réduite de moitié par rapport au coton conventionnel, mais reste encore très marginale (0,5% de la production mondiale en 2016). Sa fibre est blanchie à l'eau oxygénée et non au chlore.



Le chanvre

Les conditions de culture du chanvre sont particulièrement intéressantes : croissance rapide, aucun besoin de pesticides, d'engrais chimiques ni d'irrigation... La plante, qui assainit et revitalise les sols, peut absorber jusqu'à 15 t de CO₂ par hectare cultivé. Toute la plante peut être utilisée : la graine, la partie ligneuse et les fibres. C'est une plante locale dont la France est le premier producteur européen et le deuxième producteur mondial. Le chanvre est difficile

à travailler en raison de sa longueur et de sa solidité. Aussi, certains fabricants pratiquent les bains d'acide pour l'assouplir puis le travailler industriellement. Il convient donc de bien se renseigner sur le processus de fabrication. Par ailleurs, c'est un tissu robuste, quasi inusable et isolant. Il a néanmoins le défaut d'être un peu rêche. Dans l'industrie textile, il est souvent utilisé à part égale avec le coton.

Le lin

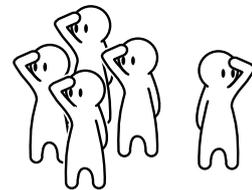
Il s'agit également d'une plante locale, cultivée entre autre en Normandie et dans les Flandres, et utilisée elle aussi intégralement : pulpe, graines, huile, rien ne se perd. Durant toutes les opérations de transformation — teillage, peignage, filature et tissage —, l'activité est mécanique. La culture du lin ne nécessite pas d'arrosage en plus de l'eau de pluie et demande très peu d'intrants. Comme le chanvre, sa culture permet d'assainir les sols. Il n'est plus filé en France — la dernière filature a fermé en 2005 — mais certaines marques le font transformer en Europe, notamment au nord du Portugal. Le tissu, très isolant et régulateur, peut être porté aussi bien en hiver qu'en été. On trouve de plus en plus de vêtements en lin.



Béatrice Blondeau

Sources :

- La révolution textile, 41 rue Beaucru, 31120 Roquettes, France, www.larevolutiontextile.com
- wedressfair, hello@wedressfair.fr www.wedressfair.fr
- Sorbonne Université
- Laspid, 3 place du Griffon, 69001 Lyon, tél. : 04 78 23 54 66, www.laspid.com



L'Île-de-France va s'effondrer... et la vie y sera belle

Science-fiction ou prémonition ? En mars 2019 l'*Institut Momentum*, *think tank* spécialisé sur le thème de la décroissance, a présenté une étude sur l'Île-de-France en 2050, à la demande du *Forum Vies Mobiles*. Avec une consigne : décrire un scénario dans lequel la région (comme le reste de la France) aura subi l'effondrement de notre civilisation industrielle. Imaginez. Il n'y a plus de pétrole, toutes les centrales nucléaires ont fermé et les voitures ont quasiment disparu du paysage. Pas évident à visualiser, mais l'ancien ministre de l'Environnement Yves Cochet, l'écrivaine Agnès Sinai et l'ingénieur Benoît Thévard s'y sont attelés.

Premier constat de ce futur pas si éloigné : la mobilité a diminué. Alors que le nombre de voitures en Île-de-France s'élève aujourd'hui à 5 millions, elles ne seront plus que 55 000. "Ce n'est plus une flotte privée qui appartient à des individus, mais aux communes, prévoit Agnès Sinai. Chaque commune a une flotte d'automobiles ou de véhicules utilisés pour des personnes handicapées, âgées, des usages médicaux...". Les habitant-es seront donc obligé-es de marcher, ou emprunteront des trains, métros, RER... qui seront moins nombreux à circuler chaque jour.

Une autre possibilité viendra s'offrir aux habitant-es : la traction animale. "Alors que moins d'une centaine de chevaux de trait étaient présents en Île-de-France en 2020, 100 000 ânes, mules et chevaux de trait vivent dans la région en 2050, grâce à une réorientation massive des haras, imagine Benoît Thévard. Ils mobilisent le quart des surfaces cultivées pour leur alimentation !". Le vélo sera également un moyen de transport privilégié.

Les territoires ruraux accueilleront 700 000 habitant-es supplémentaires. À l'inverse, Paris et sa zone urbanisée verront leur population divisée par deux. À cause du manque d'emploi, du coût de la vie, des températures extrêmes et des risques d'épidémies, les Franciliens préféreront partir s'installer dans des "biorégions", territoires "dont les limites ne sont pas définies par des frontières politiques, mais par des limites géographiques", en prenant en compte leurs rivières, leurs forêts, leur relief, etc. "On connaîtra les milieux dans lesquels on vit, anticipe Agnès Sinai, on saura où trouver de l'eau, des pommes, des sources. On sera plus autonomes."

"La moitié de la population — environ trois millions de personnes — participera à une activité agroalimentaire biologique



Orly aujourd'hui et en 2050 ?

en Île-de-France [de manière professionnelle ou amatrice], qui deviendra autosuffisante", décrit le rapport.

Le secteur des énergies renouvelables sera très actif : éolien, solaire photovoltaïque, solaire thermique, hydraulique, géothermie, etc. Ces "énergies vertes" seront les seules disponibles. La consommation énergétique de l'Île-de-France sera divisée par 2,6, ce qui correspond à l'équivalent de la consommation française par habitant du début des années 1960.

"Le bien-vivre arrivera si on anticipe l'effondrement, estime Agnès Sinai. Notre rapport décrit un système anticipé par les politiques actuelles. Mais s'il n'est pas anticipé, ce sera peut-être moins civilisé."

"Ça passe par moins de confort, c'est sûr, poursuit-elle, mais on pourra quand même se retrouver dans des cafés, écouter de la musique, écrire et fabriquer des choses ensemble, faire pousser des choses, se déplacer, faire du spectacle, fabriquer des low-tech, créer de nouveaux savoirs, communiquer avec les animaux... Tout cela n'est pas moyen-âgeux si on a un système politique qui maintient des acquis de démocratie, de pensée."

► Contact : Institut Momentum, Sortir de l'anthropocène, 31 rue de la colonie, 75013 Paris, www.institutmomentum.org

En partenariat avec: www.reporterre.net

Reporterre
le 32nd jour de l'écologie

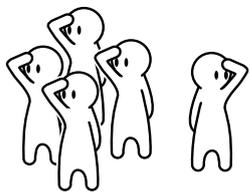
» Corrèze

Le Battement d'ailes

Dans ce centre agroécologique et culturel, bénévoles et salarié-es vous accueillent, vous proposent des formations et font vivre le lieu. Agronomie et écologie sont pensées ensemble pour mettre en œuvre les fondements d'une agriculture respectueuse de son milieu, avec l'objectif de nourrir les humains en ne dégradant pas l'environnement. Le *Battement d'ailes* se revendique autogestionnaire. Bien qu'ayant un statut associatif, la structure ressemble dans son fonctionnement, sa posture et son lien au territoire, à une entreprise coopérative d'intérêt général. Envie d'un week-end d'apprentissage de la construction en pierres sèches, de cuisine végétarienne ou initiation à la soudure, les chantiers s'enchaînent, ponctués par des dégustations de vins nature et de visites du lieu.

♦ Le Battement d'ailes, Lauconie 19150 Cornil, tél. : 05 55 26 49 98, <https://lebattementdailes.org>





Alternatives

» Rencontres 2019 des Amis de Silence à La Clémenterie

Ça sentait bon les alternatives !

Une belle réussite pour ces rencontres qui ont accueilli de nombreux et nombreuses Amis de Silence (ADS), dans un écrin de verdure. Ce lieu sauvage en Ardèche a permis cette année de se retrouver dans les valeurs de la revue *Silence* : la reconnaissance de notre regard humaniste, du partage toujours bienveillant, d'un engagement dans le monde des alternatives, et d'un certain militantisme. Nos hôtes de *La Clémenterie* nous ont plongé-es dans la réflexion du féminisme.



Les rencontres des ADS ont encore une fois fait le pari : de vivre, au quotidien, avec un moindre impact sur notre empreinte carbone ; de se nourrir avec les producteurs locaux, sur le mode du régime végétarien ; de laisser le lieu d'accueil vierge de toute trace humaine, et ce malgré les 180 personnes (de 3 mois à 75 ans) qui ont traversé le camp durant 15 jours. Nous avons bien sûr soutenu *La Clémenterie* par plusieurs chantiers d'aide, dans un

partage joyeux, comme le dit si bien la chanson de Sébi : "Ami-es de Silence, de partout venu-es, entrez dans la danse... Notre chapilopin est un grand voilier, poussé par le vent de la Liberté".

Pascale

♦ Les Amis de Silence : <http://amies.revuesilence.net>

Jean-Marc Le Bihan

Jean-Marc Le Bihan nous a quitté le 3 août 2019. Il avait 66 ans. À l'usine à quinze ans, il écrit un premier recueil de poésie à l'âge de 20 ans. Il rencontre alors le guitariste Dominique Pardo et se lance dans la chanson. Mais pas n'importe laquelle : ils jouent dans la rue, à Lyon, ce qui leur vaut une véritable guerre avec la mairie, un arrêté spécial, et de nombreuses arrestations. Dans les années 1970 et 1980, il donne des concerts de plus en plus importants jusqu'à une prestation au *Printemps de Bourges* devant 3000 personnes, qui le vaccine à jamais contre le milieu du *show bizz*.



Militant anarchiste, il essaie d'être le plus près des gens et anime de 2001 à 2003 un café-concert "Le cœur des gens" en plein milieu de la Croix-Rousse. Il aura publié huit albums.

À son lancement, *Silence* n'a pas d'argent. Nous collectons alors une soixantaine d'abonnements autour de nous et investissons cet argent dans la réalisation d'un poster avec une chanson de Jean-Marc Le Bihan. La vente du poster nous permet de dégager de l'argent pour acheter en gros un stock de papier recyclé, revendu au détail en septembre 1982 et d'obtenir ainsi la somme nécessaire pour le lancement de la revue en octobre 1982.

Voici un extrait de sa chanson *Jusqu'au bout* que nous avons reprise sur notre poster :

"A l'envers de vos lois et de vos habitudes,
Sans haine, sans rancœur tout risquer chaque jour,
N'avoir plus rien à perdre unique certitude
Contre vents et marées rage de vie et d'amour,
Jusqu'au bout ! (...)
Jusqu'au fond de mes tripes et jusqu'au fond des choses
Et quitte à me tromper et me tromper encore
Je suis ce que je suis et ne suis pas grand'chose
Jusqu'au bout de la vie et jusqu' après ma mort !
Jusqu'au bout !"

BOLLORÉ PERD SON PROCÈS CONTRE BASTA !



Médias

♦ **Bolloré contre Basta !** Le groupe *Bolloré* avait attaqué le média indépendant *Basta !* pour diffamation suite à un article publié en octobre 2014 dénonçant son implication dans des accaparements de terres en Afrique et en Asie. Le 14 avril 2016, la justice avait relaxé le média en première instance, suite à quoi *Bolloré* avait fait appel. En juin 2019, on apprend que *Bolloré* se désiste de cette seconde plainte, ce qui met provisoirement fin à cet épisode peu reluisant pour la liberté de la presse.

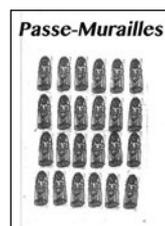


♦ **La mare aux mots** est un blog engagé pour promouvoir une culture jeunesse de qualité : livres mais aussi jeux, CD ou DVD. Pour les personnes dotées d'un accès à l'internet, elle met notamment en ligne une sélection de 110 livres jeunesse lgbtqi+. Des histoires pour tous les âges, classées par style, pour lutter contre la lesbophobie, l'homophobie, la transphobie, etc. Mais aussi pour que les familles homoparentales trouvent des livres avec des héroïnes qui leur ressemblent, pour que les jeunes lesbiennes, gays, bi-es, trans... trouvent des romans avec des personnages qui vivent ce qu'ils et elles vivent. À retrouver sur <https://lamareauxmots.com/blog/lgbtqi>

♦ **De tout bois**, n° 11, été 2019, 2 €. La revue de lutte contre le Center parcs de Roybon est imprimée par les éditions du *Monde à l'envers* et permet de suivre au fil de pages sérigraphiées et colorées l'évolution de la lutte sur la Zad, entre recours administratifs, prochains rendez-vous de mobilisation et textes d'analyses. Revue distribuée de façon régionale, qui rappelle que l'internet n'est pas le seul média pour suivre les actualités des luttes.



♦ **Passe-murailles**, mai-juin 2019, association *Genepi*, prix libre. Revue du *Genepi*, association étudiante qui s'engage dans le milieu carcéral, *Passe-murailles* s'est transformée en brochure au printemps 2019, conséquence d'une diminution de ses subventions et du licenciement de la personne chargée de rédaction. Revue accessible à tou-tes qui donne la parole aux personnes prisonnières et informe sur l'actualité pénitentiaire, nous saluons l'engagement de l'association qui continue à sortir une brochure malgré les attaques des administrations étatiques.





Les communes contre les pesticides : le local plus rapide que le national ?



Las d'attendre que le gouvernement interdise (enfin) le glyphosate et l'utilisation des pesticides, depuis la fin du printemps 2019, certaines communes ont décidé de prendre les devants. Le 18 mai, à Langouët (Ille-et-Vilaine), le maire a pris un arrêté interdisant l'utilisation de pesticides à moins de 150 mètres des habitations ou locaux professionnels. Dans les faits, en raison de la dispersion des habitations de cette commune rurale de 600 personnes, l'interdiction aurait dû être étendue à presque tout le territoire.

L'arrêté précisait que "le maire a le devoir et la responsabilité de prendre au titre de son pouvoir de police toutes mesures de nature à prévenir et à faire cesser toutes pollutions sur le territoire de sa commune, et particulièrement celles de nature à mettre en danger la santé humaine". Mais l'arrêté a été suspendu le 27 août par le juge des référés du tribunal administratif de Rennes. Autre exemple le 14 juin à Boussières (commune d'un millier d'habitant·es dans le Doubs), où le maire a proscrit sous peine d'amende l'usage de produits contenant du glyphosate. Ces arrêtés sont retoqués par les tribunaux administratifs, car jugés illégaux par les préfetures. Seul le ministre de l'Agriculture est habilité à prendre toute mesure d'interdiction, de restriction ou de prescription particulière concernant la mise sur le marché, la délivrance, l'utilisation et la détention de ce type de produits. Alors que le *Mouvement des Coquelicots* qui demande l'interdiction des pesticides en France prend de l'ampleur et que selon un sondage IFOP 89 % des Français·es sont pour une interdiction totale des pesticides d'ici à cinq ans, il serait de bon ton que le gouvernement ne freine pas les initiatives salutaires de ses communes. (Source : *Basta Mag*, 27 juin 2019).

» OGM

Dispense de peine pour avoir arraché des vignes transgéniques à l'INRA

Nouvelle étape dans le procès à rallonge des faucheuses volontaires qui avaient arraché les 60 pieds de vigne transgénique d'une plateforme d'essai en plein air de l'INRA (*Institut national de recherche agronomique*) de Colmar en août 2010. Après avoir été condamné·es à des peines de prison avec sursis en première instance, après avoir été les premiè·ères à avoir obtenu une relaxe pour une action d'arrachage d'OGM devant la cour d'appel de Colmar en 2014, c'est suite à l'annulation de ce verdict par la Cour de cassation que les 54 prévenu·es ont finalement été dispensé·es de peine par la cour d'appel de Nancy le 6 juin 2019. Une décision étonnamment positive pour une telle destruction d'essais scientifiques, et qui reconnaît en pointillé le bien-fondé d'une telle action qui venait dénoncer les risques inconsidérés pris par une recherche publique trop inféodée aux pressions du marché et des acteurs privés.

Société



» Antipub

♦ Des déboulonneuses condamnées

Le 5 juin 2019, la cour d'appel de Paris a confirmé le jugement du tribunal de première instance en condamnant 7 membres du *Collectif des Déboulonneuses* à 200 € d'amende et 1 € de dommages et intérêts chacun·e. Le 2 mai 2015, les prévenu·es avaient réalisé une action de barbouillage d'écrans numériques dans l'enceinte de la gare de Lyon à Paris. C'était l'occasion de rappeler pour le collectif que "S'il y a un criminel, c'est le système publicitaire, car climaticide, polluant, responsable de nombreux problèmes de santé publique (anorexie, diabète, frustration et dépression, etc.) et de l'épuisement de ressources rares". Les *Déboulonneuses* dénoncent la multiplication de ces panneaux numériques qui "sortent la télé dans la rue", empêchant ainsi tout échappatoire à nos yeux, et qui intègrent à présent une proportion de contenu vaguement intéressant pour rendre notre cerveau disponible.

♦ Oscars de la pub...

ou de l'anéantissement du vivant ?

Le 20 juin 2019 à Cannes, les "Oscars de la publicité" ont été perturbés par des activistes du mouvement *Extinction Rébellion*. Pour dire la vérité sur l'anéantissement du monde vivant à laquelle l'industrie publicitaire participe, ils et elles ont déployé une banderole géante dans la ville, occupé les marches du palais, distribué des tracts informatifs, etc. *Extinction Rébellion* est joignable par les internautes via le site <https://extinctionrebellion.fr>

» Amazon

♦ Amazon étend ses tentacules.

Il existe 5 grands centres de distribution d'Amazon en France : Saran dans le Loiret, Montélimar dans la Drôme, Sevrey en Saône-et-Loire, Lauwin-Planque dans le Nord et Amiens-Bove dans la Somme. La firme de vente par internet mène une politique d'expansion de son nombre d'entrepôts en France et en Europe. En automne 2018, Amazon a annoncé la construction d'un 6^e entrepôt à Breigny-sur-Orge dans l'Essonne ainsi qu'un 7^e à Senlis dans le sud de l'Oise. La firme a également construit un entrepôt sur la zone de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry, en face de l'arrivée potentielle de la ligne LGV Lyon-Turin (après un entrepôt déjà construit à proximité, à Saint-Priest) qui pourrait bien devenir la plus grande plateforme du pays. Cet entrepôt a une surface de 161 000 m² et le projet comprend également la construction de 1 435 places de parking pour véhicules légers et 151 places pour poids lourds. Un site abritant 33 espèces animales protégées est bétonné en échange de "compensations écologiques".

Fin 2018, *Acenas (Association contre l'extension et les nuisances de l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry)* ainsi que l'association *Fracture (Fédération régionale des associations contre le train en zone urbaine et pour le respect de l'environnement)* ont attaqué en justice au Tribunal administratif de Lyon le permis de construire délivré par

le maire de la commune (Colombier-Saugnieu). Un second recours a également été déposé contre l'autorisation environnementale délivrée par la préfecture.



♦ Blocages d'Amazon.

Le 3 juillet 2019, 390 activistes bloquaient simultanément le siège d'Amazon à Paris et deux entrepôts du géant de la distribution et de l'exploitation salariale à Lille et à Toulouse. Ces actions étaient organisées conjointement par les *Amis de la Terre*, *ANV COP-21* et des *Gilets jaunes*, qui avaient déjà bloqué à 17 reprises des locaux de la multinationale depuis décembre 2018. L'occasion de dénoncer à la fois les conséquences sociales et climatiques de cette société, son évasion fiscale et sa politique expansionniste.



CHRONIQUES TERRIENNES

Stéphen Kerckhove

DR



À ta santé...

Magasin de produits imaginaires, la Grande Droguerie Poétique propose des créations qui ne servent qu'à l'essentiel : poétiser le quotidien, faire bouillonner l'imaginaire et gagner en humanité joyeuse. <http://grandedrogueriepoetique.net>

La banquise disparaît, le permafrost fond, les forêts sibériennes partent en fumée, notre planète en surchauffe bâtit record de chaleur sur record de chaleur ; la liste des conséquences du dérèglement climatique s'allonge de jour en jour sous nos yeux ahuris. Notre maison brûle. À une vitesse que même les plus pessimistes des expert-es du climat n'imaginaient pas. Et nous continuons à regarder ailleurs. Par dénis, confort, habitude ou lassitude.

Pire, la fin du monde représente une opportunité pour un quarteron de capitalistes sans foi ni loi. Capitalistes qui versent dans un nihilisme le plus débridé. L'enjeu est ainsi de profiter jusqu'à la lie d'une destruction systématique des écosystèmes. Le Groenland disparaît ? Qu'à cela ne tienne ! Sortons les pelleuses pour arracher quelques tonnes de glace, la faire fondre, l'embouteiller et la vendre à prix d'or dans quelques épiceries de luxe fréquentées par quelques *happy few* endimanchés. Cette eau d'iceberg est, paraît-il, pure, sans trace de la pollution humaine puisque datant de plusieurs milliers d'années avant notre ère. Dix euros la bouteille d'iceberg, extraite à 8 000 kilomètres de son lieu de vente, un bilan carbone qui participe à la fonte de la banquise qui sera ensuite embouteillée... "Cercle vertueux" oseront certain-es ; économie circulaire ajouteront les promot-rices d'une écologie allégée en radicalité !

Vendre de l'eau d'iceberg, un délice pour les capitalistes

Partant du principe que tout ce qui est rare est cher, un capitaliste verra toujours d'un bon œil une ressource qui s'amenuise car son prix augmentera. Un destructiviste gagne donc sur les deux tableaux, en détruisant puis en vendant l'eau ou l'air qui n'aura pas été pollué.

Avec force marketing, il pourra même vous laisser croire qu'il vous accorde une faveur en vous vendant de l'eau pure. La force du système capitaliste est de normaliser ce qui est et demeure un accident de l'histoire. Payer pour boire de l'eau non polluée ou se nourrir d'aliments non contaminés force finalement le respect car cela démontre notre aptitude à intérioriser l'inacceptable. Dans un monde qui se serait libéré du conditionnement publicitaire, vendre de l'eau devrait être considéré comme un scandale absolu !

Se nourrir, boire, dormir, aimer ou respirer sont des besoins vitaux, élémentaires. L'eau, comme l'air sont des biens communs. En les pollutant, ils acquièrent une rareté qui fait le délice des capitalistes. Les prix explosent, une segmentation opère et seuls quelques riches peuvent encore avoir le plaisir d'accéder à des produits sains. L'eau pure acquiert ainsi une valeur objective et subjective. Car boire de l'eau d'iceberg, c'est avant toute chose se distinguer, accéder à une petite minorité qui pense mériter le droit de détruire tout en regardant avec condescendance ce bas peuple intoxiqué.

Mais la grande habileté de ce système mortifère est d'offrir une issue à chaque catégorie sociale, lui laissant croire subjectivement qu'elle fait partie des privilégiés. Pendant que chacun-e scrute son ou sa voisine ou collègue, le capitaliste engrange les bénéfices et anticipe sa prochaine mue. Lui aussi trinque à la santé de cette crédulité qui lui permet de s'enrichir en vendant de l'eau d'iceberg !

Viendra sans doute le jour où nous regarderons ces errements avec horreur, questionnant les raisons qui ont pu justifier de tels agissements ! Au nom d'une construction idéologique qui a nécrósé les moindres recoins de notre terre, les destructivistes ont réussi le tour de force d'éroder notre instinct de survie en stimulant nos pulsions d'autodestruction.

Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.

» Belgique

Le Grand Bois Commun

Le bois d'Hennuyères était exploité comme argilière jusque dans les années 1970. L'arrêt de l'industrie extractive a laissé place à un reboisement spontané. Actuellement privé, l'accès au public n'est pas autorisé. Et si ça changeait ? Le Grand Bois Commun s'est monté en société coopérative à responsabilité limitée pour racheter les terres, transformant ainsi la propriété privée en bien commun, accessible à tou-tes.

Le bois est classé *Natura 2000* et abrite une grande biodiversité. La société coopérative cherche aujourd'hui à multiplier les adhésions : elles sont ouvertes à tou-tes moyennant l'acquisition d'une part au minimum d'un montant de 300 euros.

♦ info@legrandboiscommun.be, <https://legrandboiscommun.be>



Trafics de pesticides

Les pesticides de contrebande sont légion. Selon la *Brigade nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires*, ils constitueraient 5 à 10 % des produits en circulation. Au mieux inefficaces, ils peuvent également occasionner des risques non évalués sur la santé et l'environnement. Ces contrefaçons sont liées à des réseaux internationaux et atterrissent parfois dans nos champs et dans nos assiettes. *Europol*, cité par l'hebdomadaire *Lyon Capitale* qui consacre une enquête au sujet, parle de "réseaux de crime organisé", en lien avec les mafias et les paradis fiscaux. Au niveau mondial, on parle d'un marché de 5 milliards de dollars. Diverses filières sont en cause. Leur point commun est la complexité. Souvent les molécules sont fabriquées en Chine, puis le trafic passe par plusieurs pays européens et plusieurs départements français, en lien avec des paradis fiscaux, ce qui rend le cheminement opaque et permet de jouer avec l'imbroglio des diverses réglementations nationales.

Certaines agricultrices vont sciemment se fournir en Espagne de pesticides interdits en France. D'autres sont victimes de contrefaçons, cédant aux sirènes de produits anormalement bon marché. Ils peuvent alors manipuler sans le savoir des herbicides au lieu de fongicides par exemple. En 2019, plusieurs lots de pesticides contrefaits ont ainsi été saisis à Villefranche-sur-Saône, dans le Rhône. Le *Registre des malformations en Rhône-Alpes* a émis l'hypothèse que de tels trafics pourraient être liés à des affaires d'enfants nés sans bras ces dernières années. (Source : *Lyon Capitale* n°788, mai 2019)

» Isère

À la pêche aux ordures



Gaspard en a eu assez que certaines usines et autres personnes peu soucieuses de l'environnement se servent des fleuves et des rivières comme de décharges discrètes. Car leurs eaux regorgent d'ordures, pollution invisible mais bien présente. Depuis janvier 2019, Gaspard part donc à la chasse au trésor dans les eaux du Drac et de l'Isère, et pêche distributeurs de boissons, scooters, machines à laver, mais aussi plus petits déchets, plastiques ou pièces de métal. Il les dépose ensuite sur la départementale au-dessus, accompagnés d'un panneau "nettoyage bénévole rivière". Loin d'être soutenu par la municipalité ou la métropole grenobloise, les élus se renvoient la balle et sont loin d'encourager l'engagement de Gaspard, qui s'est arrêté de travailler pour se consacrer au nettoyage de l'Isère, car sinon "personne ne le fera".

♦ gaspardforest@gmail.com

(Source : *Le Postillon*, été 2019, n° 51)

De l'effet Nimby à l'effet Banana !

Vous aviez entendu parler du célèbre effet NIMBY ("Not in my back yard", "Pas dans mon jardin"), accusation qui est systématiquement lancée à toute résistance locale face à un projet polluant ou destructeur ? Des activistes proposent aujourd'hui de le remplacer par un mot d'ordre plus radical : BANANA ("Build absolutely nothing, anywhere, near anything", "Ne construisons rien, nulle part, près de quoi que ce soit"). Nous savons aujourd'hui que l'extinction accélérée des espèces est due en grande partie à l'artificialisation des sols et que c'est le système industriel qui génère le désastre climatique. Devant ce constat d'urgence extrême, nous savons au moins ce qu'il faut cesser de faire : construire sans cesse et bétonner toujours plus de surfaces. Alors mobilisons-nous pour faire grandir l'effet Banana !

» Niger

Après Orano (ex. Areva), la désolation

La menace de fermeture des mines d'uranium exploitées par la *Cominak*, une filiale de *Orano* (ex. *Areva*) dans le Nord du Niger, planait depuis longtemps. Désormais, la date de 2021 a fini par être lâchée, laissant la population en plein désarroi. Selon le maire d'Arlit, la ville créée pour la mine à la fin des années 60, 7 000 personnes verraient leur emploi disparaître avec la fermeture. Au-delà de la catastrophe économique, *Orano* laissera dans son sillage une pollution radioactive pour des millions d'années. Des mesures effectuées par *Greenpeace* montre des taux de radon de 3 à 7 fois supérieurs à ceux normaux dans la région. Une montagne de déchets radioactifs à ciel ouvert existait jusqu'en 2003 et la population, laissée dans l'ignorance des dangers, a utilisé des matériaux contaminés pour construire des maisons. Les nappes phréatiques ont été polluées et vidées pour les besoins de l'exploitation. La faune et la flore sont affectées, les maladies des habitant-es avérées. L'entreprise, clairement mise en cause depuis des années par les enquêtes de plusieurs ONG, ne fait que botter en touche, en toute impunité. Le nucléaire, une énergie "propre" nous dit-on...

Palmarès des communes qui trient le mieux les déchets des habitant-es

En France, la moyenne de collecte des ordures non destinées au tri et au recyclage atteint 261 kg par habitant-e et par an. *Zero Waste* a réalisé une enquête auprès d'un millier de collectivités pour repérer celles qui ont la politique la plus efficace pour diminuer cette quantité de déchets. 91 d'entre elles collectent moins de 150 kg dont 18 moins de 100 kg (8 sont en Pays de Loire, 6 en Grand-Est, 3 en Bourgogne-Franche-Comté et la dernière en Bretagne). Les agglomérations de plus de 100 000 personnes semblent être les plus productrices de déchets. Les collectivités les plus performantes ont

toutes mis en place une tarification incitative qui consiste à faire varier le prix de la facture en fonction des quantités enlevées. Reste à savoir comment ces quantités sont contrôlées, si des ordures sont jetées ailleurs, et comment ces réductions se mettent en place.





Nucléaire

EDF au bord de la faillite

La dette actuelle d'EDF est de 33 milliards d'euros auxquels il faut ajouter 37 milliards d'engagements "hors bilan" soit 70 milliards en tout. Et cette dette augmente de 4 milliards par an. Pour y faire face, EDF a réussi à temporiser en bénéficiant d'aides de l'État (3 milliards d'augmentation de capital, 5 milliards de dividendes perçus en titres et en monnaie depuis 2016), en cédant des actifs (10 milliards). Mais cela ne permet pas à EDF d'engager l'opération "Grand carénage" qui doit, en théorie, permettre de prolonger la durée de vie des réacteurs nucléaires : ce projet coûterait de l'ordre de 100 milliards de plus.

Cette situation devient de plus en plus intenable, et ceci d'autant plus qu'aujourd'hui de nombreuses sources d'énergie (vent, soleil, gaz, hydraulique) produisent de l'électricité à un prix moindre que celui du nucléaire. C'est pourquoi, déjà en 2016, alors qu'il était ministre de l'Économie, Emmanuel Macron envisageait une nationalisation des centrales, ne laissant à EDF que les secteurs rentables : les sources de production non nucléaire.

Cette situation financière ne nous garantit toutefois pas l'arrêt de la construction de nouveaux réacteurs : l'armée a besoin de plusieurs réacteurs pour extraire du combustible usé, le plutonium, nécessaire à l'arme atomique.

(Source : *Challenges.fr*, 26 mai 2019)

Du tritium dans l'eau

L'ACRO, association pour le contrôle de la radioactivité, a publié en juillet 2019 une carte de la pollution de l'eau potable par le tritium en France métropolitaine. Le record est de 31 becquerels par litre à Châtellerauld (Vienne).

question de savoir ce que cela produit sur notre santé. Du tritium naturel est produit en continu dans l'atmosphère, sous l'effet du rayonnement cosmique. Il se retrouve dans la pluie et de là dans tous les milieux. Dans les eaux de surface, la concentration est de l'ordre de 0,5 Bq/L. Comme les autres produits radioactifs, le tritium a des propriétés cancérogènes et mutagènes. Ces effets sont des effets sans seuil : le risque diminue quand la dose de rayonnement diminue mais il n'y a pas de seuil d'innocuité.

Reprise par les réseaux sociaux, l'information s'est diffusée largement en région parisienne, obligeant le préfet à intervenir le 22 juillet 2019 pour affirmer que l'eau du robinet est parfaitement potable. Celle-ci ne contiendrait en effet que 9 becquerels par litre, alors que le seuil réglementaire européen est de 100 Bq/l, celui de l'OMS est même de 10 000 Bq/l. Mais qui fixe ces seuils ? L'Organisation mondiale de la santé est sous contrôle du lobby nucléaire (l'OMS est un service de l'ONU placé sous contrôle de l'AIEA, Agence internationale de l'énergie nucléaire, autre agence de l'ONU chargée de faire la promotion du nucléaire civil), l'Europe ne vaut pas mieux (l'agence Euratom, créée par l'Union européenne, a le même rôle que l'AIEA au niveau de l'Union européenne). La CRII-Rad, autre laboratoire indépendant de mesure de la radioactivité avait demandé le 11 juillet 2019 au gouvernement de revoir à la baisse les seuils actuels.

♦ ACRO, 138, rue de l'Eglise, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 94 35 34, accro.eu.org

♦ CRII-Rad, 13, rue Emmanuel-Chabrier, 26000 Valence, tél : 04 75 44 74 07, crii-rad.org

RUMEUR AUTOUR DU TRITIUM DANS L'EAU POTABLE



L'ESPÈRE.

Ce tritium est produit essentiellement par l'industrie nucléaire. Les rejets sont tout à fait légaux... mais personne ne se pose réellement la

Superphénix : démantèlement interminable

Le 19 juillet 2019, EDF a annoncé que le bouchon de la cuve du réacteur Superphénix (Isère) avait été ouvert dans le cadre du démantèlement. Il a fallu deux ans de préparation pour faire cette opération qui doit permettre de commencer à démonter les éléments métalliques présents dans le cœur du réacteur.

Ce réacteur a été arrêté en juin 1997 : il a donc fallu 22 ans pour en arriver à cette étape (qui est très loin d'être la dernière). Sachant que le réacteur Superphénix a fonctionné seulement l'équivalent de deux années et que la radioactivité au sein d'un réacteur augmente avec le temps, combien d'années faudra-t-il pour en arriver au même point pour des réacteurs qui ont fonctionné plus de 40 ans ?

Fukushima

♦ **Comparaison avec Hiroshima.** Des scientifiques japonais ont publié une étude pour comparer Fukushima et Hiroshima. Fukushima a déjà laissé échapper plus de 8 000 fois la quantité de césium 137 et tous radioéléments confondus, ce sont l'équivalent de 168 bombes nucléaires qui ont été relâchées dans l'air. La chance est que le vent en a dispersé environ 80 % au-dessus de l'océan Pacifique.

♦ **Jeux olympiques dangereux.** Certaines épreuves sportives des JO de 2020, se tiendront dans la province de Fukushima : six matchs de softball féminin et un match de baseball masculin. Des associations ont fait des mesures sur le futur lieu du match de baseball : elles indiquent 6 000 Bq/kg pour le césium, soit 3 000 fois la normale. Des mesures sur la route que doit emprunter la flamme olympique indiquent des contaminations de 24 à 60 fois supérieures aux mesures faites à Tokyo. Rappelons que la radioactivité est d'autant plus néfaste que l'on est jeune. Et les athlètes auront pour la plupart moins de 30 ans.

♦ **La relance du nucléaire reste limitée.** Le 27 juin 2019, deux compagnies électriques ont annoncé l'arrêt définitif chacune d'un réacteur à l'arrêt depuis l'accident de Fukushima en 2011. Huit ans et demi après l'accident, seuls 9 réacteurs sur 57 ont été remis en route. Entre juin 2018 et juin 2019, aucun réacteur n'a été redémarré. La part du nucléaire dans la production électrique plafonne à 3,6 % bien loin des objectifs gouvernementaux (au moins 20 % en 2030).

Russie : accident nucléaire

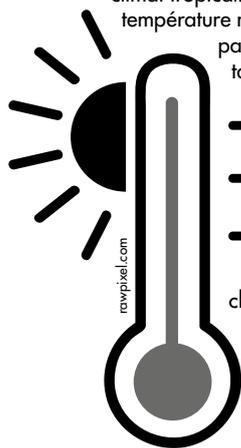
Le 8 août 2019, une forte explosion a eu lieu sur un site militaire situé sur une plate-forme offshore installée dans la mer Blanche, au nord-ouest de la Russie, au large du village de Nenoksa (près de la frontière avec la Finlande). L'agence nucléaire russe, Rosatom, a reconnu que 5 personnes ont été tuées et 3 grièvement blessées dans l'explosion. Officiellement, il s'agirait de l'explosion accidentelle d'un moteur de fusée, mais des spécialistes occidentaux pensent qu'il s'agit en fait de la mise au point d'une nouvelle arme nucléaire. Ce qui est sûr, c'est qu'une distribution de pastilles d'iode a été faite dans le voisinage alors qu'un pic radioactif y était détecté. 450 personnes ont été déplacées six jours après l'accident. Les stocks d'iode ont été épuisés dans les villes voisines de Severodvinsk (190 000 habitant-es) et Arkhangelsk (350 000 habitant-es), les personnes se ruant sur les pharmacies. Le corps médical qui est intervenu sur le site a ensuite été soigné à Moscou. Ensuite, bizarrement, les quatre détecteurs de radioactivité situés sur le trajet du nuage radioactif sont opportunément tombés en panne... laissant le gouvernement russe dans l'incapacité de transmettre des chiffres de contamination alors qu'en principe ces stations le font automatiquement. Le 10 août, le nuage radioactif a été détecté à Dubna (130 km au nord de Moscou), le 11 août à Kirov (900 km à l'est de Moscou). Le 13 août, la station de contrôle de Zalesovo (vers la frontière avec la Mongolie) est tombé en panne à son tour... alors qu'une simulation montrait que le nuage radioactif devait atteindre ce lieu à cette date.

Climat



À Nice, c'est déjà +2°C

Une étude publiée par *Météo-France* le 24 août 2019 titre "La tropicalisation du climat à Nice". Cette étude montre qu'en seulement 46 ans, la température a augmenté de 2°C... et que cela rapproche la ville d'un climat tropical. Entre 1972 et 2018, la température moyenne minimale est



passée de 15 à 17°C (+2°C) tandis que la température minimale moyenne est passée de 11,5 à 14°C (+2,5°C). La hausse plus rapide des minimales s'explique en partie par les vents de sud en hiver : la mer étant de plus en plus chaude, elle contribue au réchauffement du littoral. Selon *Météo France*, on parle de nuits tropicales quand la température ne descend pas en-dessous de 20°C. Cela a été le cas pour 61 nuits entre le 21 juin

et le 23 août (soit 95 % des nuits). Un nombre qui a doublé depuis les années 1970. Une conséquence déjà connue de ce réchauffement : l'implantation du moustique-tigre qui colonise maintenant tout le sud de la France à partir du département des Alpes-Maritimes.

Énergies



L'hydroélectricité pose problème

Si, en France, nous ne construisons plus de grands barrages et très peu de petits barrages, de très nombreux barrages sont en construction en particulier dans les pays dits en développement : la Banque mondiale estime que l'on pourrait tripler la production électrique actuelle. Il y a actuellement 2,8 millions de barrages dans le monde dont 60 000 ont plus de 15 mètres de haut. 3 700 sont actuellement en construction.

L'avantage des barrages hydroélectriques est leur relative facilité de construction et le caractère renouvelable de l'énergie produite. Mais ils détruisent la vie des cours d'eau et noient des zones de vie de qualité.

Le 13 mai 2019, alors que se tenait à Paris un congrès mondial de l'hydroélectricité, un contre-sommet réunissant 250 associations a tenu à rappeler les inconvénients de ce mode de production électrique.

La situation est particulièrement tendue en Amazonie depuis l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro. La construction de nouveaux barrages éliminerait de fait des zones de vie importantes pour les populations autochtones.

Les recherches actuelles ont montré également que les barrages ont des effets inattendus. Ainsi, une étude publiée en 2016 dans la revue *BioScience* montre que les sédiments bloqués par les barrages, en fermentant, dégagent d'importantes quantités de méthane, lequel est un puissant facteur du réchauffement climatique.

Les surfaces dont on dispose pour développer le solaire et l'éolien sont suffisantes dans le monde pour éviter la construction de nouveaux barrages. Selon une étude canadienne publiée dans *Nature*, 63 % des cours d'eau de plus de 1 000 km dans le monde sont déjà bloqués par au moins un barrage. Les grands cours d'eau encore "libres" sont situés principalement en Amazonie, en Arctique et dans le bassin du Congo. (Source : *Le Monde*, 14 mai 2019)



Turbulences sur l'aviation



- Le mouvement *flygskam* ("honte de prendre l'avion") est né en Suède et a déjà eu comme conséquence la réouverture de certaines lignes de trains de nuit dans ce pays, alternative efficace et économe en énergie pour se substituer aux vols intérieurs. Avec 4,6 milliards de voyageurs prévus en 2019, l'avion connaît un niveau mondial une hausse significative de fréquentation. Et ceci alors qu'il représente déjà 3 % des émissions de gaz à effet de serre.
- C'est aux États-Unis que l'évolution des mentalités frappent peut-être le plus. 68 députés de la gauche du parti démocrate ont présenté en mars 2019 un projet de loi "Green new deal" qui propose, entre autres, le développement du train à grande vitesse à travers le pays pour pouvoir supprimer les vols aériens intérieurs.

Même si le projet n'a pas été adopté, c'est une rupture dans la pensée : aux États-Unis, on prend l'avion beaucoup plus fréquemment qu'en Europe.

L'industrie du transport aérien a répliqué à ces propositions en affirmant que le secteur s'était engagé à maintenir ses émissions de CO₂ au niveau actuel, malgré l'augmentation du nombre de passagers : les nouveaux avions sont moins gourmands en carburant, le taux de remplissage des avions s'améliore.

- Le secteur de l'aviation risque de devoir affronter un autre frein : si le pétrole venait à manquer, il n'y a pas actuellement de solutions de rechange pour le carburant des avions.
- En France, le gouvernement laisse fermer les dernières lignes de trains de nuit. L'armée finance les exploits de Franky Zapata, l'homme volant dont l'engin consomme 200 litres au 100 km (pour porter une seule personne). Anne Hidalgo prend un avion privé pour rejoindre le tour de France cycliste (où l'on compte plus de voitures que de cyclistes). Les aéroports se battent pour ouvrir de nouvelles lignes *low cost*. Après un arrêt de 2008 à 2018, le Grand prix automobile de Formule 1 a repris, maintenant doublé d'une course de véhicules électriques prétendument moins polluants... Prévoyons déjà que nous ne baisserons pas nos gaz à effet de serre dans les années à venir.

Groenland : réchauffement rapide

Le réchauffement climatique au Groenland est le plus rapide que l'on observe sur la planète : il y fait déjà en moyenne 3°C de plus qu'en 1900. Conséquence : la vitesse de fonte des glaciers est de plus en plus élevée. Les scientifiques présents sur place estiment que l'accélération a commencé dans les années 1980. La fonte des glaces représentait 104 milliards de tonnes en 2006, 247 en 2009, 375 en 2014. En 2019, la fonte des glaces a commencé trois semaines plus tôt qu'en 2012 qui détenait le record de précocité jusqu'à maintenant. Si toute la glace de ce pays venait à fondre, cela provoquerait une hausse du niveau des mers de 7 mètres.





Paix et Non-violence

Stop aux armes du maintien de l'ordre

La mort de Rémi Fraisse en 2014 et les dizaines de mutilations à vie et de blessures graves dues aux armes des forces de l'ordre ne semblent pas émouvoir le gouvernement. Alors que l'Europe et l'ONU condamnent l'usage disproportionné de la force par la police française, le ministère de l'Intérieur a entériné en juin 2019 de nouvelles commandes massives : 10 000 grenades de désencerclement par an, qui s'ajoutent aux centaines de lanceurs de balles de défense (LBD) achetés fin 2018. Le ministère a aussi acheté 25 millions de cartouches de fusils d'assaut pour les quatre prochaines années. Bizarrement, on n'a pas l'impression que ces commandes vont garantir le droit de manifester dans le calme...

» Service national universel

Le gouvernement paye des youtubeurs pour faire de la propagande

Le gouvernement français n'a rien trouvé de mieux que de payer des youtubeurs populaires dont les profils sont suivis par plusieurs millions de "jeunes" pour réaliser des vidéos de propagande du service national universel, comptant sur leur aura d'influenceurs et de créateurs de tendances. 20 000 € auraient été par exemple versés à Tibo InShape qui s'est rendu en Guyane pour suivre durant une journée un groupe de jeunes. Le message : le SNU, c'est l'aventure et l'exotisme, une sorte de Koh Lanta pour tou-tes ! D'autres youtubeurs ont posté des courtes vidéos dans lesquelles ils font l'éloge du SNU, une aventure "trop stylée" qui permet de "partir pendant 2 semaines loin de chez vous" avec "plein d'activités" en perspective. A quand les épisodes de dessins animés le mercredi matin ?

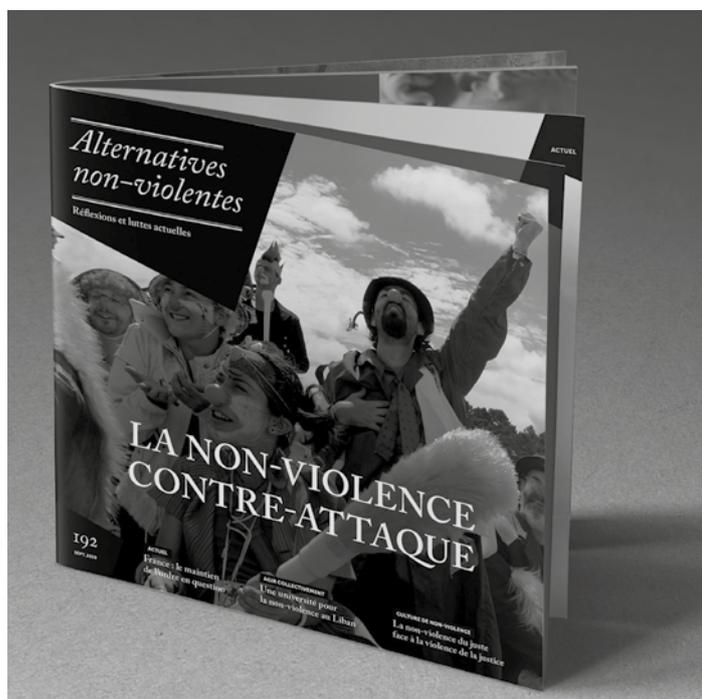


» Marseille

Les dockers refusent d'embarquer des armes



Le 28 mai 2019, des dockers de Marseille apprennent qu'un cargo saoudien doit venir prendre une cargaison de munitions de canons Caesar au port de Marseille, dans un contexte où le pays commet des massacres de guerre contre les populations civiles du Yémen. Vive réaction chez les dockers du port. "Nous n'embarquerons jamais d'armes destinées à tuer des civils", commente Laurent Pastor, le secrétaire général CGT des dockers de Marseille Fos, qui poursuit : "Nous avons demandé au cosignataire et au fournisseur, des documents officiels qui attestent que nous chargerons du matériel civil, destiné aux civils, et en aucun cas du matériel militaire". Déjà le 20 mai, des dockers italiens s'étaient mis en grève au port de Gênes pour bloquer tout chargement de matériel susceptible d'être utilisé à des fins militaires. Des réactions qui s'inscrivent dans une longue tradition pacifiste des dockers, qui avaient bloqué de nombreux chargements lors de la guerre d'Indochine (1946-1954) par exemple.



Alternatives non-violentes

ANV est une des rares revues francophones entièrement consacrée à la non-violence. Chaque trimestre, en plus des articles sur l'actualité, ANV approfondit un sujet sous forme de dossier.

COUPON RÉPONSE

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
Courriel.....

Je souhaite acheter le dernier numéro en vente *La non-violence contre-attaque* (sept. 2019) et recevoir gratuitement, au choix, l'un des numéros suivants pour mieux découvrir la revue, au prix total et promotionnel de 10 €.

- L'art de partager le pouvoir* (n° 191, juin 2019)
- Ce que la non-violence peut attendre des neurosciences* (n° 187, juin. 2018)
- Déclarons la paix aux migrants!* (n° 186, mars 2018)
- Nelson Mandela. A-t-il été un (partisan de la non-violence ?* (n° 185, déc. 2017)

Je verse donc la somme de 10 € :

- par chèque à l'ordre d'ANV, c/o Mundo-M, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil
- par virement sur le compte BIC PSSTFRPPPLYO IBAN FR49 2004 1010 0702 9152 1U03 823

Femmes, hommes, etc. ♀

» Violences envers les femmes

Vers un traité international ?

Début mars 2019, 1 700 activistes de 128 pays ont lancé conjointement une campagne pour pousser les États à adopter un traité international afin d'éliminer la violence à l'encontre des femmes et des filles. La campagne s'inspire d'autres campagnes à succès telles que celle sur le *Traité pour l'interdiction des mines anti-personnel*. Il existe bien une *Convention sur l'élimination de la discrimination envers les femmes (CEDAW)*, mais elle ne traite pas les questions de violence.

Un tel traité obligerait les États à adopter des lois sur la violence envers les femmes, à promouvoir des campagnes de formation pour la police, les juges, les médecins et les infirmières, à mettre en place des programmes de prévention par l'éducation et des services pour les survivantes. Aujourd'hui un pays sur quatre ne possède pas de loi contre la violence domestique, beaucoup ne mettent pas en place de programmes éducatifs, alors que ces mesures ont des impacts importants. Le traité "Toutes les femmes" qui préfigure ce souhaitable accord international, a été signé par des femmes du monde entier qui ont trouvé une définition commune et font pression pour que le projet aboutisse.

On peut signer la pétition en faveur de ce traité sur <https://everywoman.org>.

(Source : blogs.letemps.ch/isolda-agazzi)

Du pain et des roses



En Grande-Bretagne, *Bread and roses (Du pain et des roses)* est une entreprise sociale qui propose à des femmes récemment arrivées de participer à des ateliers de fleuriste. "Une manière de leur faire découvrir le monde du travail anglais à travers une activité créative, originale et professionnalisante", selon Marie Revechon, qui a été bénévole dans cette structure et qui a fondé son équivalent en France, *Du pain et des roses*. Depuis 2017, elle anime donc à Paris des cycles de sept ateliers artistiques, créatifs et professionnalisants dans un cadre réconfortant et convivial, à destination de femmes éloignées de l'emploi et victimes de violence, souvent en situation de migration. La structure se finance à l'aide de subventions et de prestations (décoration florale événementielle).

♦ *Du pain et des roses*, 51 boulevard Exelmans, 75016 Paris, <https://dupainetdesroses.org>

Des formulaires administratifs modernisés

Fait assez rare au sein d'une administration pour le souligner, le conservatoire de Grenoble a changé ses formulaires d'inscriptions, et pour les représentant-es léga-les des enfants propose de cocher : "M." ou "Mme" ou "M. et Mme" ou "M. et M." ou "Mme et Mme", ça progresse ! Un exemple qui montre qu'il n'est pas si difficile de changer des pratiques invisibilisant les couples homosexuels.

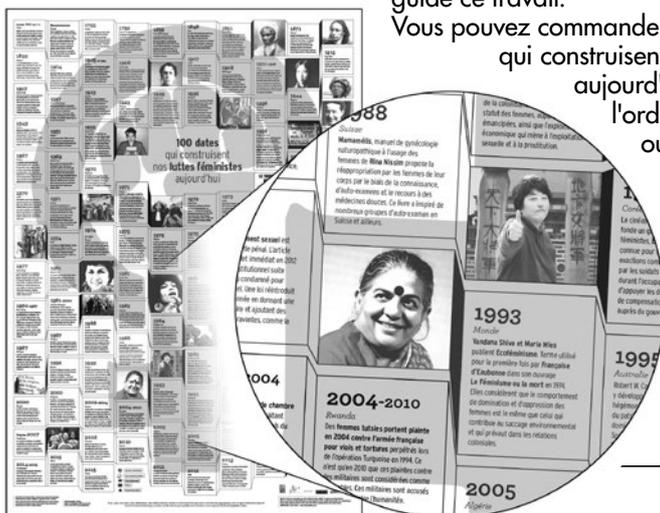
» ANNONCE

Affichons le féminisme !

Durant un an, la revue *Silence* a rassemblé des militant-es de divers horizons pour concevoir une affiche retraçant l'histoire des luttes féministes en 100 dates-clés. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Le souci de ne pas se cantonner au féminisme occidental ni au féminisme institutionnel a notamment guidé ce travail.

Vous pouvez commander l'affiche "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui", par chèque à l'ordre de *Silence* ou sur notre site www.revuesilence.net.

Elles sont au prix de 7 € l'unité. Pensez à ajouter les frais de port : 2 € de 1 à 3 exemplaires, 4 € de 4 à 9 exemplaires, offerts à partir de 10 exemplaires.



» Toulouse

Femmes en colère

Chaque premier mercredi du mois à midi depuis juin 2019, symboliquement au moment où sonne la sirène de la protection civile, des "femmes en colère" se réunissent devant le Palais de justice de Toulouse pour protester contre l'impunité dont bénéficient trop souvent les auteurs de violences conjugales. "Il faut que les féminicides soient jugés à la mesure de ce qu'ils sont, à savoir des crimes, et que les agressions domestiques ne soient plus minimisées", estime Françoise Courtiade, présidente du *Collectif Midi-Pyrénées pour les droits des femmes*, dans *La Dépêche* du 5 juin. De nombreuses associations et collectifs féministes se sont joints à cette initiative.



Contre l'impunité des multinationales, un projet de traité

Nés dans les années 1950 sur fond de Guerre froide, les tribunaux d'arbitrage entre des investisseurs privés et des États — "Investor-State Dispute Settlement" (ISDS) en anglais — permettent à des multinationales de demander une compensation financière lorsqu'un État agit à l'encontre de "leurs attentes légitimes".

Des entreprises au-dessus des lois ?

On retrouve ce mécanisme dans une multitude d'accords de commerce et d'investissement, dont "l'accord économique et commercial global" conclu entre le Canada et l'Union Européenne : le CETA, ratifié cet été par la France.

Dans les faits, ces tribunaux de droit privé ont déjà permis de remettre en cause des mesures telles que : la réglementation des niveaux de pollution d'une centrale à charbon, l'introduction de messages de santé publique sur les paquets de cigarettes, l'augmentation du salaire minimal, le gel des tarifs de l'eau...

En France, d'après une enquête des *Amis de la Terre*, les menaces de la compagnie pétrolière canadienne *Vermilion* semblent à l'origine du "détricotage" de la loi sur la fin des hydrocarbures adoptée en décembre 2017. Au lieu de mettre



un terme définitif à l'exploitation des hydrocarbures dans les 62 concessions actuelles, la loi leur accorde finalement un sursis jusqu'en 2040... voire au-delà !

Contre de tels arbitrages, une coalition de plus de 200 associations, syndicats, et mouvements sociaux européens se mobilise en ce moment.

"Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales !"

C'est le slogan adopté en janvier 2019 par la coalition "Stop ISDS", qui a lancé une grande campagne contre la multiplication des mécanismes ISDS dans les accords déjà conclus par l'Union Européenne, ou en cours de négociation. (1)

Nos ONG soutiennent aussi activement un projet de traité encadrant les pratiques des multinationales, en cours de négociation à l'ONU.

Avec ces négociations, impulsées en 2014 par l'Equateur et l'Afrique du Sud, les citoyen-nes et les États ont une chance unique de défendre l'intérêt général et le respect des droits humains.

Un traité suffisamment ambitieux permettrait en effet de poursuivre en justice les entreprises responsables de marées noires, d'expropriations ou de conditions de travail indignes... y compris lorsqu'une filiale, un sous-traitant ou un fournisseur est en cause. Il permettrait surtout de prévenir, en amont, les atteintes à l'environnement et aux droits humains.

La mobilisation citoyenne sera décisive

La 5^e session de négociation du traité se tient à Genève du 14 au 19 octobre. Les discussions sont tendues car la plupart des pays occidentaux s'opposent au projet, plus ou moins ouvertement.

Pour appeler la France et les autres États européens à se montrer plus coopératifs, de nombreuses actions citoyennes sont prévues pendant cette semaine de négociation, et tout particulièrement le samedi 12 octobre. (1)

(1) Informations à retrouver sur <https://stopisds.org/fr>

Une chronique d'ActionAid France, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, www.actionaid.fr.

act:onaid
pour des peuples solidaires

» Canada

Le génocide des femmes autochtones se poursuit

Il existe au Canada un génocide des femmes autochtones qui se perpétue depuis 30 ans. L'"Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées", qui l'affirme, a été mise en place par le Premier ministre, Justin Trudeau, en 2016 et publiée le 3 juin 2019. Au fil de ses 1 200 pages, elle mentionne à 122 reprises le terme "génocide" pour désigner une politique intentionnelle d'éradication des cultures autochtones, héritée des structures coloniales. Les autochtones représentent actuellement 4 % de la population canadienne (1,6 millions de personnes).

Entre 1980 et 2012, entre 1 200 et 4 000 femmes autochtones, selon les sources, ont fait l'objet de meurtres ou de disparitions non

élucidées. L'enquête pointe aussi les violences sexuelles, ainsi que les pensionnats fonctionnant jusque dans les années 1990 qui visaient à l'assimilation et à l'évangélisation de milliers de filles en les coupant de leurs familles. Certaines ont été mises à l'adoption et vendues à l'étranger.

Enfin, leurs conditions même d'existence sont mises à mal par la précarité extrême qui leur est infligée au sein de réserves dans lesquelles l'accès à l'eau courante n'est pas toujours assuré. Le rapport recommande la création d'un poste



de défense nationale des droits des citoyen-nes indigènes, d'un tribunal spécialisé et d'un organisme de surveillance de la police. Justin Trudeau a présenté ses excuses en 2018 pour les pensionnats autochtones.



» SNCF

Stop à la dématérialisation des billets !

Depuis mars 2019, usag-ères du TER Grand Est comme de la région Rhône-Alpes Auvergne doivent payer une majoration si l'achat du billet s'effectue à bord... alors que les guichets et les distributeurs de billets sont retirés des gares ! Sous prétexte qu'il est possible pour les personnes qui le souhaitent et qui en ont la possibilité d'acheter son billet avec un smartphone, la SNCF continue son travail de déstructuration du réseau ferroviaire et de ses infrastructures hors métropoles. La mesure est particulièrement discriminante pour les personnes qui résident en milieu rural : c'est l'amende qui guette à chaque voyage, faute d'avoir pu acheter un billet. Le site internet *Rue89Strasbourg* a publié le 7 août 2019 une carte des gares alsaciennes sans guichet ni distributeur de billets pour rendre visible ce phénomène.

ONU : le vélo est le meilleur moyen de déplacement

Le 18 juin 2019, l'ONU a publié un rapport sur l'évolution de la population d'ici 2050. Elle prévoit que nous serons à ce moment-là 2,5 milliards de plus. 90 % de cette hausse de la population aura lieu en Afrique et en Asie. Plus de la moitié de ces personnes vivront en ville. L'ONU a alors étudié comment suivre cette évolution tout en réduisant la pauvreté et sauvegarder au mieux l'environnement. Elle a ainsi rappelé que le meilleur moyen de lutter contre les émissions polluantes était de marcher à pied ou de rouler à vélo. Le vélo reste un moyen de transport efficace en ville. Il est peu coûteux. Selon ce rapport, 60 % des personnes vivant en ville en Asie se déplacent déjà à vélo, alors que cette proportion n'est que de 5 % en Afrique. Les vélos en libre-service existent déjà dans plus de 600 villes. Les parcs les plus importants sont à Hangzhou et Shanghai en Chine.

» Vélo dans les trains

La grande pagaille !

L'été 2019 aura vu une confusion intense et des désagréments nombreux pour les personnes cherchant à voyager en train avec leurs vélos. L'association *CycloTranEurope* évoque "des cyclistes contraints à renoncer à leur voyage en train du fait d'emplacements vélos insuffisants ou inexistant dans les trains, certains ayant été descendus de force, parfois par un recours à la police alors qu'ils étaient en règle", des enfants privés de voyage et des retards occasionnés pour l'ensemble des voyageurs. Les TGV sont les plus touchés par la politique anti-cyclistes de la SNCF. Les 4 emplacements vélo des TGV Grand Ouest ont été supprimés, ceux des TGV Atlantique sont passés de 4 à 2 places, les Thalys et les Lyria n'acceptent pas les vélos, etc. Alors même que la demande s'accroît et que la pratique du vélotourisme ne cesse de se développer. Les règles varient d'une région à l'autre, augmentant la confusion : accès libre, accès payant avec ou sans réservation. La SNCF



doit renverser la vapeur d'urgence sous peine de louper le train de la transition écologique.

♦ *CycloTransEurope*, 32, rue Raymond Losserand, 75014 Paris, www.eurovelo3.fr.

Un train = 80 wagons = 20 000 camions...



Toujours aussi difficile de défendre le fret à la SNCF... Depuis plus de 40 ans, un train de plus de 80 wagons réfrigérés transporte fruits et légumes depuis la plateforme logistique Saint-Charles International de Perpignan jusqu'au marché de Rungis. Ce train est vétuste et le contrat avec les transporteurs s'est terminé le 30 juin 2019. *Fret-SNCF* refuse de signer un nouveau contrat qu'elle juge à perte, et sans changement

de la part de l'entreprise, ce seront plus de 20 000 camions par an qui vont sillonner les 900 km qui séparent les deux plateformes. La circulation du train a été suspendue jusqu'au 1^{er} novembre 2019. Une pause pour mieux repartir ? Rien n'est moins sûr, et les syndicats comme les écologistes craignent la fermeture définitive de la ligne. (Source : *Liaison*, n° 187, été 2019)

Annonces

» SILENCE

■ **Gironde.** Le groupe de soutien à la revue *Silence* en Gironde, créé depuis 1 an et demi, accueille tout-es les lectrices et lecteurs qui souhaiteraient nous aider à faire connaître la revue. En 2018-2019, nous avons tenu des stands sur des événements à Bordeaux, Bazas, Saint-Pierre-d'Aurillac, Bègles, Talence... Nous avons aussi démarché des lieux de dépôt pour la revue et quelques bibliothèques qui vont s'abonner. Chacun-e amène ses contacts et ses idées et peut s'investir à la hauteur de ses disponibilités et de ses envies. *Contactez-nous : 06.68.33.32.40 ou silence33@ouvaton.org*

» HABITER ENSEMBLE

■ **Nord.** *La Cense inverse*, habitat partagé, recherche de nouveaux habitant-es. Installé depuis 5 ans dans une ferme à la campagne, notre éco lieu est composé de 8 personnes réparties en 4 foyers sur un terrain de 3 800 m², situé à 30 min de Lille en train-vélo. Nous recherchons 2 nouveaux foyers : maison 80 m² entièrement rénovée ou longue à rénover. Une maison commune permet l'accueil le temps des travaux. La vie sur place implique la participation aux réunions mensuelles, l'entretien des espaces communs et l'organisation de petits événements culturels. *Plus d'infos : lacenseinverse.wordpress.com, lacenseinverse@yahoo.com*

» SE LOGER

■ **Gard.** Maison a. v. 295 000 €, 1,1 ha, potager, verger, en bord de Cèze (plage privée), pleine nature, roulotte (gîte), chalet, atelier, cave, grange, étable (chèvres, chevaux). Eau potable par forage, électricité photovoltaïque, chauffage au bois (cuisinière), etc. Petit coin de paradis. *Infos : www.racinesailles.fr, mientjeva@gmail.com, tél. : 06 59 00 88 84.*

■ **Gers.** Recherche local ou grange (100 m²) à louer, vendre ou troquer pour installation activité artisanale : atelier autour du bambou (constructions, installations artistiques). *Contact : Olivier Clayes, tél. : 09 73 50 25 46.*

■ **Rhône.** *Le vert à soi* cherche à 1 heure autour de Lyon (de préférence nord et ouest) une ferme pour monter un écolieu nature, habitat partagé intergénérationnel. Terrain *a priori* mini 1 ha pour permaculture/agroforesterie. Toutes possibilités foncière et immobilière étudiées. *Contact : Jean-Jacques, tél. : 07 717 76 98 09, jidevic07@gmail.com*

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Pour passer une annonce dans le numéro de novembre 2019, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 24 septembre. Pour passer une annonce dans le numéro de décembre 2019, au plus tard le mardi 29 octobre, etc. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Agenda

FRANCE SCIENCE EN BOBINES

27 septembre-22 octobre

Le festival de cinéma Science en bobines, porté par l'association Sciences citoyennes, a lieu dans une vingtaine de villes. Il propose une riche palette de films critiques et militants et des débats pour que le dialogue s'engage entre chercheurs et citoyens dans le but de privilégier le bien commun... pour des futurs meilleurs ! Des projections-débats sont organisées à Tulle, Ruelle-sur-Touvre, Sète, Angers, Mulhouse, Thonon-les-Bains, Albi, Castres, Bondy, Grenoble, Nantes, etc. sur des thématiques comme les perturbateurs endocriniens, Fukushima ou encore les effets des ondes sur la santé. Silence est partenaire de ce festival. Programme à retrouver sur <https://sciencesenbobines.org>. Sciences Citoyennes, 38 rue Saint-Sabin, 75011 Paris, tél : 01 43 14 73 62, <https://sciencescitoyennes.org>



Habitat Participatif, Aquatiris, CAUE, artisanat, Le Vingt-deux, etc.
Auditorium Michel Cohou, Maison du Multimédia, I.U.N. JF Champollion, Campus d'Albi, 81 000 Albi. <https://www.coophab.fr>

énergies



AVEYRON

L'AMASSADA : OCCUPATION CONTRE UN PROJET DE MÉGA TRANSFORMATEUR

L'Amassada, dans le sud Aveyron, zone d'occupation permanente à côté de Saint-Victor-et-Melviu, vous accueille pour toute la vie, pour lutter contre le méga transformateur électrique de 10 ha, les parcs éoliens, l'industrialisation des terres et le monde capitaliste... Réunions au local à Saint-Victor tous les mardis à 18 h 30, et accueil à la ZAD tout le temps, par tout temps. Cabanes et caravanes disponibles pour venir s'y implanter !
L'Amassada, parcelle 1591, La Plaine, 12400 Saint-Victor, tél : 07 84 61 02 17, <https://douze.noblogs.org>

MEUSE - BURE

OCCUPATION CONTRE LA POUBELLE NUCLEAIRE

Les opposants à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !
www.bureburebure.info, sauvonslaforet@riseup.net, tél : 03 29 45 41 77.



DRÔME

RADIOACTIVITÉ ET RADIOPROTECTION

5 octobre
Stage organisé à Valence par la CRIIRAD, Centre de recherches et d'informations indépendantes sur la radioactivité. Qu'est-ce que la radioactivité, quels sont les moyens de la détecter, quels sont les effets des

environnement



ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.
Contact : www.zadroybon.noblogs.org, www.chambarans.unblog.fr

PARIS

RÉBELLION INTERNATIONALE D'OCTOBRE 7-13 octobre

À l'initiative d'Extinction Rebellion.
Plus d'infos sur <https://extinctionrebellion.fr>

FRANCE

LE JOUR DE LA NUIT 12 octobre

11e édition de cette opération de sensibilisation à la pollution lumineuse, à la protection de la biodiversité nocturne. Quelques exemples des initiatives proposées : marche nocturne dans le Parc naturel régional des Landes de Gascogne, extinction totale des rues aux Arrentes-de-Corcieux dans les Vosges, observation astronomique à Champstercier dans les Alpes-de-Haute-Provence, etc.
Retrouvez tout le programme sur internet : <https://www.jourdelanuit.fr>

fêtes, foires, salons



DRÔME

FOIRE AUX PRODUITS BIOLOGIQUES DE MONTFROC

5-6 octobre

À Montfroc, dans la vallée de Jabron, entre Sisteron et Buis-les-Baronnies. Stands de productrices, artisans, artistes de proximité, stands sur l'habitat écologique, le recyclage, le compostage, l'environnement ; conférences. Accueil du festival Ar'lire avec trente écrivains. Théâtre de rue, musique, ateliers enfants.
Informations www.foirebiomontfroc.wordpress.com, Le village, 26560 Montfroc, tél : 04 92 62 01 08 / 04 92 62 01 55, email : foirebiomontfroc@live.fr

LOT-ET-GARONNE

HORIZON VERT, L'ÉCOLOGIE AU QUOTIDIEN

5-6 octobre

À Villeneuve-sur-Lot. 31^e édition de ce salon porté par l'association Horizon Vert, 160 exposant-es, des tables rondes, des ateliers, des expositions, un espace de restauration et un espace jardin, des animations. Au parc des expositions Georges Leygues, route de Fumel, 47300 Villeneuve-sur-Lot.
Contact : Association Horizon Vert, BP 208, 32 rue des Girondins, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 40 10 10, horizonvert@wanadoo.fr, www.horizonvert.org

HAUTE-MARNE

FOIRE DE CHAUMONT

6 octobre

Au lycée agricole de Chaumont-Choignes. Retrouvez plus de 50 exposant-es locaux ainsi qu'un espace restauration bio et une buvette/crêperie bio. Alimentation biologique, locale, santé et bien-être, artisanat et commerce équitable, associations locales, habitat sain et énergies renouvelables. Le plus grand marché de producteurs bio en Haute-Marne. Projection, débat et animations alternatives. De 10h à 18h. Organisée par le Groupement des agribiologistes de Haute-Marne.
Contact : gab52@biochampagneardenne.org, tél : 03 26 64 97 09.

agri-bio



AUDE

ACQUÉRIR UNE AUTONOMIE GRÂCE AUX PLANTES

3-6 octobre

À Saint-Jean-de-Paracol. Animé par Moutsie de l'association L'Ortie. Fabrication de diverses préparations médicinales, cosmétiques et alimentaires à base de plantes (baumes, crèmes, dentifrices, lotions, eaux florales, shampoings, produits d'entretien, pesto, lacto-fermentation, pâtés végétaux...). Prise en charge professionnelle possible.

Inscription et plus d'infos : 04 68 20 36 09, ortie@wanadoo.fr

DRÔME

RENCONTRE AVEC LE BÉAL

15 octobre

Le réseau d'agriculture sociale et thérapeutique ASTRA organise une rencontre pour découvrir le Béal, foyer de vie qui propose des activités dans le domaine agricole et où les résident-es et une partie des éducatrices vivent sur place. À partir de 10h à Taulignan.

Inscriptions nécessaires auprès du réseau ASTRA, www.reseau-astra.org

AVEYRON

STAGE PERMACULTURE

19 octobre

Une découverte de cette philosophie hautement écologique. Découvrez comment favoriser la biodiversité chez vous, même si vous avez un petit jardin !

Chez Séverine et Charles Ploffet, Le Cayla, 12 620 Saint-Laurent-de-Lévézou, www.naturellementsimples.com

décroissance, transition



TARN

RENCONTRE DÉPARTEMENTALE DE L'HABITAT PARTICIPATIF ET DE L'ÉCOCONSTRUCTION

5-6 octobre

À Albi. Une rencontre pour se connaître et identifier le rôle de toutes et toutes les intervenant-es dans le domaine de l'habitat participatif et de l'écoconstruction. Samedi 5 octobre, 14 h : table ronde "L'architecture dans les projets d'habitat participatif" ; 17 h : conférence avec Paul Ariès ; 20 h 45 : projection de "Rue de l'utopie" en présence de la coréalisatrice Maïté Débat et d'une architecte, suivie d'un débat. Dimanche 6 octobre, 10 h : table ronde sur l'écoconstruction/atelier sur la médiation culturelle et sociale. Stands : Enercoop, Nef, Maison Econaturelle, Groupes Projets

ILLE-ET-VILAINE ILLE & BIO

12-13 octobre

À Guichen. Salon sur le thème de "l'Entraide et la Coopération", rencontres avec des artisans et producteurs locaux. Animations variées : conférences, ateliers, village de producteurs et artisans...

<https://illeetbio.org>

LOIRE FOIRE BIO DU PILAT

13 octobre

À Pélussin. 3e édition. Marché de productions en agriculture biologique, stands d'artisanats et d'associations engagées dans la transition écologique, animations pour toute la famille, restauration bio et locale...

De 9h à 19h à la salle des fêtes, asso@ventdebio.fr, <https://www.ventdebio.fr>

LOIRE TATOU JUSTE

26-27 octobre

À Saint-Étienne. 14e édition de ce rendez-vous des solutions heureuses. Plusieurs centaines d'exposantes dans tous les domaines de la vie : agriculture et alimentation, cosmétique et bien-être, culture et média, économie solidaire, habiter autrement, grandir autrement, mobilité active, mode et artisanat, nature, réemploi, s'informer pour agir, travailler autrement. 80 animations gratuites pour petites et grandes : tables rondes, discussions, démonstrations, ateliers pratiques, expositions, jeux, etc.

Dans le Hall B du Parc des Expositions de St-Étienne, Plaine Achille, 31 Boulevard Jules Janin, <http://www.tatoujuste.org>

paix

ROUEN CAFÉ DE LA NON-VIOLENCE

1er octobre

Le MAN-Normandie propose un café de la non-violence sur le thème "Pour exercer notre pouvoir, la force de la non-violence". Mardi 1er octobre de 19h à 20h30 à la brasserie Paul à Rouen.

Mouvement pour une alternative non-violente de Normandie, 10 impasse Gustave Guéville, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville, tél. : Géraldine Hédouin, 02 35 96 52 64, man.normandie@nonviolence.fr, <http://www.nonviolence.fr>

PARTOUT JAI JAGAT

2 octobre

Événements organisés pour le départ de la mobilisation Jai Jagat. Voir l'article pages 38 et 39.

ROUEN LE CLOWN AU SERVICE DE L'ACTION NON-VIOLENTE

5-6 octobre

Formation assurée par Les Désobéissants. Inscriptions auprès des Désobéissants (www.desobeir.net) ou du MAN-Normandie, 10 impasse Gustave Guéville, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville, www.nonviolence.fr, tél. : 02 35 96 52 64 (Géraldine Hédouin).

société, politique

PARIS LA LIGNE D'HORIZON A 30 ANS !

4-5 octobre

L'association La ligne d'horizon-Les amis de François Partant fête ses 30 ans d'existence le vendredi 4 octobre 2019 de 18h30 à 22h et organise une rencontre le samedi 5 octobre de 9h à 19h autour de deux tables rondes : "Comment le développement détruit les paysanneries" et "Le développement, principale cause des migrations".

Mairie du 2^e arrondissement, 8 rue de la Banque, 75002 Paris. Inscriptions : contact@lalignedorizon.net

santé

FRANCE : NOUS VOULONS DES COQUELICOTS

4 octobre

Depuis l'appel pour l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en octobre 2018, des rassemblements, toujours plus nombreux chaque mois, s'organisent les premiers vendredis de chaque mois devant les mairies, afin de se rencontrer et de s'organiser pour un monde sans pesticides. Il y a sûrement un rassemblement près de chez vous !

<https://nousvoulonsdescoquelicots.org>



silence

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

Jeudi 17 et 18 octobre

revue **SILENCE**
exploratrice d'alternatives
écologie • alternatives • non-violence

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

vélo

PARIS : VÉLORUTION

5 octobre

Départ place de la Bastille à 14h

www.velorution.org/paris

Échange d'encart contre stand

36 ième FOIRE AUX PRODUITS BIOLOGIQUES DE MONTFROC

5 et 6 octobre 2019

Montfroc Vallée du Jabron 04

Si vous désirez diffuser Silence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Olivier, le mardi et le jeudi de préférence)

Échange d'encart contre stand

ILLE & BIO

ENTRAIDE & COOPÉRATION

CONFÉRENCES • ANIMATIONS • EXPOSANTS

12-13 OCT. 2019
GUICHEN



association
culture bio
www.culturebio.org



▲ C'est la fin de l'après-midi, Anita rentre ses chèvres.

La ferme Pedronia : y vivre et s'y ressourcer

Pedronia, c'est d'abord une ferme où vivent une chevrrière et ses bêtes, mais c'est aussi le cœur d'un bouillonnement d'activités et de rencontres grâce à l'association Orhantza (le levain, en basque).

FICHE D'IDENTITÉ

Localisation : Lohitzun • Création : 2010 • Statut : associatif et agricultrice, parfois un-e salarié-e sous forme de contrat aidé, actuellement pas de salarié-e une poignée de bénévoles actives • Vente de chevreaux et de fromage de chèvre • 10 hectares, 45 chèvres • Séjours d'immersion, accueil, élevage

surtout parce que "c'était la seule place dans la société que je me sentais capable d'assumer", explique-t-elle. En s'installant à Pedronia et en créant l'association Orhantza, elle allait pouvoir associer et réaliser ces deux envies : être paysanne et faire de l'accompagnement.

C'est grâce à l'intervention du GFA (1) ainsi qu'au soutien du syndicat ELB (branche de la Confédération Paysanne au Pays basque), mais aussi grâce à la lutte déterminée d'un collectif créé pour défendre son projet, qu'Anita parviendra à s'installer à Pedronia en 2000 sur dix hectares avec un troupeau de 45 chèvres en agriculture biologique. La bataille est dure, il lui faudra en effet affronter au sein de la SAFER (2), où le syndicat ELB est très peu représenté face à une FNSEA largement majoritaire, des agriculteurs hostiles à son projet qui soutiennent en revanche les paysans voisins (exclusivement des hommes) de Pedronia. En effet, ces derniers souhaitent récupérer quelques hectares afin de pouvoir agrandir leur exploitation.

ÊTRE PAYSANNE ET ACCOMPAGNER

À peine installée, Anita se met à accueillir des jeunes sous main de justice pour des séjours de cinq jours. L'idée de la chevrrière est de "les plonger dans le chaudron, pour que se produise un électrochoc". Le chaudron c'est la ferme, les chèvres à nourrir, traire, soigner, le fromage à fabriquer, le fait de devoir se nourrir... Cependant, ce type d'accueil ne perdurera pas, car les relations avec les institutions sont complexes et la formule de séjour court que propose Anita ne leur convient pas.

UNE FIN D'APRÈS-MIDI DU MOIS DE février 2019. Nous commençons par faire le tour des terres d'Anita afin de vérifier qu'une chèvre n'a pas mis bas dans un coin. Dès mon arrivée, Anita m'a appris, fière et joyeuse, la naissance du premier chevreau ce matin. La saison des chevreaux débute, annonçant la reprise de la traite et de la fabrication des fromages, après plusieurs mois de pause. Tout en marchant sur ses terres qui entourent la ferme Pedronia, au milieu du paysage vallonné du Pays basque intérieur, tout près de la chaîne pyrénéenne enneigée, Anita me raconte l'histoire de son installation et de la création de l'association Orhantza.

DES DÉBUTS DIFFICILES MAIS PROMETTEURS

Avant de devenir chevrrière, Anita était formatrice et accompagnait des jeunes en recherche d'emploi. Ce travail lui plaisait, mais elle trouvait le cadre de la classe très limitant. Et puis elle voulait être paysanne : d'abord pour des valeurs essentielles à ses yeux comme bien se nourrir, préserver l'environnement, etc., mais



(1) Un GFA, ou Groupement Foncier Agricole, permet d'acheter des terres en collectif pour les louer à un paysan-ne, ce qui permet d'alléger les coûts pour l'installation, mais aussi apporte un réel encouragement puisque symboliquement plusieurs centaines de personnes participent à l'aventure en achetant une ou des parts. Par ailleurs, ces terres ne pouvant pas être revendues resteront à usage agricole.

(2) SAFER : Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural, organisme qui intervient de façon systématique lors de la vente de terres agricoles et qui délibère lorsqu'il y a plusieurs candidat-es. Ayant normalement pour mission de donner la priorité à l'installation de jeunes agricultrices et agriculteurs, dans les faits, cet organisme où siègent en majorité des représentant-es de la FNSEA (syndicat agricole majoritaire en France) ne privilégie pas toujours les petits projets.



▲ Atelier pour construire une ruche de biodiversité avec une artisane vannière dans la cour de la ferme.

Par ailleurs, dès le début, un certain nombre de personnes gravite autour de *Pedronia* pour soutenir et aider Anita. L'association *Orhantza* est créée en 2010 et Anita propose alors des séjours destinés à tout type de personne, pour vivre une semaine (du lundi au vendredi) en immersion à la ferme. Ce qui se passe pendant cette semaine est toujours riche et intense du fait de la courte durée, fait remarquer Anita : "on bosse, on mange, on discute, on pleure ensemble" et elle souligne que la notion de temps est très particulière car c'est un séjour court, mais où il se passe énormément de choses. Chaque séjour se termine par le marché de Saint-Palais où la personne accompagnée va pouvoir vendre avec Anita les fromages qu'elles ont fabriqués ensemble, à partir du lait trait ensemble, etc.

Les personnes accueillies proviennent d'horizons très divers, mais comme le souligne Anita : "qui que ce soit, elle va toujours trouver quelque chose qui lui convient sur la ferme", tellement le panel des activités est large. Ce qui reste permanent est l'immersion dans le lieu en étant au plus près de l'essentiel : "manger, s'occuper des animaux, mais aussi échanger dans la parole, sentir, retrouver le geste, car la fonction du corps est très importante : tu dois mettre ton corps en mouvement dans toutes les activités". Cette mission d'accompagnement tient beaucoup à cœur à Anita : elle l'a amenée à écrire une thèse en sciences de l'éducation soutenue en 2016 sur l'accueil à la ferme (3). Pour ce faire, Anita s'est appuyée sur son expérience.

UNE ÉNERGIE SANS CESSE RENOUVELÉE AU GRÉ DES RENCONTRES

Actuellement, Anita accueille aussi des stagiaires, des étudiant·es de l'école de paysage de Bordeaux, des woofeu·ses. L'association adhère également depuis 2018 à *Accueil Paysan* (4) en accueil social. L'aménagement d'une partie de la maison avec cuisine, chambres et sanitaires permet de

s'adapter aux différentes formes d'accueil. De plus, Anita peut aussi préserver un espace personnel.

Enfin, l'association propose régulièrement des ateliers d'une journée ouverts à tou·tes, très divers, qui se décident au gré des rencontres avec les personnes compétentes : txalaparta (instrument de percussion ancestral du Pays basque qui se joue à deux), vannerie, massages, savons, ruches, four solaire, etc. Ce sont à chaque fois des journées très conviviales, chacun·e apporte quelque chose à manger, à boire et le repas est partagé entre toutes et tous, y compris avec Anita qui met alors à disposition sa cuisine. Des liens se créent, de futurs ateliers se décident...

UN ÉQUILIBRE ATTEINT TANT SUR LE PLAN FINANCIER QU'HUMAIN

D'un point de vue économique, Anita vit exclusivement de son activité agricole, avec un revenu annuel d'environ 8 000 euros (dont 5 000 euros de primes, le reste étant issu de la vente de chevreaux et du fromage de chèvre). Quant à son travail d'accueil et d'accompagnement il reste bénévole. L'argent gagné par l'association (par les séjours et les ateliers notamment) a permis à plusieurs reprises de salarier une personne pendant quelques temps (en contrat aidé), ce qui allège la charge de travail pour Anita. En effet, cette personne, outre son rôle d'animatrice dans l'association, participe aux travaux de la ferme et à l'accueil des personnes. Elle a aussi la possibilité de loger sur place.

Aujourd'hui, en plus de la cinquantaine de chèvres et des chevreaux qui naissent d'heure en heure, *Pedronia* héberge un cochon, une jument, quelques poules, des chats et un chien. Anita pense avoir atteint un rythme de croisière et dispose de plus de temps que les premières années, temps qu'elle met à profit pour partir un peu en vacances, ou pour s'occuper de sa petite-fille.

■ *Orhantza*
Pedronia
64120 Lohitzun
tél. : 05 59 65 60 29
www.orhantza.fr

(3) L'intitulé de la thèse est : *L'accueil mosaïque comme rapport sensible au monde. Pratiques plurielles d'une petite ferme au Pays basque*, on peut la trouver sur Internet.

(4) *Accueil Paysan* est un réseau d'agricultrices et agriculteurs et d'acteurs ruraux, engagé·es en faveur d'une agriculture paysanne et d'un tourisme durable, équitable et solidaire. Au sein de cette structure, il existe plus spécifiquement un type d'accueil social qui s'adresse à des personnes éprouvant la nécessité d'une rupture momentanée avec leur entourage habituel. C'est ce type d'accueil que propose Anita.



▲ Les 24 février 2019, une cinquantaine de Gilets Jaunes poitevins se sont mobilisés pour ramasser des déchets.

Les alternatives : une pratique de classe sociale privilégiée ?

Dans la lignée de son livre *Égologie : Écologie, individualisme et course au bonheur*, Aude Vidal présente ici des réflexions interpellantes et une critique virulente de certaines initiatives alternatives, qui ont trop tendance à se consacrer à leur propre gestion, dans un milieu intellectuel et bourgeois. Un article qui fait suite au dossier de *Silence* de septembre 2019 qui interrogeait la portée des alternatives.

SILENCE A COMMENCÉ SES DOSSIERS À UN moment où je m'investissais en politique, auprès de jeunes écolos alternati-ves et solidaires qui faisaient le lien entre action publique et changements collectifs, plus autonomes, de plus petite échelle : les "alternatives". Une vingtaine d'années plus tard, c'est comme si nos idées avaient triomphé : il y a du bio dans les supérettes, les jardins municipaux sont sans pesticides, la récup' alimentaire est encouragée, des ateliers de réparation et des écoquartiers fleurissent et l'économie du partage réussit tellement bien qu'elle a atteint des dimensions monstrueuses avec *AirBnB*. Les collectivités locales, les *start-up* et les classes créatives se sont saisies de nombres "d'alternatives". Qu'y avous-nous gagné ?

Les indicateurs globaux sont inquiétants : désordre climatique, réfugié-es qui témoignent du fait que la vie devient insupportable ici ou là en raison des conditions climatiques, des violences politiques ou économiques, montée des fascismes dans toute l'Europe, politiques d'austérité qui rendent plus douloureuses la pauvreté et les inégalités. Mais les "alternatives" écolos vont bien,

merci pour elles ! La décroissance, la critique radicale de la technique ou de l'industrialisme, la critique de l'économisme ou du développement, elles, semblent avoir perdu de leur audience – si tant est qu'elles aient jamais été un peu présentes dans l'espace public, le vrai, celui où M^{me} et M. Toutlemonde ont une chance de se laisser surprendre.

L'hypothèse que je faisais dans *Égologie* est confirmée par des observateurs et observatrices plus rigoureuses : les "alternatives" écolos sont de plus en plus associées aux pratiques de certaines classes sociales qui se réapproprient la ville... comme si elles avaient besoin de "se réapproprier" autant, elles qui ont déjà beaucoup. La petite bourgeoisie à la conscience écolo s'investit dans les jardins partagés aux dépens de familles qui en auraient besoin pour mieux manger sans se ruiner, telle autre documente le mépris de classe qui peut aujourd'hui s'exprimer de manière plus légitime face à des personnes qui roulent dans des vieilles voitures, ne trient pas leurs déchets ou achètent de la bouffe *hard discount*.



▲ À l'Oasis de Gerland dans le Rhône, ce sont les habitantes du quartier qui ont investi le jardin partagé.

QUESTIONS DE CLASSE

Ces questions de classe sont souvent évacuées dans les "alternatives" alors que c'est l'une des raisons pour lesquelles leur diffusion est compliquée. J'ai été invitée à présenter *Égologie* par des militant·es issu·es de classes aisées, doté·es de capital social, culturel et un peu économique, des cyclistes qui ont pris la peine de constater que les emplois de leurs voisin·es automobilistes étaient bien plus éloignés du quartier que les leurs, en centre-ville. J'ai aussi répondu aux invitations de jeunes campagnard·es qui jonglent entre activités politiques et emplois précaires (les saisons, les chantiers, l'intérim) et peinent à se loger dans des régions très bios, très alternatives. Des régions qui sont aussi très clivées socioéconomiquement, et où les "alternatives" écolos, malgré ces besoins criants, sont moins une manière de réinventer un destin collectif qu'une pratique de consommation chargée d'une distinction redoutable. La montre à 50 ans prouve qu'on a plein de fric, mais la ferme retapée dans les règles de l'écoconstruction par des artisan·es du coin, elle, montre qu'on a aussi une conscience.

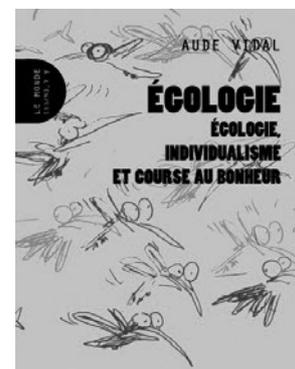
Une militante écolo, plus institutionnelle, mais qui fait avancer des dossiers très concrets, me disait qu'on travaille d'abord avec ceux et celles qui sont sensibles à nos valeurs. Mais le risque, c'est que ces valeurs deviennent un marqueur de classe, une façon de signifier aux autres, aux plus pauvres, que l'écologie, c'est pour les personnes aisées. On sait bien que non. Beaucoup de personnes très engagées dans les "alternatives" (paysan·nes bios, pigistes de la presse alternative, salarié·es associati·ves, chômeu·ses – volontaires ou pas) ont de petits revenus avec lesquels elles et ils arrivent néanmoins à faire des choix de vie et de consommation écolos. La consommation effrénée qui peut séduire les classes populaires vide les comptes en banque sans apporter

ni bonheur ni reconnaissance, et le mode de vie écolo répond mieux à leurs besoins. Même si les lentilles, patates et carottes bios ne font pas spontanément rêver, elles sont moins coûteuses (et meilleures à tout point de vue) que du prêt-à-manger de supermarché et aujourd'hui même les institutions essaient de faire passer la pilule. Malgré tout, le fossé entre écologie (*a fortiori* les "alternatives") et classes populaires ne cesse de s'élargir et c'est un peu de ça aussi que témoignent les Gilets jaunes.

"NOUS N'EN SORTIRONS QU'ENSEMBLE"

En novembre 2018, le mouvement qui a surgi portait la voix d'automobilistes anti-fiscalistes. Les semaines qui ont suivi (j'écris deux mois après) ont fait entendre un ensemble de frustrations, d'envies dont certaines gagneraient à entrer en dialogue avec l'écologie. La colère sur les ronds-points, c'est une critique en acte de ce que dénonçaient les ancêtres des "alternatives" écolos, celles et ceux qui voyaient dans la société de consommation une aliénation ! Comment reprendre contact avec les Gilets jaunes et avec les "autres", les "pas-alter", qui pensent que l'écologie, c'est pour les "bobos" ? Peut-être en remontant à la source de ces textes et de ces exigences, en articulant "alternatives" avec marxisme, féminisme ou pensée décoloniale — puisque l'industrialisme nous a tou·tes déraciné·es et que le développement a servi d'habits neufs au colonialisme. Arriver à se rencontrer malgré les différences, considérer que nous sommes tou·tes aussi aliéné·es les un·es que les autres et que nous n'en sortirons qu'ensemble, c'est une belle ambition politique.

Aude Vidal ■



Aude Vidal a écrit ou coordonné *Égologie. Écologie, individualisme et course au bonheur* (Le Monde à l'envers, 2017), *On achève bien les éleveurs. Résistances à l'industrialisation de l'élevage* (L'Échappée, 2017) et *En attendant l'an 02* (Le Passager clandestin, 2016).

Voir "Aude Vidal, pour une écologie de combat", *Silence*, n° 469, été 2018



▲ Aller chercher sa commande du VRAC, un moment convivial. (Silence n° 459)

Pour des alternatives militantes

Suite au dossier de *Silence* de septembre 2019, *Les alternatives : oasis ou leviers ?*, nous prolongeons la réflexion en développant le potentiel politique des alternatives.

■ Le VRAC,
3 rue Dojon,
69100 Villeurbanne
www.vrac-asso.org

LES DÉMARCHES ALTERNATIVES S'ÉCHELONNENT de simples actions individuelles (adopter une alimentation végétarienne) jusqu'aux collectifs alternatifs dans presque tous les domaines de la vie (les communautés de *Longo Mai*), en passant par les lieux/activités les plus divers (fermes en permaculture, coopératives d'achats en circuit court, restos associatifs et autres centrales d'énergies villageoises).

Selon certain-es, il faut commencer par se changer soi-même ou démarrer avec des "petits gestes" (au risque d'en rester là). D'autres affichent une visée politique plus haute, en s'attaquant au système capitaliste en place. D'autres encore se reconnaissent plutôt dans une "éco-citoyenneté responsable" qui n'exclut pas la coopération avec les services de l'État. Beaucoup composent entre nécessité de gagner sa vie et exigence de le faire en respectant ses valeurs. Sans compter les personnes qui se disent alternatives tout en n'étant que des faire-valoir pour des collectivités locales ou des secteurs industriels en quête de *greenwashing*.

En outre, les alternatives évoluent dans le temps, bien ou mal. Elles peuvent grossir un peu, beaucoup et finir par perdre leur âme. Elles peuvent s'épuiser, s'édulcorer, être récupérées, se refermer sur elles-mêmes etc. Elles peuvent rentrer dans le rang et ne plus être des alternatives, cela arrive. Elles peuvent au contraire progresser vers davantage de cohérence, renforcer leur autonomie et leurs singularités, se radicaliser (au

sens étymologique), développer des solidarités avec les luttes locales.

Face à un paysage alternatif si hétérogène, à quoi servent les jugements globalisants qui mettent tout le monde dans le même panier ?

LES ALTERNATIVES SELON SILENCE : MILITANTES

Tentons plutôt de définir les alternatives qui nous intéressent à *Silence*, c'est-à-dire en première approche, des alternatives qui dépassent le niveau individuel et qui se veulent militantes.

Ces alternatives militantes sont des démarches de résistance au système techno-capitaliste. Elles consistent à démontrer, par des pratiques à la fois concrètes, conscientes et immédiates, qu'il est possible de s'affranchir, au moins en partie, de ce système, de vivre au moins en partie autrement que selon ses injonctions. "Vivre autrement" signifiant pour nous vivre de façon plus écologique, sociale, solidaire, sans rapports de domination, et ce dans tous les domaines : agriculture, construction, transports, éducation et culture etc. Le principe actif des alternatives réside dans cet effet de démonstration et dans le fait que des personnes reprennent du pouvoir sur leur vie, ce qui est le propre de l'émancipation.



▲ Le Gabion (Hautes-Alpes), la nouvelle bâtisse construite grâce aux chantiers d'insertions. (Silence n° 458)

Parmi les implications de cette définition, celles liées au choix de l'action immédiate sont de taille. Les alternatives se déploient forcément dans le système tel qu'il existe à ce jour, ou dans ses marges, mais pas en dehors, chose impossible. Aucune alternative ne saurait donc être totale ou parfaite. Ainsi par exemple, les collectifs vivant sur la ZAD de NDDL de la phase post-projet d'aéroport : certains constituent des alternatives radicales dans leur volonté d'expérimenter des modes de vie au-delà des rapports marchands et utilitaristes entre les êtres humains et la nature. Pour autant, ces expériences enthousiasmantes ne sont pas non plus détachées du monde extérieur, de ses produits et de ses technologies asservissantes. C'est le lot de toute action préférant, selon la formule d'Alain Damasio, "les aujourd'hui qui bruissent aux lendemains qui chantent".

Toutes les alternatives ne produisent pas, pour l'extérieur, un discours explicite sur leurs motivations, leurs convictions. Mais, selon notre définition, elles inscrivent leurs choix, leurs actions, dans une visée consciemment militante, ou engagée, ou politique. Elles ne sont pas alternatives militantes par hasard ou opportunité. Quant à la dénonciation du techno-capitalisme, nous y voyons un socle minimal de positionnement politique pour les alternatives. Sans cela, aucune perspective écologique pour l'action ne peut être pensée avec un tant soit peu de consistance. Elle n'est toutefois pas suffisante : certaines extrêmes-droites peuvent aussi dénoncer le capitalisme. D'où l'importance de préciser l'horizon du "vivre autrement".

AFFAIRE DE BOBOS : OUI...

Les alternatives militantes telles que nous les avons définies n'échappent pas à la critique d'être, elles aussi, surtout l'affaire des classes moyennes.

Elle-même critiquable (1), cette analyse est cependant juste et surtout salutaire.

Elle est à articuler avec celle de l'entre-soi militant, fléau souvent des plus belles causes. Nous invitons à en faire un moteur de mise en question, au sein de chaque alternative, des privilèges de ses membres (de classe, de genre, d'âge, de couleur de peau, de niveau d'étude, d'origine sociale, etc.). Mais aussi un stimulant pour questionner chaque structure alternative elle-même : quelle place occupe l'alternative au sein de son environnement, quelles fonctions, quels effets produits, au bénéfice et à l'exclusion ou au détriment de qui, à quels coûts (financiers, écologiques et autres) ?

Ce type d'analyse ne constitue qu'un préalable à un progrès, si ce n'est à la résolution du problème. Comment dépasser l'entre-soi et s'adresser aux non convaincu-es ? La question n'est pas facile et reste pour nous en chantier.

... MAIS PAS QUE

Mais par ailleurs, constatons aussi que nous n'avons aucune raison de nous focaliser sur les exemples sans cesse évoqués du bobo dans son jardin partagé ou sa pseudo-ferme éco-retapée. Parlons plutôt, par exemple, des associations *Vrac* (Strasbourg, Toulouse, Lyon...) ou *Les Amis du Zeybu* (Eybens à côté de Grenoble) qui rendent l'alimentation bio et locale accessible aux habitantes de quartiers populaires. *Le Gabion* (à Embrun, dans les Hautes-Alpes) organise notamment des chantiers d'insertion pour des jeunes sans diplôme en difficulté, des plus de 50 ans sans emploi et des personnes condamnées en justice. Il s'agit de chantiers pas assez rentables pour intéresser les entreprises classiques, dans les domaines de la rénovation de patrimoine et de

■ Le Gabion,
Le pont neuf,
05 200 Embrun

(1) Les exemples d'alternatives cités en appui de ce type de critique sont souvent les mêmes et parmi les plus caricaturaux, relevant surtout des comportements individuels urbains. La catégorisation en classes sociales est devenu un exercice difficile. Le peuple parmi les Gilets Jaunes et les bobos dans les manifestations pour le climat ? C'est sans doute plus compliqué...



Christophe V.

▲ Maison du Domaine de la Terre à Villefontaine (Isère). (Silence n° 453)

■ Le Domaine de la Terre
41-42 rue François Cointreureau,
38090 Villefontaine

l'éco-construction. À *La Colombine* (à Crest, dans la Drôme), des personnes handicapées et d'autres non vivent ensemble en partageant habitat, modes de vie écolos et ouverture sur l'environnement extérieur. *L'Oasis*, animée par l'association *La Légumerie*, est un jardin partagé situé dans une cité populaire à Lyon, beaucoup des personnes qui le fréquentent vivant avec le RSA. Difficile aussi de voir une affaire de classe moyenne dans le *Quartier libre des Lentillères* de Dijon, une sorte de ZAD maraîchère urbaine, ou à *La Baraque*, quartier alternatif et autogéré à Louvain-la-Neuve en Belgique.

Donc, c'est possible, beaucoup d'alternatives sont "populaires". Continuons à les faire connaître et à nous en inspirer. La moindre des choses, si nous voulons secouer les mécanismes de domination, est de ne pas passer sous silence les expériences les plus intéressantes, peu importe qu'elles soient minoritaires, au contraire.

N'omettons pas non plus de rappeler que, parmi les alternatives militantes, certaines dérangent le système en place, ne sont pas vues d'un bon œil (et c'est parfois un euphémisme) par les puissantes. Nombreuses sont dans ce cas et constituent ainsi un bon marqueur (mais pas le seul) de la portée politique d'une démarche, loin de l'innocuité des préoccupations bourgeoises.

Les stratégies conduites par *Terre de liens* par exemple, pour acquérir du foncier agricole et permettre ainsi de "faire pousser des fermes", viennent contrecarrer les logiques de concentration des grandes exploitations. Les grands semenciers n'apprécient pas les collectifs paysans qui, souvent au sein du *Réseau semences paysannes*, entendent reprendre en main la culture de variétés libres de céréales. La construction en terre crue, comme au quartier d'habitat social

du *Domaine de la terre* à Villefontaine (Isère), est combattue par les lobbies du ciment. Les groupes féministes de santé gynécologique (*Les Flux, Self help Toulouse* et autres) énervent beaucoup le pouvoir médical. Le projet d'autonomie énergétique de l'île de Sein (Finistère) est bloqué depuis des années par l'alliance *EDF/État français*. Autant de pots de terre contre des pots de fer, certes, mais là encore il est d'autant plus important de les mettre en avant.

UN BILAN... À SURMONTER

Nous avons déjà fait le constat à plusieurs reprises mais il s'impose hélas toujours : même mises bout à bout, les alternatives ne sont pas suffisantes, loin de là, pour changer le monde. Leur multiplication n'empêchent pas la dégradation de la planète et ne renversent pas les systèmes de domination. De même, les luttes sociales "classiques" ne sont pas suffisantes, ni les actions directes de terrain, ni les occupations, ni les campagnes de désobéissance civile, ni les batailles juridiques, ni les marches non-violentes, etc. Tout ces modes d'action remportent des victoires partielles, ponctuelles (pour autant parfois déterminantes, inspirantes, voire vitales). Mais aucun ne peut se targuer d'avoir réussi à ébranler significativement, ou d'être en passe de le faire, un système qui s'adapte, mute, récupère, approfondit son emprise avec une efficacité toujours renouvelée.

À l'aune de cette question (sommes-nous en train de réussir à changer le monde ?), il n'y a guère de réponses positives à attendre. Est-elle porteuse de découragement, voire de désespoir, ou au contraire de regain d'énergie, c'est selon. On pourrait préférer s'interroger sur des objectifs intermédiaires (en refusant de céder à une pensée binaire qui les considérerait comme des



▲ Les roulottes de Laurence sont en harmonie avec l'ambiance du quartier à La Baraque (Belgique). (Silence n° 473)

trahisons). Sauver des terres, de la biodiversité, une agriculture paysanne, des savoir faire artisanaux ? Devenir des quartiers généraux pour les luttes sociales, ou des postes avancés de résilience pour les temps sombres à venir ? Favoriser l'essor de nouvelles préoccupations dans l'ensemble de la société et, selon la façon dont celles-ci sont récupérées par le système, les réorienter en dehors du seul champ du profit ?

VOUS AVEZ DIT "SOUPAPE" ?

À *Silence*, nous continuons à explorer les alternatives, dans l'espoir, même si nous ne réussissons pas toujours, d'en trouver toujours de nouvelles, militantes, solidaires, fortes, qui ne se laissent pas réduire au rôle de soupape pour le système. Par ailleurs, cet argument souvent utilisé de la soupape, doit être manié avec précaution. Car au fond il peut servir à tout condamner. Tout ce qui aide à vivre (l'amour, les arts, la fête, l'utopie ou encore la Sécurité Sociale, le syndicalisme, les médias libres, etc.) peut servir de soupape au système. Ne nous trompons pas de radicalité ! Pour nous, elle ne se situe pas dans l'exclusion des initiatives qui ne seraient pas assez absolues mais dans l'acharnement à vouloir faire dialoguer et converger la pluralité des registres des résistances et des luttes.

La Rédaction ■

■ **La Baraque**, rue de la Baraque, 123, 1348 Louvain-La-Neuve, Belgique

■ **Atreis - Île de Sein Energies**, 2 rue colonel Curie, 29990 Île de Sein

■ **La Colombine**, 2 rue Mouriquand, 26400 Crest



▲ Assemblée générale de l'association Atreis. (Silence n° 463)



▲ Visiteuses et résidente-es devant La Colombine, côté rue (Drôme). (Silence n°456)



Giovanni Zanchini

▲ En octobre 1991, une grande marche pour la paix relie Trieste à Sarajevo en passant par Ljubljana, Zagreb et Dubrovnik, alors qu'en juin de la même année la Slovénie a déclaré son indépendance, suivie par la Croatie, et que l'Armée populaire yougoslave attaque Dubrovnik à partir du 1^{er} octobre.

Jai Jagat va semer des graines de paix sur son parcours

C'est le 2 octobre 2019 que démarre Jai Jagat, mobilisation mondiale pour la justice et la paix. L'occasion d'organiser de nombreuses rencontres dans les pays traversés.

■ Attention,

cet itinéraire est susceptible d'être modifié jusqu'au dernier moment.

SILENCE A DÉJÀ PRÉSENTÉ DANS PLUSIEURS articles la démarche de *Jai Jagat*, mobilisation mondiale lancée par l'organisation indienne *Ekta Parishad* dans un esprit gandhien. (1)

UN AN POUR RELIER DELHI À GENÈVE !

Relier l'Asie à l'Europe en traversant 11 pays sur un trajet de 9 280 kilomètres, avec une base de 50 personnes, et parfois beaucoup plus, cela ne s'improvise pas. Un comité d'organisation travaille depuis plusieurs années à rendre possible cette aventure.

La date choisie pour le départ est symbolique : le 2 octobre, journée mondiale de la non-violence, est cette année le 150^e anniversaire de la naissance de Gandhi. À Delhi, 3 jours de célébrations ont lieu du 2 au 5 octobre avant le départ de 200 marcheuses jusqu'à la frontière pakistanaise, 490 kilomètres plus loin, 2 mois plus tard.

QUAND LA PAIX PASSE PAR L'IRAN

La marche ne franchira pas la frontière indo-pakistanaise comme prévu au départ. Un groupe de pakistanaises traversera le pays tandis que le reste de la délégation se rendra en bateau de l'Inde à l'Iran.

En février 2020, la marche, tel un ruisseau, suivra son cours en Iran. Une conférence pour la paix se tiendra le 24 à l'université de Téhéran. Elle sera l'occasion de discuter des stratégies non-violentes et des possibilités de construction de la paix en Iran et au Moyen-Orient. Le ruisseau de la non-violence parviendra-t-il

à refroidir un tant soit peu les conflits qui incendient cette région du monde ?

L'ARMÉNIE, UN PAYS OÙ RAJAGOPAL A DÉJÀ LAISSÉ UNE TRACE DANS L'HISTOIRE

En mars, *Jai Jagat* abordera les rivages de l'Europe et s'attardera 10 jours en Arménie. Les 2 et 3 avril, en lien avec la *Fondation Gandhi d'Arménie*, se tiendra à Erevan une rencontre sur "La non-violence comme outil de transformation politique : l'expérience arménienne". Pour la petite histoire, Rajagopal, fondateur et leader indien d'*Ekta Parishad*, était venu en 2015 en Arménie animer une formation sur la non-violence gandhienne. Parmi les participant·es, l'un d'eux a été impressionné par l'exemple de la marche du sel de Gandhi, qui a inspiré ensuite sa marche à travers le pays, avant de lancer avec d'autres la Révolution de velours qui allait renverser le régime corrompu au printemps 2018. (2) Il s'appelle Nikol Pachinian et c'est lui qui est devenu le Premier ministre sociolibéral du pays en mai 2018, porté par l'élan de cette révolution pacifique.

SARAJEVO, VILLE DE PAIX

En avril-mai 2020, la marche passera en Géorgie, pays marqué par des conflits armés avec son voisin russe. Il s'y déroulera une rencontre pour la paix à Tbilissi. *Jai Jagat* passera ensuite fin mai par la Bulgarie puis en juin par la Serbie et le Kosovo, alternant toujours

(1) Voir *Silence* n° 470 de septembre 2018, "Marcher pour la victoire du monde", n°477 d'avril 2019 "Jai Jagat: balises pour une économie non-violente", n°480 d'été 2019, "Rajagopal, une pensée qui décale le regard". Et sur notre site la page "Silence partenaire de Jai Jagat".

(2) La Révolution de velours se déroule de mars à mai 2018 en Arménie. Elle rassemble pacifiquement des dizaines de milliers de personnes dans les rues durant plusieurs semaines pour exiger la démission du Président de la République Serge Sarkassian et la fin du régime corrompu. Elle s'intensifie ensuite par une grève générale mutisectorielle au terme de laquelle Nikol Pachinian, journaliste, politicien et leader du mouvement contestataire, brièvement emprisonné, devient Premier Ministre.

DK



▲ Manifestation sur la place de la République à Erevan en Arménie le 22 avril 2018 dans le cadre de la Révolution de velours.

la marche et le bus, avant d'arriver en Bosnie-Herzégovine fin juin. Une grande conférence aura lieu le 19 juillet à Sarajevo, ville martyre de la folie guerrière du siècle dernier. Des marches provenant de plusieurs pays de l'ex-Yougoslavie convergeront pour cet événement d'ampleur.

TERMINUS À GENÈVE : TOUT LE MONDE DESCEND... DU TRAIN DE LA GLOBALISATION ?

Jai Jagat passera ensuite par la Croatie puis embarquera pour l'Italie qu'elle traversera au mois d'août. Une rencontre aura lieu le 30 juillet à Assise sur le thème des religions et du dialogue interreligieux dans la construction de la paix, puis le 2 septembre à Milan sur le développement rural et la biodiversité, en lien avec le réseau *Terra Madre*, lié à *Slow Food*. (3)

Enfin, la marche *Jai Jagat* arrivera en Suisse et passera par Sion, Montreux et Lausanne avant d'arriver à Genève le 25 septembre 2020. Là, une semaine de mobilisation mondiale aura lieu avec des partenaires des pays traversés et de toute l'Europe. Plusieurs marches convergeront à cette date depuis la Suède, l'Espagne, la Belgique, l'Allemagne et la France notamment. Nous en reparlerons.

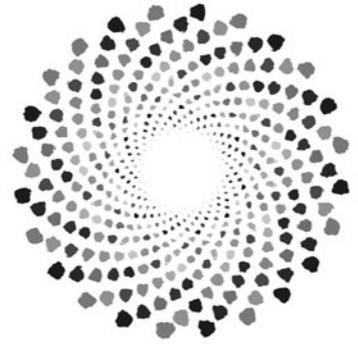
Guillaume Gamblin ■

(3) Né en Italie dans les années 1980, le mouvement *Slow Food* ("Alimentation lente") veut contribuer à changer le regard sur l'alimentation, l'agriculture et la gastronomie en préservant la biodiversité. Il est l'un de fers de lance du mouvement mondial "slow" qui incite à ralentir dans de nombreux domaines (l'éducation, la recherche, l'information, les "villes lentes", etc.). Voir le dossier de *Silence* n°412 de mai 2013, "Slow, des lents demains qui chantent ?". *Slow Food International*, Piazza XX Settembre 5, 12042 Bra (CN) Italie, <https://slowfood.fr>

Jai Jagat

Silence est partenaire de *Jai Jagat*. Une marche partira de Delhi et d'autres de toute l'Europe, dont Lyon.

- Pour en savoir plus, on peut aller sur <https://jaijagat2020.eu>, écrire à lyongeneve2020@nonviolence.fr ou prendre contact avec *Silence*.



JAI JAGAT 2020

Les mobilisations en France et Belgique autour du 2 octobre 2019

Dans plusieurs localités, des manifestations sont organisées le 2 octobre pour célébrer le départ de la marche *Jai Jagat* à Delhi le jour même.

■ **En Belgique** le 29 septembre, rencontre "*Jai Jagat* la non-violence en marche" dans le cadre du festival *Maintenant* à Louvain-la-Neuve, à 14h à l'Auditoire UCL.

Contact : *Jai Jagat Belgique*, Maison de la Paix, Rue Van Elewyck 35, 1050 Ixelles, tél.: +32495286999, www.jaijagat.be.

■ **À Lyon**, le 2 octobre, marche reliant l'île du Mahatma Gandhi située au parc de la Tête d'Or, au buste de Martin Luther King situé au 283 rue de Créqui à côté de la bourse du travail. Démarrage à 16h et arrivée à 20h en passant par *L'Escale Solidaire*, le *Point étape*, le *Secours catholique*, *Femmes Solidaires* et *Anciela*. À 20h, animation festive sur la place Guichard.

Informations auprès de lyongeneve2020@nonviolence.fr ou du MAN-Lyon, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon.

■ **À Montpellier**, le 2 octobre, soirée *Jai Jagat* de 18h à 23h, avec une présentation de *Jai Jagat* et des concerts. À la Halle Tropisme, 121 rue Fontcouverte.

Contact : MAN Montpellier, MTM-si, 27 boulevard Louis Blanc, 34 000 Montpellier, tél.: 04 67 92 69 12, <https://man.non-violence-herault.org>.

■ **À Montreuil** le 2 octobre, à partir de 19h, soirée autour de *Jai Jagat* avec débat "La désobéissance non-violente sauvera-t-elle la planète ?", duplex avec Delhi, musique, buffet solidaire. A la Maison ouverte, 17 rue Hoche, Montreuil.

Infos : <http://lamaisonouvertedemontreuil.ouvaton.org>.

■ **À Saint-Antoine-l'Abbaye** (Isère), le 5 octobre, *Jai Jagat* est l'un des thèmes centraux de la journée "Être en chemin, du local au global", avec animations, films et village associatif, à l'initiative de l'*Arche non-violence et spiritualité* et de *Saint-Antoine en transition*.

Informations : *l'Arche de Saint-Antoine*, 34 La Basse Cour, 38160 Saint-Antoine l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, www.arche-de-st-antoine.com, secretariat@arche-sta.com.

■ D'autres actions sont prévues autour du 2 octobre à Genève, Bordeaux, etc.



▲ Malgré un taux de contamination record, le parvis n'a été fermé au public que le 12 août 2019.

Notre-Dame-de-Paris : chape de plomb sur la santé des riverains

Dès l'incendie du 15 avril 2019, les spécialistes savaient que la flèche de la cathédrale contenait d'importantes quantités de plomb et que le nuage qui se dégageait était extrêmement toxique. Au total, ce sont 400 tonnes de plomb qui sont parties en fumée.

POUR ANNIE THÉBAUD-MONY, DIRECTRICE de recherche à l'*Institut national de la santé et de la recherche médicale*, cela représente 4 années de diffusion du plomb sur la France entière. Elle s'étonne que dès le début des précautions particulières n'aient pas été prises : les pompiers auraient dû systématiquement être munis de masques, tout comme les personnes qui dans les jours suivants sont entrées sur le chantier.

UN NUAGE PASSE...

Le vent emmenait le nuage vers l'ouest de la ville. Les personnes qui regardaient l'incendie en étant sous le vent ont dû être fortement contaminées. Plus grave : ce sont les enfants qui sont le plus sensibles à la pollution au plomb. Des écoles situées sur le trajet du nuage ont continué d'accueillir les enfants jusqu'à début juillet. Les analyses réalisées dans les cours ont alors montré un taux de contamination élevé et deux écoles ont été fermées... le 25 juillet ! Pendant les vacances scolaires.

Ce même jour, les travaux sur le site de Notre-Dame ont été interrompus, sur décision de la préfecture, pour mettre en place plus de sécurité. Il s'agit de faire en sorte que les ouvriers ne respirent pas trop de plomb, mais également que les poussières déposées partout sur la cathédrale ne se dispersent plus à chaque coup de vent.

DES RÉACTIONS BEAUCOUP TROP TARDIVES

Le 5 août, des résultats d'analyse de sang portant sur 82 enfants, ont montré que pour dix d'entre eux, la contamination atteignait un seuil proche de celui déclenchant une déclaration de saturnisme... alors que ce seuil n'est généralement atteint qu'après plusieurs années d'exposition aux poussières de plomb (1).

L'*Agence régionale de la santé* a publié une carte de la pollution début août. Des prélèvements ont été faits à partir du 13 mai (2). Près des deux écoles fermées (3), les taux de pollution dépassent la limite de 5 000. Sur 175 analyses de sang faites sur des enfants du quartier, 16 présentent un taux supérieur au seuil d'alerte (25 microgrammes par litre de sang).

Globalement, la zone la plus polluée se trouve sur l'île de la Cité et rive-gauche, au sud-ouest, près du Ministère de la transition écologique et solidaire qui s'est montré particulièrement défaillant sur ce dossier.

En cas d'accident dans une zone touristique, la première mesure semble être de ne pas effrayer les touristes. Et maintenant des personnes découvrent qu'elles vivent depuis des mois dans une zone contaminée.

Michel Bernard ■

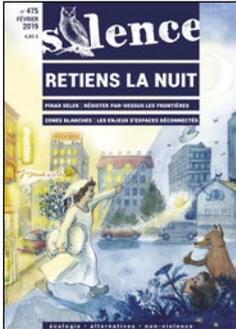
(1) La maladie provoquée par le plomb s'appelle le saturnisme. Elle bloque le développement intellectuel des enfants, provoque des retards de croissance, un retard de puberté et peut déclencher de la surdité.

(2) Alors que le seuil d'alerte est de 5 000 microgrammes par m³, ce taux est dépassé à de très nombreux endroits sur l'île de la Cité, avec un record à 1 300 000 sur le parvis de la cathédrale.

(3) Écoles maternelle et élémentaire au 12 et 16, rue Saint-Benoît, dans le 6^e, à environ 1 km à l'ouest.

Gaspillage énergétique

En me promenant au centre ville de Chambéry, je me suis aperçu que certains magasins de grande marque (*Etam, Promod, Jules, etc.....*), laissent leur porte de magasin ouverte, été comme hiver et quelles que soient les températures extérieures.



J'ai demandé aux gérant-es pourquoi leurs magasins étaient laissés portes ouvertes, il m'a été répondu que c'était pour les client-es. J'ai répondu que si les client-es n'avaient pas de bras pour pousser une porte, comment font-ils pour rentrer chez eux ? Je ne comprends pas que l'État paye l'isolation des habitations

individuelles ou mette en place des plans climat pour éviter la surchauffe, et que d'un autre côté, une majorité de commerces sous grande marque laissent les portes de leur magasin ouvertes. Cela consomme énormément d'énergie et contribue au réchauffement global.

De plus, c'est de la concurrence déloyale pour les petits commerces qui eux font attention à leur facture d'énergie.

Existe-t-il une loi qui permet de faire payer les commerçants énergivores ? Quelles actions pourraient être menées afin de cesser ce gaspillage énergétique ?

Christophe
Savoie

Silence : L'article 175 de la loi ELAN du 23 novembre 2018, relatif à l'obligation d'économie d'énergie dans les bâtiments à usage tertiaire, fixe à ceux-ci pour objectif une diminution de la consommation d'énergie par rapport à celle de 2010, de 40 % d'ici à 2030, de 50 % d'ici 2040 et de 60 % d'ici 2050, sous peine de sanctions administratives. Un décret d'application devait paraître d'ici un an après la promulgation de la loi. Par ailleurs un arrêté du 1^{er} juillet 2013 limite les possibilités d'éclairage nocturne des enseignes, façades et vitrines commerciales. Mais il n'est pas toujours respecté. C'est pourquoi dans de nombreuses localités des groupes agissent pour l'extinction de ces éclairages abusifs en actionnant eux-mêmes les interrupteurs extérieurs. Voir par exemple avec le RAP, Résistance à l'agression publicitaire, <https://antipub.org>

Raoni

Je peinais à le croire et pourtant le cacique Raoni était bien là, devant moi. Sa voix vibrante, grave, sonore a retenti. Ses paroles roulant, se déroulant par larges ondes rugueuses et rétives ont résonné en moi sous forme de chants intérieurs. C'est en 1989 que Raoni a quitté le Brésil pour la première fois afin de sensibiliser les populations et de lancer un appel à l'aide. Il a alors découvert notre monde. La respiration coupée, les corps entassés, tassés, pressés. Des villes étendues, fumantes, des lumières artificielles à perte de vue, des scintillements miroitants, aveuglants. Pas un arbre, pas une plante pour s'orienter, se repérer. Des sujets anonymes qui paradent, se croisent et s'entrecroisent.

Dans cet ensemble, il a rencontré des gens tout d'amour, intéressés par cette histoire se déroulant en arrière-plan, dans les profondeurs de la forêt amazonienne. Tout de fer, de métal, ils percent leur horizon vert jour après jour. Moteurs vrombissant, grondement épais et fumant... Raoni les entend se rapprocher. Ces réservoirs hydrauliques, ces routes, ces élevages, ces cultures d'huile de palme, de soja sont faits de plans, de temps, de travail, d'investissements, de décisions, d'un territoire neutralisé et de peuples menacés. Raoni le sait : sa terre, onde ombragée, dense et courbée, sera bientôt complètement sèche et stérile s'ils continuent ainsi.

Racisme

Je viens de feuilleter votre magazine que je trouve très intéressant. Cependant quelle ne fut pas ma surprise, lisant l'encart concernant la BD *Les seigneurs de la terre* (*Silence* d'été 2019, n°480, p.44), en découvrant le synopsis. Avez-vous conscience que le sujet traité est éminemment raciste ? Le blanc qui va en Inde (pays sous développé et inculte) pour leur apporter l'éclatante bonne parole, et pauvre petit, se heurte à l'ignorance crasse des indigènes... cela fait penser à *Tintin au Congo*. En 2019, nous serions en droit d'attendre plus de conscience. Soit dit en passant, les hindous n'ont pas attendu les hommes blancs pour être en phase avec la nature. À l'avenir, ce serait bien de faire attention aux écrits dont vous faites la promotion.

Ali Khelil

En mai 2019, la destruction de la forêt a doublé. Les tronçonneuses font des ravages, la poussière gagne... Un mélange de terre fatiguée et d'un écroulement verdoyant. Un nuage de plaintes silencieuses, un soupir

marron et sauvage. Aujourd'hui, Raoni a 87 ans et il continue à lutter contre la déforestation de l'Amazonie et à défendre la terre de son peuple. "Je vous considère tous comme mes enfants, je vous assure que je fais tout pour protéger notre terre", a-t-il dit un jour. Il a raison, je me sens un peu comme un enfant. Une enfant à la figure pâle, aux yeux ahuris et aux poings fermés. Une enfant manquant de choir lorsqu'elle prend conscience de tout ça. Une enfant qui aime dévorer de mille regards les insectes



et les oiseaux clamant la vie sur la noblesse d'arbres tant de fois centenaires. Une enfant, peut-être naïve, se disant que la lumière est dans tous les recoins, au fin fond de chaque origine, dans les trous les plus secrets et que bientôt le monde changera.

Lorsqu'il eût fini de parler, Raoni conclut en disant :

- "J'ai dit."
- "J'ai entendu... Planète, tu n'as donc plus de sève ? Nous allons te reboiser", ai-je répliqué doucement.

Adeline Brun
Morbihan

Biberons

J'ai été très choquée de voir le titre de votre revue 479 (de juin 2019), consacrée aux bébés, orné d'un biberon. Pourquoi ce choix éditorial ? Votre revue se dit écologique et alternative et le premier symbole qui vous vient à l'esprit quand vous pensez "bébé" est un biberon ? Je suis extrêmement déçue et choquée. Savez-vous que l'allaitement est la norme biologique pour le petit d'homme ? Les biberons sont déjà partout comme "norme sociale", j'attendais donc d'une revue comme la vôtre de faire un autre choix d'illustration.

Isabelle Steffan-Robert

Zéro déchet et Moyen Âge : le trop petit bout de la lorgnette ?

L'article "Le Moyen Âge était-il "zéro déchet"?" (*Silence* d'été 2019, n°480 p. 40) nous a paru manquer une leçon d'histoire, même s'il était exact dans bien des détails. Nous pensons qu'il faut regarder autrement les périodes historiques, dont la nôtre.

Très longtemps, la paysannerie a développé une vie économique qui combina cueillette, pêche, petit élevage (souvent lâché en sous-bois) et petite horticulture : la ferme est un complexe de survie en autarcie, avec un minimum de vente. Les loyers et les impôts se payent en denrées... (...) Les artisans sont un élément essentiel à la vie domestique à la ville et au village : réparateurs de faïence et ligateurs (au fin fil de fer) de la céramique fêlée, récolteurs de peau de lapin, de queue de cerise (pour la tisane) et de noyaux (pour l'alcool), de cornes de bœufs (pour le tournage précieux) et de sabots (pour l'engrais), tourneurs de cuillers et pots en bois, auxquels les paysans fournissent le buis récolté en forêt...

La notion d'utilisation totale de toute la ressource naturelle prédomine, et la notion de déchets est, elle, inimaginable. On fait des confitures, des confits salés ou vinaigrés, on conserve le pain durant plusieurs mois. Les filières de matériaux et de sous-produits sont innombrables. On transporte par radeaux et barques sur les fleuves, par traction animale dans les plaines et les montagnes. On échange laine et fromages contre vin et huile... Ce qui permet pourtant une vie économique complexe (dont profitent des petits notables ruraux et des bourgeois urbains) : la laine d'Angleterre est travaillée en Flandre et inonde l'Europe, mais la laine du Piémont du Vercors habille les chartreux jusqu'en Angleterre !

Déjà les Romains rapatriaient depuis tout l'Empire, donc aussi des grands ports de

Lyon et de Vienne, des denrées alimentaires en amphore, plus tard en tonneaux. (...)

Dans notre souvenir, ce Moyen-âge là dure longtemps ! (...) Sur nos vêtements, les bouts sont de corne, de bois, de cuir, de broderie, de métal. Et on les réutilise. Comme on reticote la laine lavée, comme on retaille les habits de l'ancêtre. Tout change en 1950 avec l'arrivée des "plastiques", c'est à dire de sous-produits de la pétrochimie, soit divers matériaux synthétiques. Auparavant, on n'avait commencé à enfouir au fond du jardin que des contenants métalliques. Bien sûr, il y eut les poubelles, d'abord pour évacuer de la ville les déchets putrescibles et abats de viande. Puis la société du gaspillage amène à créer près des villes (...) des incinérateurs de déchets, qui réduisent de trois quart la masse à enfouir. Vers 1990, on s'inquiétera de la toxicité des fumées, puis des cendres d'incinération, puis de l'enfouissement brut. La toxicité, c'est une autre histoire, car il y eut auparavant la toxicité des matériaux, du plomb, des peintures, du gypse, des huiles, des produits carbonneux, etc. (...)

Notre concept de "zéro déchet" est une manière d'aborder la crise par le "petit bout de la lorgnette". La vie économique du Moyen Âge et la vie de la période industrielle comportaient des inégalités criantes, mais une grande complexité de fonctionnement... qui a été perdue avec la consommation de masse. Si on a un sentiment de "régression" c'est par rapport à un mode de consommation d'abord, qui n'a en gros que 50 ans et qui est intenable.

Gilles et Catherine Benech
Isère

Un réacteur nucléaire coûteux...

Dans la petite actualité sur l'EPR d'Olkiluoto (*Silence* de juin 2019, n°479 p.21), il y a une erreur plutôt grave. Impossible, en effet, que son surcoût ne soit "que" de 3,2 milliards d'euros. Car dès octobre 2011, le coût, donné pour définitif et clé en main en 2005, de 3 milliards d'euros était déjà passé à 6,6 milliards. Et si en avril 2015, le coût était estimé à 9 milliards d'euros (dernière indication du coût total, sur le wikipedia allemand), il va de soi que nous en sommes à plus de 10 milliards actuellement. EDF et TVO seraient bien heureux si le surcoût se limitait aux 3,2 milliards indiqués dans *Silence* de juin !

Heinz Stockinger

Association contre les dangers nucléaires (Plattform gegen Atomgefahren / PLAGE)
Autriche

Silence : merci pour votre vigilance et pour ces précisions ! Précisons toutefois que nous mentionnions, plus prudemment, un surcoût de "plus de 3,2 milliards d'euros", qui correspond à ce qu'EDF et TVO ne veulent pas payer. Le surcoût global est effectivement plus coûteux.

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lectrices soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de *Silence* : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

Essais

■ **L'œil sécuritaire, mythes et réalités de la vidéosurveillance**, Élodie Lemaître, éd. La Découverte, 208 p., 20 €. Les caméras de vidéosurveillance envahissent l'espace public depuis une vingtaine d'années. Les débats sont vifs sur leur utilité (est-ce que cela fait réellement baisser la délinquance ?), sur leurs usages (possibilité de les utiliser à d'autres fins). L'auteurice montre, exemples à l'appui, des situations où intervient la vidéosurveillance et pose clairement la question plus générale : vers quelle société sommes-nous en train d'évoluer ?

■ **Mégantic**, Anne-Marie Saint-Cerny, éd. Ecosociété, 2019, 340 p., 25 €. Le 6 juillet 2013, un train transportant des wagons-citernes prend de la vitesse dans une pente, sans conducteur, et va s'écraser en fin de course à Mégantic (Canada), carbonisant 47 personnes. L'auteurice signale que depuis cette tragédie, des trains transportant des produits pétroliers continuent à rouler sur un réseau ferroviaire dégradé, impératifs financiers obligés.

■ **Embrasser l'inconnu**, Aurélie Delahaye, éd. Anne Carrière, 2019, 240 p., 18 €. L'auteurice décide un printemps de quitter son travail et Paris. À bord d'une camionnette, elle se laisse guider par les rencontres qu'elle fait, à la recherche du bonheur. Proposant son sourire, elle sillonne les routes pendant neuf mois avant de se poser et de commencer une nouvelle vie en milieu rural.

■ **Carte blanche, L'État contre les étrangers**, Karine Parrot, éd. La Fabrique, 2019, 336 p., 15 €. Le temps où la France était le pays des Droits humains est bien révolu. Aujourd'hui, c'est une véritable machine de guerre qui, sous couvert d'un discours bienveillant fait tout ce qu'il peut pour refouler les migrant-es, particulièrement s'ils ou elles sont pauvres, noir-es, musulman-es... Comment nous sommes passés de la notion de nationalité à la frontière, de la frontière au contrôle des nomades et comment aujourd'hui l'État essaie de les faire disparaître. Si la dénonciation est parfaite, il manque les alternatives possibles.

■ **Burning Country, au cœur de la révolution syrienne**, Leila Al-Shami et Robin Yassin-Kassab, éd. L'Échappée, 2019, 366 p., 18 €. Traduction d'un livre publié initialement en anglais en 2015, alors qu'il y avait encore espoir que la révolte populaire débouche sur un changement de régime. Même si aujourd'hui, la situation a empiré, il est bon de se souvenir de l'exceptionnel soulèvement du peuple syrien et de l'abandon de ces révolté-es par les organisations internationales, permettant la reprise en main militaire actuelle.

■ **Vivre avec moins pour vivre heureux ! Les écolos Humanistes**, éd. Rustica, 2019, 144 p., 12,95 €. Les auteurs de ce livre ont créé 100 infographies pour inciter à agir au quotidien pour la planète. Des dessins et des pistes pour faire ses premiers pas.

■ **Agir pour le climat, entre éthique et profit**, Valéry Laramée de Tannenbergh, éd. Buchet-Chastel, 2019, 128 p., 12 €. Face au changement climatique, de nombreuses entreprises se sont lancées dans des actions de crainte de perdre leurs profits. Alors que les États perdent du temps, de nombreux territoires sont actifs, les associations et les juristes ne sont pas en reste. Les fondations disposent de fonds importants, mais ont aussi des visées financières... Un tour d'horizon bien référencé de la situation. Mais un drôle de point de vue : l'argent pourrait nous sauver.

■ **L'évènement Gilets jaunes**, éd. À plus d'un titre, 2019, 172 p., 10 €. L'ouvrage présente des textes d'interventions et de comptes rendus d'actions rédigés au fil de la lutte. Ce recueil de textes à chaud, rassemblés par des membres de la revue "Temps critiques" et du collectif "Journal de bord" témoigne surtout des questions que suscite ce soulèvement qui échappe à tous les modèles.

■ **L'anarchisme, une histoire des idées et mouvements libertaires**, George Woodcock, traduction de Nicolas Calvé, éd. Lux, 2019 [1962, 1986], 540 p., 22 €. Un classique de l'histoire de l'anarchisme, mais qui s'arrête il y a quarante ans et qui n'aborde donc pas le croisement fertile avec les préoccupations écologiques d'aujourd'hui.

Essais

Pour une écologie du vivant Regards croisés sur l'effondrement en cours

Thierry Paquot, Pierre Jouventin,
Serge Latouche



Thierry Paquot, philosophe s'intéressant à l'écologie, l'urbanisme et l'utopie, fait ici dialoguer Pierre Jouventin, chercheur en éthologie (étude du comportement des animaux), et Serge Latouche, économiste, auteur de nombreux livres sur la décroissance. S'il y a accord sur l'effondrement qui est en cours, il y a quelques divergences qui enrichissent le débat : la question démographique est-elle centrale (Jouventin) ou n'est-elle pas un problème uniquement parce que tout le monde rêve de gaspiller autant que les Nord-Américains (Latouche) ? Le début du "capitaloscène", période géologique qui marque le début de la destruction de la planète par l'espèce humaine remonte-t-il à la révolution industrielle (Latouche) ou à la sédentarisation des cueilleurs-chasseurs (Jouventin) ? Etc. Un débat vivifiant pour les personnes qui cherchent à avancer sur les solutions possibles à l'effondrement qui vient. MB

Éd. *Libre et solidaire*, 2019, 164 p., 17 €

Alexandre Marius Jacob, voleur et anarchiste

Jean-Marc Delpech



Jean-Marc Delpech complète ici son 1^{er} ouvrage – *Alexandre Jacob, l'honnête cambrioleur. Portrait d'un anarchiste (1879-1954)*, publié par l'Atelier de création libertaire en 2008 – par des écrits, mais aussi des photos, des dessins, des coupures de presse, qui s'insèrent dans une écriture remarquablement fluide et plaisante à lire. Le livre se termine par une série d'annexes dont un texte intitulé "Pour en finir avec Arsène Lupin", où l'auteur rappelle que, contrairement au héros de Maurice Leblanc, Marius Jacob est un combattant de la lutte des classes et qu'il a choisi son arme : le vol ! PM

Éd. *Nada éditions*, 2018, 222 p., 17 €

Comprendre les enfants pour mieux les éduquer

Isabelle Peloux



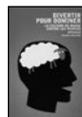
Petit livre regorgeant d'exemples et d'outils pour nous aider à éduquer nos enfants. Isabelle Peloux (fondatrice de l'École du Colibri au centre agroécologique des Amanins dans la Drôme) raconte son expérience et propose des pistes pour construire une relation sereine avec nos enfants. Estime de soi, confiance sécurité

affective, relation aux autres, etc. Chacun-e y puisera son inspiration et pourra sereinement continuer son chemin vers une parentalité bienveillante. DB

Éd. *Actes Sud/Kaizen*, 2019, 64 p., 10 €

Divertir pour dominer 2 la culture de masse toujours contre les peuples

Coordonné par Cédric Biagini
et Patrick Marcolini



Suite d'un premier tome paru en 2010, dans la poursuite des études lancées dès les années 1960 par les situationnistes pour dénoncer la "société du spectacle" comme moyen de poursuivre le capitalisme en évitant les révoltes. Sont abordées ici différentes formes de "culture de masse" : les séries télévisées, les jeux vidéo, la pornographie, le consumérisme et l'art contemporain. Une prise de conscience salutaire pour qui veut changer sa vie en associant la sobriété de la transition écologique et la révolte sociale. MB

Éd. *L'Échappée*, 2019, 350 p., 15 €

Ainsi ne tombe pas la nuit

Isabelle Alentour



Ce n'est pas un poème, c'est un cri. Le cri d'horreur d'une femme française découvrant à travers le film *Syrie, le cri étouffé* de Manon Loizeau, le témoignage de femmes syriennes survivantes des prisons de Bachar al Assad. "Ce n'est pas du domaine du dicible. / Tout ce sang pour le sol/n'a pas de mots." "Frappées le jour et violées la nuit", sans cesse, sans fin, ces femmes, une fois libérées, sont régulièrement rejetées par leurs familles, répudiées, violentées, jetées à la rue, sous le joug de la honte. "Deux fois martyres", "De leur avenir, toutes ont dû avorter". Un petit livre terrifiant qui rend visible la situation peu connue des femmes emprisonnées par le régime syrien. GG

Éd. *iXe*, 2019, 74 p., 12 €

Les véganes vont-ils prendre le pouvoir ?

Thomas Lepeltier



À défaut d'être entièrement convaincant si on n'est pas déjà convaincu-e au départ, un exposé clair et intéressant sur le véganisme comme projet de société. Selon l'auteur, ce projet est non seulement nécessaire mais désormais crédible. Il part du parallèle entre le processus historique de l'abolition de l'esclavage et celui, possible, de l'abolition de l'élevage animal. Il répond aux objections courantes : que deviendraient les espèces animales domestiques, les paysages des campagnes, les emplois des

filières viandes ? Il défend l'option "radicale" du véganisme contre celle, progressive, des "réductionnistes" (moins de viande). Mais le dernier chapitre, consacré aux viandes de substitution, se fonde sur une posture bien équilibrée consistant à dire : certes, les viandes de synthèse sont artificielles mais une large part de notre alimentation actuelle aussi, alors, pourquoi pas si ça peut aider l'essor du véganisme... On touche là les limites d'un projet de société unidimensionnel, qui passe à côté d'enjeux majeurs, et notamment donc ceux liés aux biotechnologies. DG

Éd. *Le Pommier manifeste*, 143 p., 2019, 14 €

B. D.

Thoreau et moi

Cédric Taling



Conscient de la crise écologique en cours, comme nombre d'entre nous, l'auteur cherche à diminuer sa consommation. S'appuyant sur les réflexions de Henry David Thoreau, il débat avec ses amies et sa famille de nos redoutables contradictions : nous aimons voyager, mais l'avion est une catastrophe ; le végétarisme est une partie de la solution, mais la viande est bonne... À la fin de l'ouvrage, il choisit de s'investir dans la construction d'une cabane à la campagne, comme son glorieux aîné. Une manière contemporaine de nous amener à la nécessité de la réduction énergétique et à la pensée d'un illustre prédécesseur. FV

Éd. *Rue de l'Échiquier*, 2019, 128 p., 17,90 €

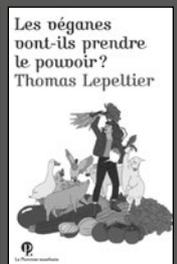
Wobblies, un siècle d'agitation sociale et culturelle aux États-Unis

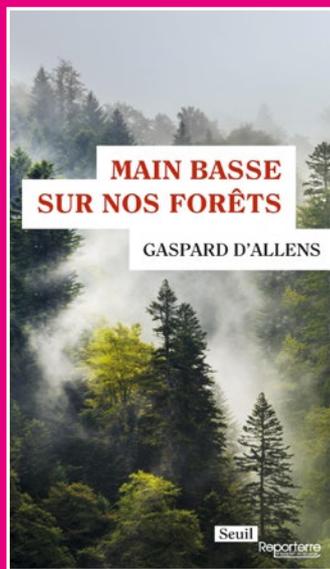
Paul Buhle, Nicole Schulman



27 juin 1905, Chicago. 200 délégués fondent les *Industrial Workers of the World (IWW)*. Leur objectif : détruire le capitalisme et l'État pour en finir avec la domination. Leur arme : une organisation syndicale internationaliste réunissant tou-tes les exploités-es, hommes et femmes, américaines ou immigrées, sous la bannière : *One Big Union*. Leur stratégie : la lutte des classes et l'action directe. Comment ce syndicat, qui dans ses moments les plus fastes a compté près de 100 000 membres, est-il parvenu à rassembler aux USA jusqu'en 1924, une partie des travailleu-ses parmi les plus misérables et les plus opprimés du pays, au-delà de leurs différences d'origine ou de profession ? Leur histoire, racontée ici sous forme de BD, de dessins ou de textes, par 35 grands noms du milieu underground américain, constitue un exemple inédit de lutte pour l'égalité et la liberté. Artistiquement et historiquement magnifique ! PM

Éd. *Nada*, 2019, 307 p., 26 €





Main basse sur nos forêts

Gaspard d'Allens

Après l'agriculture, c'est aujourd'hui la forêt qui est victime de l'industrialisation. Sous forme de reportages de terrain, l'auteur nous montre comment cela se traduit par des monocultures, une perte de biodiversité, et un massacre avec des machines de plus en plus puissantes. Cela va jusqu'à cette aberration : le traitement au glyphosate de certaines plantations. Le problème prend une ampleur nouvelle avec l'exploitation du bois énergie.

Alors que ce bois-énergie est présenté comme une énergie renouvelable, c'est la destruction pure et simple des forêts qui est en jeu, la demande étant bien supérieure à la production. Face à cette déforestation (dans le sens où une monoculture d'arbres ressemble plus à un champ qu'à un système biologique résilient), des alternatives se mettent en place, des résistances s'organisent. Un livre très plaisant à lire qui constitue un utile complément aux dossiers des numéros 428 (La forêt brûle) et 449 (Vivre avec la forêt) de *Silence*. FV

Éd. Seuil/Reporterre, 2019, 164 p., 12 €

Cigarettes, le dossier sans filtre

Pierre Boisserie et Stéphane Grangier



Quelle industrie va légalement faire un milliard de morts au 21^e siècle ? C'est celle des cigarettes. Drogue dure, la nicotine rend très vite dépendantes fumeuses et fumeurs. Et cette découverte très ancienne est à l'origine du développement d'une industrie qui a su pendant un siècle semer le doute sur les dangers du tabac pour continuer à engranger les bénéfices. Cette BD, s'appuyant sur de très nombreux documents aujourd'hui publics, explique comment le discours autour de la cigarette a été construit autour de l'idée de liberté du fumeur et de sa vertu dé-stressante ; comment la corruption des milieux médicaux et politiques a permis de retarder les procès. Heureusement, depuis maintenant une bonne vingtaine d'années, après la découverte de l'impact du tabagisme passif, le vent a tourné dans les pays occidentaux où la consommation de tabac est en baisse. Mais les multinationales continuent leur lucratif business dans les pays du sud où la corruption reste efficace. Après avoir lu cette BD, vous ne regarderez plus jamais une cigarette de la même manière. MB

Éd. Dargaud, 2019, 160 p., 20 €

L'abolition, le combat de Robert Badinter

Marie Gloris Bardiaux-Vaïente, Malo Kerfriden



Outré par la condamnation à mort de délinquants qui clament leur innocence, l'avocat Robert Badinter mène un rude combat pour l'abolition de la peine de mort. Nommé ministre de la Justice par François Mitterrand, il réussit alors, contre l'opinion publique, à faire passer une loi interdisant "une justice qui tue". Ironie de l'histoire, le premier à échapper à la peine de mort sera Klaus Barbie, responsable nazi à l'origine de la déportation du père de Robert Badinter, lequel n'est pas revenu des camps d'extermination. La BD sonne juste et permet notamment de comprendre pourquoi une partie de l'opposition l'a suivi dans le vote de cette loi. MB

Éd. Glénat, 2019, 128 p., 17,50 €

Détox

Jim et Antonin Gallo



Mathias, patron ultra stressé, s'enfuit après la mort de sa secrétaire victime d'un AVC. Il rejoint un stage Détox sur le Larzac où il doit abandonner ses téléphones portables pour vivre isolé sous une tente avec comme seule nourriture une boisson diurétique. Évidemment, il ne se plaît pas dans ce contexte et tente de fuir. Mais ce n'est pas si simple... Intéressante confrontation entre le monde de la croissance économique et celui d'une certaine forme d'écologie spirituelle. Pas sûr que vous apprécieriez vous-même un tel stage ! FV

Éd. Grand Angle Bamboo, 2019, 80 p., 16,90 €

Comment les paradis fiscaux ont ruiné mon petit-déjeuner

François Samson-Dunlop



Scandalisé par les révélations sur l'évasion fiscale, le héros de cette BD décide de boycotter les marques qui cherchent à éviter de payer des impôts. Mais cela s'avère vite extrêmement difficile : au cinéma, il découvre un film produit par Amazon, un couteau artisanal est livré par

Fedex, seule une vieille voiture peut échapper au renoncement, etc. Exploitant au passage les méthodes légales d'optimisation fiscale, citant l'auteur Alain Deneault (même éditeur), il en arrive à comprendre que l'action individuelle ne peut pas suffire. Reste une action politique plus collective que l'on ne fait qu'entrevoir, l'auteur ayant trouvé une chute un peu abrupte pour arrêter sa narration. C'est drôle et flippant. MB

Éd. Ecosociété, 2019, 208 p., 21 €

Le fils de l'Ursari

Cyrille Pomes, Isabelle Merlet, Xavier-Laurent Petit

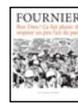


La famille rom de Ciprian est nomade. Son père est Ursari, c'est-à-dire monstre d'ours. Menacée par les habitant-es d'un village de l'Est de l'Europe, la smala est prise en main par des passeurs qui les aident à venir en France. Mais il faut rembourser le passage tout en vivant dans un taudis. Petits vols, petits boulots permettent de survivre jusqu'à ce que Ciprian, au jardin du Luxembourg, découvre les joueurs d'échecs. Il se prend au jeu, se révèle doué, fait la connaissance d'adultes qui vont l'aider à sortir des griffes de la Mafia. Très belle histoire avec un dessin envoûtant. FV

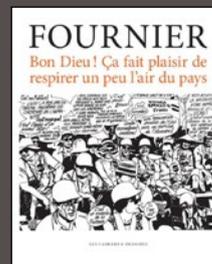
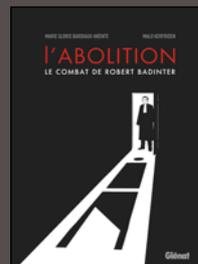
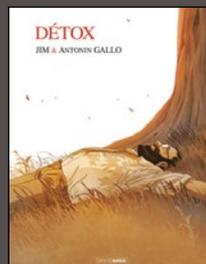
Éd. Rue de Sèvres, 2019, 130 p., 16 €

Bon Dieu ! Ça fait plaisir de respirer un peu l'air du pays

Pierre Fournier



Pierre Fournier, journaliste, dessinateur, activiste est le fondateur de *La Gueule ouverte* (1972), la première revue écologiste. Ce recueil de dessins et de textes présente l'ensemble de ce qu'il a publié dans *Hara-Kiri* et *Charlie-Hebdo*, avant le lancement de *La Gueule ouverte*. Mort d'un arrêt cardiaque à trente-cinq ans, il laisse une œuvre protéiforme qui mérite d'être



découverte. Un grand artiste visionnaire. Et bravo pour la qualité d'impression exceptionnelle. MB

Éd. *Les Cahiers dessinés*, 2019, 240 p., 29 €

Romans

Ici n'est plus ici

Tommy Orange



À Oakland, aux États-Unis, va se tenir un pow-wow, une fête où se retrouvent les Indiens, qui pour la plupart aujourd'hui vivent en milieu urbain. L'auteur, d'origine cheyenne, présente chapitre après chapitre, différents personnages amérindiens. L'occasion pour Tommy Orange de présenter la situation actuelle des Indiens paupérisés-es, victimes de l'alcool et de la drogue pour une part, essayant de s'en sortir comme ils et elles peuvent. Loin des clichés des westerns hollywoodiens. FV

Traduction Stéphane Roques, éd. Albin Michel, 2019, 336 p., 21,90 €

Jeunes

Moi, c'est Tantale

André Marois, Julien Castanié



Dès 8 ans. Si le tantale pouvait parler, ce métal très recherché utilisé dans les téléphones portables raconterait sa rencontre avec Norbert (10 ans, mineur 14 heures par jour), à l'enfance volée en République Démocratique du Congo, avec Wang, ouvrier chinois de 16 ans astreint à des cadences infernales, avec Thomas, utilisateur de smartphone de classe moyenne occidentale qui va découvrir son histoire tragique en s'engageant politiquement, puis avec Lian, jeune récupératrice de matériaux en Chine. Il raconterait ses nombreux voyages intercontinentaux et les dessous sanglants de nos smartphones. C'est ce que fait avec force cet album en bichromie dont les jeunes et moins jeunes ne devraient pas sortir indemnes. Avec des explications et ressources à la fin. GG

Éd. de l'Isatis, 2018, 56 p., 18 €

Les vraies richesses

Cathy Ytak



Dès 9 ans. Au début du siècle dernier, Émile vit à la campagne. Quand Louise, de passage, lui explique qu'elle vit dans un palais, celui-ci n'y croit pas. Mais il va vite vouloir en savoir plus. Au fil des aventures, on finit par découvrir le Familistère de Godin, cette cité idéale qui accueillait à l'époque plus de mille ouvriers. Une histoire qui introduit progressivement des questions sociales toujours d'actualité. FV

Éd. Talents hauts, 2019, 230 p., 9 €

Musique

N3rdistan

N3rdistan



Prenez un univers oscillant entre jazz et musiques du monde arabisant, avec des soupçons de hip-hop, mêlé à des sonorités cosmiques, et vous obtiendrez le cocktail détonnant que nous propose N3rdistan.

Le groupe, dont les textes sont souvent des poésies empruntées aux plus grands auteurs de la culture arabe, nous promène ainsi dans un monde qui lui est propre, où chaque titre présente une nouvelle épopée musicale à la découverte d'un nouvel espace sonore.

L'ambiance générale de cet album est une sorte de mélancolie, de longue plainte où se croisent quelques cris de colère qui ponctuent des chansons toutes plus envoûtantes les unes que les autres. On ne se lasse pas de chevaucher leurs ondes musicales tellement le mélange des genres est une réussite. JP

Prod. : MathPromo, 16 titres, 1 h 10, 17 €

Films

Styx

Wolfgang Fischer



Il s'agit d'une femme médecin-urgentiste qui prépare un voyage en solitaire sur son voilier pour rejoindre, partant de Gibraltar, l'Ascension, une île britannique. Cette femme qui sait affronter les éléments et les situations d'urgence se trouve confrontée brutalement à un dilemme qui la dépasse. À la suite d'une tempête, elle approche d'une embarcation chargée de migrants africains qui lancent des appels au secours. Spontanément elle tente de les aider, mais se trouve prise entre son savoir-faire de sauveteuse et les intimités de non-assistance d'un correspondant-radio qui promet des secours qui n'arrivent pas. Cette situation nous interroge sur notre propre réaction : agir, obéir ou désobéir pour sauver un humain en perdition. CB

Shiwago Film/Twenty13, 2018, 1 h 34, Autriche/Allemagne

Nous avons également reçu... 2/2

Essais

■ **Gaston Couté, œuvres complètes**, Philippe Camus, éd. *Libertaires*, 2019, 1030 p. et un CD, 50 €. Tous les textes de ce poète libertaire mort à seulement 31 ans, puis les reprises sous forme de chansons de son époque à nos jours et un CD musical pour couronner le tout. Une masse de travail impressionnante à petit prix pour un tel coffret.

■ **Récits de Christiania**, Jean-Manuel Traimond, éd. *Atelier de création libertaire*, 2019 [1994], 216 p., 10 €. À Copenhague, depuis 1971, Christiania est le plus grand squat d'Europe. Un millier de personnes vivent aujourd'hui dans une ancienne caserne. Mais vivre sans hiérarchie oblige à devoir gérer ensemble certains problèmes sociaux : drogue, violences, viols, etc. L'auteur qui a vécu sur place dans les années 80 nous fait découvrir de nombreux personnages avant d'expliquer les modes d'organisation qui se sont mis en place au fil du temps dans les quartiers.

Roman

■ **Le contraire d'une personne**, Lieke Marsman, traduction Daniel Cunin, éd. *Rue de l'échiquier fiction*, 176 p., 2019, 15 €. La jeune narratrice néerlandaise de ce roman se débat entre émois amoureux, réflexions sur le sens de la vie et engagement écologiste. Un récit original par sa forme-patchwork intimiste.

B. D.

■ **Violetta**, Corazon Maldito, Virginia Tonfoni et Alesio Spataro, traduction Laura Brignon, éd. *Cambourakis*, 2019, 132 p., 20 €. Violetta Parra (1917-1967) a revivifié la musique traditionnelle chilienne. Dans une bichromie en rouge et noir, donnant un ton vif et parfois violent, rédigée en courts chapitres, la biographie de cette chanteuse populaire manque un peu trop d'explications. Pour apprécier la BD, commencez par lire d'abord une biographie de l'artiste.

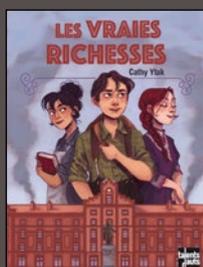
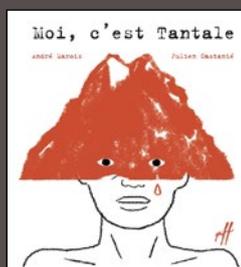
■ **Open-bar**, Fabcaro, éd. *Delcourt/Pataquès*, 2019, 56 p., 13,50 €. Fabcaro a adopté une méthode de dessin minimale : le plus souvent en six cases le plus possible identiques. Mais les dialogues sont ciselés au millimètre et font mouche ! On rigole sur un peu tous les sujets, l'écologie entre autres.

■ **IRS, T.20 : Les démons boursiers**, Stephen Desberg, Vrancken, éd. *Le Lombard*, 2019, 48 p., 12,45 €. Alors que nous sommes en guerre économique entre la Chine et les États-Unis, les suprémacistes blancs essaient d'imposer leur volonté. Larry Max, de l'IRS, organisme de lutte contre la fraude fiscale, entend faire émerger la vérité. Meurtres, complots... qui trahit qui ? Et si le peuple pouvait encore contrer les multinationales ? Presqu'un appel à la décroissance.

Jeunesse

■ **Igor et Souky en classe de mer**, Sigrid Baffert, Sandrine Bonini, éd. *des éléphants*, 2019, 40 p., 11 €. Dès 6 ans. Ces vacances en classe de mer sont l'occasion pour les enfants de découvrir la pollution des océans et de se mobiliser pour les protéger. Avec quelques informations plus approfondies à la fin.

■ **Mission : Jardiner la ville**, Frédérique Basset (textes) et Claire Le Gal (illustrations), éd. *Rue de l'échiquier jeunesse*, 2019, 39 p., 8 €. Dès 9 ans. Joli manuel illustré pour les enfants des villes qui voudraient se lancer dans le jardinage de poche.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf ?



Erratum

Dans l'article "Les forêts-jardins : créer des écosystèmes comestibles" publié au mois de mai 2019 (*Silence* n°478), une erreur s'est glissée : c'est bien Martin Crawford (et non pas Robert), qui est un des pionniers de la forêt comestible en Angleterre, qui est cité.

Jeu des deux différences

Avez-vous remarqué une différence notable entre le numéro de septembre et celui-ci ? Nous avons remplacé les 3 questions présentées en page 2 habituellement par notre ligne éditoriale, un texte qui sera permanent. Il nous semble important d'afficher clairement les ambitions et les envies de la revue, c'est aussi un outil pour nous aider à la faire connaître !

Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente. Voici la liste des nouveaux venus de cet été :

- **Ardèche**
Arti nature
1 place Albin Mazon,
07000 Privas
Tél. : 04 75 29 27 98
- **Lot**
Pensées bio
43 avenue de la République,
46130 Biars-sur-Cère
Tél. : 05 65 40 17 71
- **Rhône**
Librairie La Virevolte
4 rue Octavio Mey,
69005 Lyon
Tél. : 04 78 39 41 57

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Auvergne-Rhône-Alpes.** Jean-Paul Pellet - Allier. jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivredebrie@gmail.com

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 17 et 18 octobre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **14 et 15 novembre, 12 et 13 décembre, 16 et 17 janvier, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9h30** les mercredi 18 septembre (pour le numéro de novembre), 23 octobre (pour le numéro de décembre), 20 novembre (pour le numéro de janvier), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des infos pour le numéro d'octobre, vous avez donc jusqu'au 24 septembre ; puis jusqu'au 29 octobre pour le numéro de novembre, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
rubrique : Comment participer**

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Partenaires



Coordination Permanente
MÉDIAS LIBRES



Commande : numéros, livres et affiche

Numéros disponibles

- 449 Vivre avec la forêt
- 450 Genre et éducation alternative
- 451 Handicaps : conquérir son autonomie
- 453 Travailler moins, et si on essayait ?
- 454 Créer des lieux alternatifs
- 455 Pour des élections moins primaires !
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans ?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition
- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases

- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- 468 Rouler pour des idées
- 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- 471 L'arbre, cet allié méconnu
- 472 Nous vieillirons ensemble !
- 473 La montagne : du calme !
- 475 Retiens la nuit
- 476 Décroissance, où en est-on ?
- 477 Explorons les alternatives !
- 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- 479 Bébés écolos
- 480 Réconcilier agriculture et vie sauvage
- 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- 482 La planète victime de la mode

Numéros régionaux

- 452 Champagne-Ardennes
- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault
- 469 Loire
- 474 Alternatives en Côte-d'Or et Yonne

Indiquez le total de votre règlement
[numéro(s) + abonnement(s) + livre(s) + ...]:

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,80 € l'exemplaire).

Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Affiche



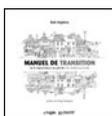
100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou

nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

Livres



Manuel de transition, 212 p. - 20 €*

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Non-violence dans la révolution syrienne, 120 p. - 9 €**

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syriennes, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.



L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20€***

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniens que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !

Frais de port : *4,5€ / **2,5€ / ***5€.

Pour une commande de plusieurs livres, nous consulter.

Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées (MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

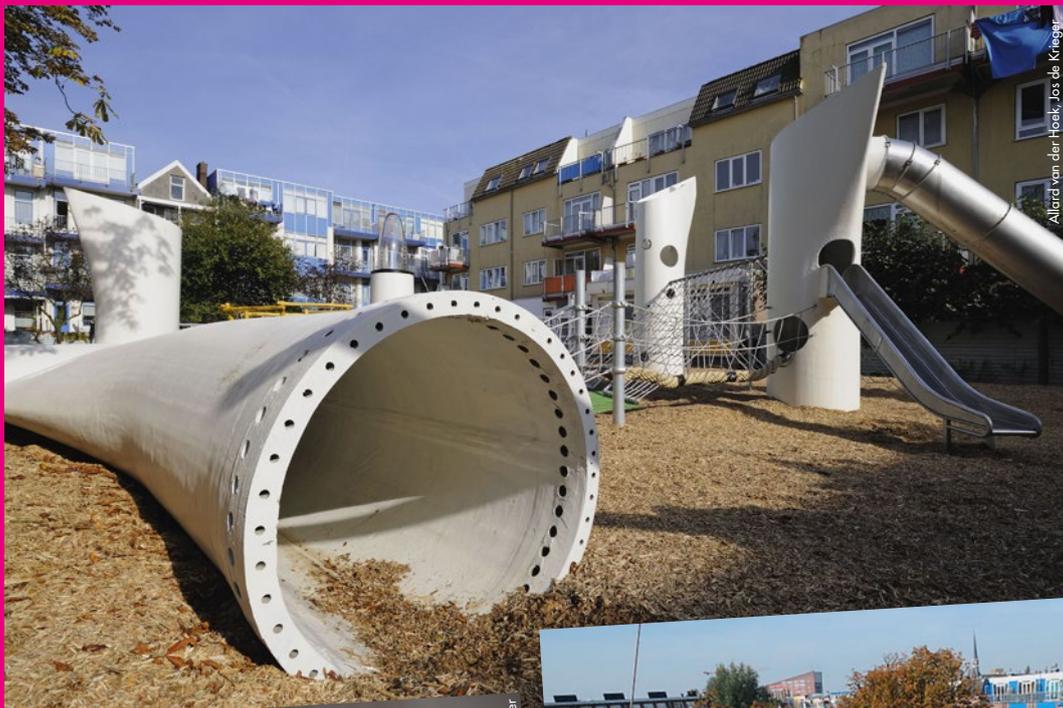
Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

La seconde vie des éoliennes

Les premières éoliennes de grande taille ont commencé à fonctionner dans les années 1970. Aujourd'hui, elles sont remplacées progressivement par des éoliennes plus performantes. Rien qu'en France, on estime que 1 500 éoliennes seront remplacées dans les cinq ans à venir. Une filière de recyclage est en train de voir le jour. Certaines sont exportées pour une seconde vie, notamment en Russie.

90 % du poids de l'éolienne est fait de composants métalliques (mat et rotor) qui se recyclent sans problème. Le béton des fondations est aussi réutilisable. Mais que faire des pales en fibres de verre ou de carbone ? La solution la plus courante est de les scier sur place, puis de les broyer pour les réincorporer dans de nouveaux matériaux composites.

Plus original, à Rotterdam (Pays-Bas), un bureau d'architectes a imaginé un recyclage plus ludique : aire de jeux, tunnels pour enfants, toboggans, rampes, bancs...



Allard van der Hoek, Jos de Krieger



Allard van der Hoek, Jos de Krieger



Allard van der Hoek, Jos de Krieger



dp